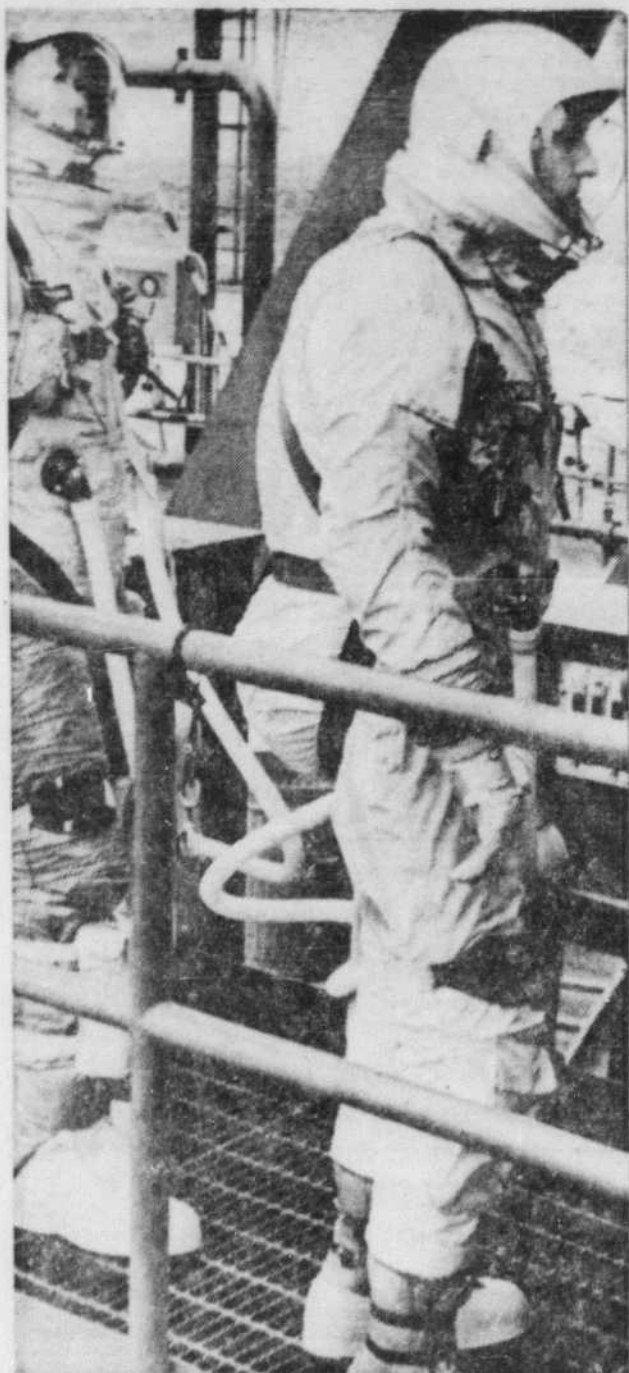




Gemini-9: tout est prêt pour demain

CAP KENNEDY — Tom Stafford et Eugene Cernan, les deux astronautes de Gemini-9, dont le lancement est prévu pour demain midi, ont eu un dimanche de repos relatif. Saut quelques heures dans le simulateur de vol, ils ont passé le reste de la journée à se détendre, à flâner sous un ciel nuageux qui néanmoins laisse présager le beau temps quand sonnera l'heure "H" de l'envol à midi 39 demain.

Le chef médical du programme, le Dr Charles A. Berry, a déclaré que les deux cosmonautes sont en parfaite forme physique et morale. "Gemini-9" durera trois jours et comportera, mercredi matin, une sortie spatiale de 2 h. 25 du pilote Cernan évoluant jusqu'à 150 pieds environ de "Gemini-9" qui sera alors armée à une fusée "Agena" avec laquelle elle aura effectué son rendez-vous quelques heures auparavant. Cernan aura revêtu, pour la circonstance un scaphandre dont la ceinture et les jambes seront renforcées par une couche métallique souple, à l'extérieur, — sorte de "culotte de fer" — à l'abri des hautes températures.

L'homme-satellite pourra ainsi actionner sans danger sa douzaine de petites fusées directionnelles contrôlant ses évolutions dans le cosmos. Tandis que les futurs héros de Gemini-9 se préparent au départ et qu'autour d'eux tous s'affairent, on parle déjà et l'on s'occupe activement aussi de Gemini-10.

Cette capsule qui est arrivée au "Cap" au début du week-end sera lancée le 12 ou le 19 juillet avec John Young et

Michael Collins aux commandes. Le premier à inaugurer le programme "Gemini" en mars 1965 comme co-pilote de Virgil-Grisson; Collins, lui, fera alors ses débuts dans l'espace. La fusée "Titan-2" porteuse de la prochaine capsule "Gemini" est attendue à Cap Kennedy mercredi. Peu après, la tour de lancement numéro 19 ayant été remise en état à la suite du lancement de Stafford et Cernan, commencera l'installation de la capsule au faite du rocket.

"Gemini-10" comprendra des exercices de rendez-vous plus complexes encore que jusqu'ici, avec une sortie spatiale de Collins au moins aussi longue que celle de Cernan, mercredi matin. Deux autres vols "Gemini" clôtureront ce programme. Puis en fin d'année, on a débuté de 1967 aura lieu le premier vol du projet "Apollo" de conquête humaine de la lune, avec trois hommes aux commandes d'une capsule de ce nom dont Virgil-Grisson, le chef-pilote.

Ils seront lancés sur orbite à l'aide d'un rocket géant "Saturne 1-B", la plus puissante des fusées américaines opérationnelles.

Radio-Canada est-elle mortellement blessée?

(L'article de J.-P. Fournier à la page 10)

MÉTÉOROLOGIE

Ensoleillé, le ciel se couvrira ce soir.
CHAUD. MAX.: 70

Gracieuseté de
SHEARER LUMBER CO. LTD.
MONTREAL

FÊTE DU JOUR

ROGATIONS

F. PILON
INC.
Fournitures de bureau

La guerre civile menace le Sud-Vietnam Ky lance une opération militaire contre Danang et Hué

SAIGON — L'épreuve de force est engagée à Danang, la capitale du Centre-Vietnam qui depuis plus de deux mois a l'inspiration des boudhistes nargue de façon plus ou moins ouverte le gouvernement sud-vietnamien: le pouvoir de Saigon, a déclenché dans la nuit de samedi à dimanche l'opération armée qu'il hésitait depuis plusieurs semaines à entreprendre contre les "forces révolutionnaires".

Dans l'après-midi d'hier, le gouvernement américain tenait à préciser que les États-Unis n'avaient pas été prévenus à l'avance de l'action entreprise par le général Ky et que les troupes américaines ne participaient pas à l'opération.

A Saigon, les dirigeants boudhistes se réunissent d'urgence hier et publiaient en soirée un communiqué soulignant la gravité de la situation et les risques d'une guerre civile à la suite de l'action entreprise contre Danang et Hué. Les chefs religieux demandent d'autre part à tous les boudhistes de se tenir prêts à répondre à leurs appels.

Dans la capitale sud-vietnamienne, les observateurs estiment qu'une troisième phase, qui sera décisive, vient de s'ouvrir dans la crise politique qui secoue le Vietnam depuis près de trois mois.

Bénéficiant d'un effet de surprise total, le gouvernement de Saigon avait fin de journée gagné la première manche. Mais la partie est loin d'être terminée, car des deux côtés on paraît déterminé à aller jusqu'au bout: le général Ky, qui a agi cette fois sans le recours ni même l'approbation des Américains, est résolu à mater les rebelles, tandis que ces derniers, fort du ralliement à leur cause des généraux Ton That Dinh, représentant du gouvernement de Saigon à Danang et commandant de la première région tactique, et Phan Xuan Nuon, commandant la première division en garnison à Hué, sont décidés à résister.

Il était cinq heures du matin environ lorsque les unités de "marines" vietnamiennes envoyées dans le plus grand secret à bord de 24 appareils militaires vietnamiens et non pas américains, comme dans la première tentative du 3 avril dernier, arrivèrent à la base aérienne de Danang. Ils allaient occuper successivement, dans le calme le quartier général de la première région tactique — d'où le général Dinh avait déjà réussi à s'enfuir — la mairie où ils ne trouveront pas davantage le maire M. Nguyen van Man, et le quartier général de la police.

Appels à la résistance
A dix heures cependant la radio de la ville commençait à diffuser de fiévreux appels.

Voix page 2: Vietnam

LE DEVOIR

VOL. LVII — NO 113

FAIS CE QUE DOIS
MONTREAL, LUNDI 16 MAI 1966

M. Lesage rassure les Québécois quant à la confessionnalité de l'enseignement dans la province

De notre envoyé spécial, Gilles LESAGE

ROUEN — Faisant campagne dans les quatre comtés du Nord-Ouest québécois en fin de semaine, le premier ministre, M. Lesage, a:

- rassuré les Québécois quant à l'avenir de la confessionnalité de l'enseignement et expliqué la politique de son gouvernement au sujet des instituts;
- porté la plus virulente attaque contre les séparatistes: "Seuls les timorés et les faibles se séparent";
- insisté sur l'importance économique des liens du Québec avec les autres provinces;

1,000 parents catholiques en congrès: non au rapport Parent

(nos informations à la page 11)

- soutenu qu'un vote massif en faveur des libéraux forcerait en quelque sorte Londres à accepter de réduire les pouvoirs du Conseil législatif, de telle sorte qu'on puisse ensuite l'abolir;
- entrevu l'aménagement prochain des ressources hydrauliques du bassin de la baie James;
- réaffirmé que SOQUEM n'est pas un outil de nationalisation des mines;
- insisté sur la décentralisation administrative et économique;
- défendu avec vigueur son député Edgar Turpin et soutenu qu'il n'y avait pas place pour des "gimmicks" et le patronage dans son parti.

La confessionnalité

Samedi soir, à Amos (une ville qui compte de nombreuses institutions d'enseignement), M. Lesage a tenu à rassurer ceux qui se font des craintes au sujet de l'avenir de la confessionnalité de l'enseignement. Après avoir rappelé qu'il avait lui-même étudié chez les religieux et chez des religieux, que ses enfants faisaient de même et qu'il était un catholique, le premier ministre a réaffirmé que c'était le droit absolu des parents de décider du type d'enseignement que leurs enfants vont recevoir "jusqu'à ce qu'ils soient assez âgés pour en décider eux-mêmes; et même alors, c'est le devoir des parents d'user de persuasion si la chose est nécessaire".

Interpellant son principal adversaire qui, au même moment, parcourait le nord-ouest québécois, M. Johnson s'est écrié: "Si vous avez déclenché prématurément des élections, M. Lesage, c'est qu'avant la tenue d'importantes conférences fédérales-provinciales, vous saviez que vous n'aviez pas les moyens de vous tenir debout devant ces messieurs d'Ottawa."

M. Johnson a de nouveau dénoncé ce qu'il appelle le début de sa campagne, "la situation lamentable" des finances de la province. Même l'Hydro-Québec, sous l'administration libérale, est en mauvaise posture financière, a soutenu l'ancien ministre des richesses naturelles dans le cabinet Duplessis. Il cite en exemple le fait que le dernier

Le chef libéral a dit qu'il "regrettait" à cause des incertitudes commises par un journal d'avoir été forcé de publier en pleine campagne électorale les deux derniers volumes du rapport Parent. Ceux qui prennent position hâtivement sur ces recommandations agissent de façon "irresponsable", a-t-il répété.

"Mon devoir actuel et celui des membres de mon cabinet consiste à rendre compte de notre mandat; il nous sera donc impossible de nous prononcer d'ici le 5 juin sur les études et les recommandations de la commission d'enquête."

Mais, indépendamment du rapport qu'il n'a pas lu — "et que je n'aurai pas le temps de lire au rythme de cinq à six assemblées par jour" — M. Lesage a réaffirmé que tous ses collègues et ses candidats tenaient absolument au respect du droit fondamental qu'ont les parents de faire étudier leurs enfants selon leurs convictions.

"Ce droit est reconnu par toutes les autorités religieuses et il existe autant pour les catholiques que pour les protestants, les Juifs et ceux qui n'appartiennent à aucune religion. Dans le Québec moderne que nous continuerons à édifier, ce droit inaliénable sera intégralement respecté."

Instituts et écoles polyvalentes

Soutenant qu'il n'était aucunement question de bouleverser les institutions existantes, mais au contraire de les rendre plus efficaces et utiles, non seulement pour les jeunes mais aussi pour les adultes, le chef du gouvernement a révélé qu'un projet de loi est actuellement en préparation et sera soumis à l'Assemblée législative dès la prochaine session quant aux instituts. Ces derniers assureront la formation au niveau pré-universitaire et professionnel, qui se situera entre les études secondaires et les études proprement universitaires.

Le projet en préparation sera une loi-cadre qui permettra la mise en place de corporations d'un type nouveau, aidant à l'organisation rationnelle de ce niveau d'étude dans tout le territoire du Québec.

Le gouvernement entend ainsi, a expliqué M. Lesage, réaliser les objectifs suivants: coordonner les institutions existantes qui jouent déjà un rôle à ce niveau d'études; utiliser au maximum les ressources existantes aussi bien du point de vue du personnel que des locaux; offrir aux jeunes toutes les options qu'exigent une solide préparation aux études supérieures, d'un côté, et d'un autre côté, la formation des techniciens dont notre milieu a besoin dans toutes les sphères de l'activité économique; assurer aux étudiants la plus grande accessibilité à tous les types d'enseignement post-secondaire, d'où l'obtention prochaine de la gratuité scolaire pour les étudiants de ce niveau.

M. Lesage a annoncé qu'une institution de type pré-universitaire et professionnelle sera aménagée à Amos; des écoles polyvalentes seront aussi construites à Val d'Or et à Malartic.

Séparatisme en Algérie

A Rouen, hier, où règne en maître incontesté le pape du créditisme, Real Caouette, et où Laurent Legault tente de VOIR PAGE 2: M. LESAGE RASSURE LES QUEBÉCOIS

Johnson: insolvable, Québec n'a plus les moyens de se tenir debout devant Ottawa

De notre envoyé spécial Jean FRANCOEUR

RIVIERE-DU-LOUP — Le plus sûr moyen de mettre un peuple à genoux, le moyen de rendre le Québec insolvable, c'était de le rendre insolvable. C'est ce qu'a lancé, hier après-midi, le chef de l'Union nationale devant plusieurs centaines de ses partisans qui s'étaient massés dans l'immense gymnase du Foyer - Patro, à Rivière-du-Loup.

Interpellant son principal adversaire qui, au même moment, parcourait le nord-ouest québécois, M. Johnson s'est écrié:

Les \$400 millions que les commissions scolaires ont été obligées d'emprunter dans les banques ont réduit le crédit disponible pour les petits commerçants, des entrepreneurs ont reçu l'ordre de ne pas exécuter plus de 10 pour cent des travaux qui leur ont été confiés et de ne pas dépenser "une cenne" de plus sous peine d'annuler à en porter le crédit: en mars dernier, les obligations de la province valaient moins cher que celles de la compagnie de téléphone Bell. Autant d'arguments que le chef de l'Union nationale a apportés à l'appui de sa thèse.

"Et pendant ce temps-là, M. René Lévesque se promène en disant qu'il faut exproprier la Bell. Le danger, au train où vont les choses, serait plutôt que la Bell exproprie la province," a lancé M. Johnson.

Il était difficile, en fin d'après-midi, hier, de se faire une idée précise sur l'allure générale que prendra la tournée que le chef de l'UN a entreprise à travers le bas du fleuve, la Côte Nord et la Gaspésie.

On ne saurait parler de cette randonnée comme d'une tournée qui balait tout sur son passage. S'il fallait emprunter à la météorologie une métaphore qui puisse caractériser la tactique mise au point par le parti, c'est de la foudre qu'il faudrait parler — la foudre qui frappe en concentrant le maximum de sa force sur des points précis.

Reste à savoir si chaque coup portera avec la même intensité.

Samedi, à St-Romuald, c'est dans une ambiance de corrida mexicaine que M. Johnson a prononcé son discours le plus fougueux depuis le début de la présente campagne.

Visiblement stimulé par un auditoire extraordinairement réceptif, d'où fusaient les interpellations ("donne-z-y, Daniel!" qui vous ragallaient sans un instant de répit), M. Johnson a chargé à plusieurs reprises contre la politique des "rouges" et s'est jeté à bras raccourcis sur plusieurs de ses adversaires politiques.

Il avait laissé tomber, ce soir-là, les contraintes que certains de ses conseillers, soucieux de proposer aux électeurs du Québec, une "nouvelle image" du parti et de son chef, voudraient lui imposer au cours de cette campagne. Le naturel est revenu au galop devant cette salle débordante d'enthousiasme et devant des organisateurs qui font une lutte vigoureuse pour ramener le comté de Lévis dans le giron de l'Union nationale.

Ce n'est pas qu'il ait tenu, samedi soir, des propos substantiellement différents de ceux qu'il a servis au cours de ses premières assemblées à Ste-Rosalie, Acton Vale ou Drummondville. Mais, délaissant un texte encore mal rodé, il a improvisé sur plusieurs thèmes qui reviennent constamment dans ses allocutions.

Ca a donné des choses comme ceci. Parlant par exemple de la politique de décentralisation scolaire du ministère de l'Éducation, il a dit: "Les rouges sont en train de nous préparer une génération de boîtes à lunch. Un cultivateur m'a dit que sa femme était tannée de préparer tous les matins six boîtes à lunch et d'aller reconduire à un mille de la maison pour y attendre l'autobus, des enfants qui vous reviennent le soir l'estomac tout débretté. Ces gens-là ont décidé d'aller vivre au village et de se mettre sur l'assistance sociale. Est-ce que c'est ce que M. Gérin-Lajoie appelle la démocratisation de l'enseignement?"

La politique économique du gouvernement de M. Lesage ne vaut guère mieux à l'on en

croit le chef de l'Union nationale. "On est en train de nous préparer le climat le plus révolutionnaire que nous ayons jamais vu," a-t-il dit.

Comment voulez-vous qu'il n'y ait pas de révolution quand nos jeunes diplômés ne trouvent pas d'emplois à la mesure de leurs capacités? a-t-il demandé. Il n'y a rien de plus dangereux que des universitaires frustrés. La principale préoccupation d'un gouvernement de l'Union nationale sera de créer des "jobs" et des "jobs" payant.

L'agriculture? Lui, y connaît ça. M. Lesage, a poursuivi M. Johnson. Quand il avait 12 ans, il allait chez son

grand-père et se couchait dans le foin.

Parlant de la nouvelle politique de relations patronales-ouvrières de son parti, le chef de l'Union nationale devait s'écrier un peu plus loin, en martelant chacun de ses mots: "Tout le monde est écorché des grèves. Et les plus écorchés, ce sont encore les ouvriers eux-mêmes. Des patrons butés qui ne veulent pas du syndicalisme, je n'en veux pas dans l'Union nationale. Des syndicalistes qui n'ont pas le sens de la responsabilité et cherchent à justifier leurs salaires en provoquant des grèves, je n'en veux pas plus".

Voix page 2: M. Johnson

Textile: manifestations à Québec contre les patrons

SHERBROOKE (LeD) — Plus de 1,000 travailleurs du textile venus de Sherbrooke, Magog, Drummondville et Montmagny se rendent en masse demain devant le parlement de Québec pour démentir les prétentions du patronat. Sur les ondes locales, affirme la CSN, des autorités de la Dominion Textile ont prétendu que seuls les chefs syndicaux et le comité de négociations des employés en grève désirent à vrai dire que le conflit se poursuive, et que les grévistes qui ne se seraient pas disposés à retourner au travail sans plus tarder.

La marche sur Québec est un ralliement sur les plaines d'Abraham et une visite à la porte du sauvagisme derrière laquelle les comités patronaux et syndicaux négocient dans l'hôtel même du parlement. Les grévistes entendent démontrer par leur action que

leurs négociateurs ont leur appui le plus entier et leur confiance totale.

Les manifestations ne visent pas le gouvernement en soi, souligne M. Gerald Taylor, le représentant de la CSN, ni le ministre du travail et député de Sherbrooke Carrier Fortin; mais il est difficile de dissocier, à l'heure actuelle, ce conflit dont on ne perçoit pas encore la fin et le mécontentement de plus en plus âpre qui s'exprime chez les grévistes à quelques semaines des élections provinciales.

Les autobus quittent Sherbrooke tôt demain matin et cueilleront au passage les grévistes dans les autres villes affectées par le conflit.

Hier, une collecte dans les paroisses, à la porte des églises, au profit des travailleurs en grève, a rapporté quelque \$5,000.

Voix page 2: M. Johnson



MM. Gordon et Kierans et l'avenir du Canada

Le ministre de la santé, M. Erik Kierans, croit que le principal obstacle à l'indépendance économique du Canada, c'est la faiblesse du personnel politique au niveau fédéral, bien plus que la présence des capitaux américains. En marge de la publication du livre de l'«ex-ministre fédéral des finances, M. Walter Gordon ("A Choice for Canada")», le ministre québécois réaffirme son opposition aux mesures discriminatoires contre le capital étranger proposées par son collègue du fédéral. Toutefois M. Kierans, qui fut à l'époque où il présidait la Bourse de Montréal l'un des principaux critiques du premier budget "nationaliste" de M. Gordon, déplore que celui-ci ne soit pas au cabinet et affirme que le Canada a vivement besoin, sinon des politiques qu'il propose, du moins des hommes de sa trempe.

Commentant le livre de M. Gordon samedi dans le "Montreal Star", M. Kierans reconnaît que les désordres célèbres directives américaines à l'égard des filiales de compagnies américaines en pays étrangers semblent justifier l'hostilité que manifestait M. Gordon pour le capital américain. Mais le ministre québécois souligne que les intentions à retardement du gouvernement canadien au sujet des directives ont amené les Américains à renoncer discrètement dans les faits à appliquer leurs directives au Canada.

M. Kierans se sert de l'incident pour illustrer sa thèse selon laquelle l'indépendance du Canada n'a rien à voir avec les Américains ou ce que font les Américains, mais tient à l'attitude des Canadiens. "Cet incident démontre que nous perdons du terrain au Canada parce que nous manquons de dirigeants politiques capables d'agir fermement et rapidement; dans ces conditions il ne faut pas s'étonner si d'autres tirent parti de notre confusion et de notre indecision."

Les directives, conclut M. Kierans, ne peuvent servir à justifier les "mesures discriminatoires" proposées par M. Gordon: impôts spéciaux lorsque des intérêts canadiens sont cédés à des étrangers, discrimination dans les dégrevements pour dépréciation, etc. Le ministre québécois propose plutôt d'adopter des politiques économiques "parfaitement légitimes", de venir par exemple à un taux de change variable, qui à son avis donnerait au Canada un contrôle accru sur ses politiques monétaires et fiscales.

"Nous dépendons davantage de l'intervention de l'Etat, note M. Kierans, et le Canada a une orientation moins capitaliste que celle des États-Unis."

"L'indépendance du Canada ne tient pas aux Américains ni à ce que font les Américains, dit encore le ministre. Elle ne tient qu'à nous, car si d'autres peuvent nous affaiblir, nous sommes seuls à pouvoir nous rendre forts... Ou donc aurait-on trouvé, au cours des dernières années, les dirigeants fédéraux qui pourraient proposer aux Canadiens une série de principes et de politiques en matière nationale et internationale susceptibles de susciter des sentiments de fierté, auxquels ils seraient prêts à adhérer et pour lesquels ils accepteraient de faire des sacrifices?"

A y bien penser, qui d'entre nous a fait, ou demandé qu'on fasse, des sacrifices récents?"

M. Kierans croit que le livre de M. Gordon contribuera à pousser le parti libéral fédéral vers la gauche. "Personne dans le parti ne proposera avec ferveur qu'on poursuive la position centriste et difficile à définir du présent gouvernement."

Toutefois à Winnipeg le premier ministre libéral de la Saskatchewan, M. Ross Thatcher, a déclaré que les libéraux doivent maintenir une position centriste et rejeter des propositions d'allure socialiste comme celles de M. Gordon. "Gordon a déjà fait un fiasco, a-t-il dit. Si ce n'était de lui, le gouvernement libéral actuel serait majoritaire."

Voix page 2: M. Johnson

Voix page 2: M. Johnson

Voix page 2: M. Johnson

Voix page 2: M. Johnson

Voix page 2: M. Johnson

Voix page 2: M. Johnson

Voix page 2: M. Johnson

Voix page 2: M. Johnson

M. Lesage rassure les Québécois

(Suite de la 1ère page)

répéter dans l'année provinciale les promesses de son père politique, le chef libéral, dans le discours le plus martelé de sa campagne, a porté une virulente attaque contre ceux qui veulent "nous entraîner dans des aventures vouées irrémédiablement à la haine, à la violence et à l'échec".

"N'écoutez pas, a lancé M. Lesage devant une salle comble de partisans électrisés, ces marchands d'illusions et ces chasseurs de sorcières qui offrent des options menant à l'anarchie et à la faillite. Seuls les faibles et les timorés se séparent. Les forts et ceux qui ont du cran, du courage, qui veulent un avenir plus prospère s'imposent par leur présence, leur volonté et leur affirmation nationale."

Affirmant que séparation n'est pas indépendance, M. Lesage a dit que le Québec acquerrait de plus en plus l'indépendance dans les domaines de sa compétence tout en restant au sein de la confédération, qui est "la libre association de deux majorités qui ont accepté d'un commun accord d'unir leurs efforts".

M. Lesage a affirmé que "l'aventure" recherchée par d'autres pourrait engendrer au Québec la "situation catastrophique" qui prévaut en Algérie depuis son accession à son indépendance totale: haine, violence, 3,500,000 chômeurs sur un total de 5,000,000 de travailleurs, une industrie dans le marasme, une économie en déroute.

"Nous n'aurons pas les moyens de prendre un tel risque. Le Québec, au stade de son affirmation, participe de son plein gré et à son bénéfice à la Confédération, cette union limitée qui laisse une grande marge d'indépendance."

"Et vous savez que nous avons vu à ce que cette indépendance s'exprime dans les faits et dans la fiscalité. C'est ça le bon sens. Ce ne sont pas les rêves qui mènent aux révoltes épouvantables de l'Algérie séparée. La fierté n'est pas avilie, au contraire, par l'association libre et égale de deux majorités. Je suis fier d'être un Canadien et, surtout, d'être un Québécois. Tous ensemble, nous ne pouvons manquer le bateau. Venez avec moi, je serai avec vous!"

Le Conseil et Londres

Au sujet du projet d'abolition du Conseil législatif proposé par son parti, M. Lesage a dit qu'il avait une méthode de la réaliser que n'approuvait pas le parti de l'opposition, le seul qui existe selon lui, l'Union nationale. Il a fait part de l'adresse envoyée à Londres tendant à réduire les pouvoirs du Conseil qui deviendrait une Chambre comme celle des Lords, de telle façon qu'il ne pourrait refuser pendant plus de 30 jours les décisions financières des députés, et pendant pas plus d'un an tous les autres projets de loi. Advenant que la majorité UN du Conseil refuse de se faire harakiri, le cabinet attendrait un an et le lieutenant-gouverneur devrait alors sanctionner la loi portant abolition de la Chambre haute.

"Mais pour cela, il faut d'abord que le Parlement de Westminster approuve l'adresse adoptée par la majorité libérale à Québec. Londres n'a encore rien fait. Ils savent qu'il y a des élections ici. Il faut donc un vote massif pour les impressionner, pour faire en sorte que la force populaire les contraigne à se rendre à notre demande".

M. Lesage a rappelé que d'autres partis parlaient de l'abolition du Conseil mais ne disaient pas comment ils y arriveraient. "Nous sommes les seuls à le dire. Un vote libéral sera un vote de démocratisation réelle du régime politique du Québec, un régime où les décisions des élus du peuple seront finales".

Liens avec les provinces

Plus tôt, M. Lesage avait insisté sur l'importance des liens économiques du Québec avec les autres provinces. "Le Québec a-t-il répété, n'est pas suffisamment fort au point de vue économique pour songer à se séparer. Son économie s'incorpore dans celle du Canada et de l'Amérique du Nord" il en veut entre autres preuves, selon les chiffres de 1961, 54,1 pour cent de la production manufacturière était écoulée au Québec, qui en expédie à l'extérieur 45,9 pour cent. De ce dernier chiffre, les expéditions dans les autres provinces comptent pour 31,1 pour cent et celles allant à l'extérieur du pays, pour seulement 14,8 pour cent.

La baie James

A Amos, porte d'entrée d'une vaste région à peine entamée, le chef libéral a fait état des relevés démographiques et géologiques entrepris par l'Hydro-Québec en vue de l'aménagement éventuel des rivières qui se jettent dans la baie James. Rappelant que la demande d'énergie électrique double à tous les huit ou dix ans au Québec, M. Lesage a dit qu'il était devenu nécessaire d'exploiter d'autres sources d'énergie, notamment celles de la basse Côte-Nord, celles du Nord de l'Abitibi. Les étapes qui feront suite au relevé des rivières (au coût de 55 millions) dépendent de l'issue des négociations concernant les exploitations des chutes Churchill au Labrador.

Les mines

Le chef du gouvernement a d'autre part réaffirmé à Rouyn qu'il n'envisage aucunement de nationaliser quelque mine du secteur minier que ce soit. Bien au contraire, la Société québécoise d'exploitation minière (SOQUEM) qui jouira au cours des 15 prochaines années d'un million de dollars de capital annuellement est "un atout".

Aussi, lorsqu'elle aura exploité et mis au jour un dépôt et que ce dernier sera rendu à l'état d'exploitation, SOQUEM retirera ses intérêts dans ces

Les journalistes

(Suite de la page 11)

ployés de la même entreprise. A l'appui de la seconde formule, on a fait valoir la nécessité de former une force de négociation plus grande parce que dans la plupart des journaux ou des postes de radio et de télévision, les journalistes sont très peu nombreux et n'ont pas de force lorsque survient une grève.

En fait les deux formules ont été retenues par le colloque, comme guide du bureau directeur de l'Alliance qui a manifesté le désir d'entreprendre des négociations avec la CSN pour redéfinir la structure syndicale des journalistes, d'accord en cela avec la plupart des 150 journalistes présents enant d'un peu partout dans la province.

Au cours du colloque, un représentant de l'université de Montréal, M. Jean Cloutier, a annoncé que des cours de perfectionnement seront donnés l'automne prochain à l'intention des journalistes. Le programme a été préparé par l'extension de l'enseignement de l'université à la demande du syndicat des journalistes de Montréal, à la suite d'un sondage parmi ses membres. Pour l'instant, il s'agit de cours réguliers de l'extension regroupés en un programme susceptible d'intéresser des journalistes qui pratiquent déjà leur métier, mais par la suite des cours plus spécialement conçus pour eux seront offerts.

Vietnam

(Suite de la 1ère page)

aux armes et une demi-heure plus tard la fusillade éclatait. Elle devait être brève et faire quatre blessés selon le gouvernement, douze morts ou blessés selon d'autres sources non confirmées.

A 11 heures, Radio-Danang se taisait, mais Radio-Hue prenait aussitôt le relais, diffusant des mots d'ordre invitant la population au nom des généraux Dinh et Nhuan, à résister aux attaques du gouvernement de Saigon. Hue en état d'alerte s'appretait à affronter les armées à la main les troupes gouvernementales en marche vers la ville. Le général Dinh lui-même lançait à la radio un appel à la résistance.

Pendant ce temps, à Saigon, le gouvernement annonçait dans un communiqué l'envoi de renforts à Danang, à la demande des unités de Danang loyales au gouvernement et qui s'étaient de leur propre initiative soulevées dans la nuit contre le mouvement rebelle. Aussitôt les bouddhistes, et en particulier l'institut bouddhique de Saigon, criaient à la trahison et demandaient aux fidèles de rester sur le qui-vive.

M. Johnson

(Suite de la 1ère page)

En 1962, a rappelé l'orateur, j'avais promis un salaire minimum d'un dollar. Un chef syndicaliste s'est fendu d'une grande déclaration disant que cela n'avait pas de bon sens. Un chef qui était déjà plus libéral que syndicaliste: mon ami Jean Marchand, avec qui j'ai travaillé dans les syndicats catholiques de 1940 à 1946, dans le temps que ce n'était pas payant.

"Les libéraux nous promettent maintenant \$1.25 de l'heure. Moi je dis: c'est trop peu, trop tard, M. Lesage, dehors", a lancé M. Johnson dans une ovation délirante.

Le chef de l'Union nationale a également eu des mots très durs à l'endroit des anciens "Unionistes" qui ont délaissé le parti: "Ils nous ont quitté parce qu'ils étaient habitués à vivre au crochet d'un parti. Mais c'est tant mieux. Moins que nous en aurons de ces sangsues, plus ça fera notre affaire. Pour chaque sang-

sue qui s'en va, cent nouvelles recrues nous arrivent."

M. Johnson n'a pas caché sa confiance. "Comment voulez-vous que je ne sois pas confiant devant une salle aussi remplie — une salle qu'on trouvait bien trop grande en 1962. Quand je songe aux dernières élections, je vous le dis que je trouvais ça pesant. Pensez-vous qu'on ne peut pas aller chercher 25, 30, 40 nouveaux comités. A Montréal seulement, je vous en promets un minimum de 12."

Hier après-midi, à Rivière-du-Loup, où le Dr Alphonse Couturier, membre du cabinet Lesage se maintient au pouvoir depuis de nombreuses années, les choses ont moins bien marché. Ce n'était pas l'assistance qui manquait: le gymnase très moderne du Foyer-Patro était rempli. Mais l'ambiance était pauvre, le cœur n'y était pas.

Hier soir, M. Johnson traversait le fleuve pour rencontrer ses partisans de Baie-Comeau. Cet après-midi, il

rendra visite aux employés de l'usine Price, à Rimouski, puis se rendra à Amqui pour le lancement de la campagne de M. Jean-Paul Fiset, candidat dans Matapédia.

La tournée gaspéenne de M. Johnson a un objectif très précis que le chef de l'Union nationale a dévoilé lors de son assemblée de Drummondville: "de Lévis à la pointe de Gaspé, pas un seul député libéral."

Manifestation

(suite de la page 18)

puis ont assisté à un meeting, présidé par M. Stuart Hughes, professeur d'histoire à l'université Harvard et ardent avocat du désengagement américain au Vietnam.

M. Hughes a notamment déclaré que la cause des pacifistes recevait de plus en plus de soutien et de renfort de la part de personnalités politiques.

CARRIÈRES et PROFESSIONS



CONSEILLER JURIDIQUE

Les candidats doivent être membres en règle du Barreau de la province de Québec; posséder au moins cinq (5) années d'expérience dans la pratique générale du droit; être bilingues et âgés d'au plus quarante ans.

Les demandes ainsi qu'un curriculum vitae doivent être adressées au Chef du Personnel, CONSEIL DES PORTS NATIONAUX, PORT DE MONTRÉAL, 357 rue de la Commune, Montréal 1, P.Q.

SOCIÉTÉ DE FIDUCIE DU QUÉBEC

Par suite de l'expansion de ses services, la Société de Fiducie du Québec, une entreprise affiliée au Mouvement Desjardins, recherche des candidats pour les postes suivants au Bureau de Québec. La préférence sera accordée aux diplômés d'université possédant une expérience valable.

EXPANSION DES AFFAIRES

- 1 Représentant: Environ 30 ans
- Agent de liaison pour l'expansion des affaires et la planification des tests.

FIDUCIARIES PERSONNELLES

- 1 Responsable: Environ 30 ans
- Chargé de voir au règlement et à l'administration de successions et gestion de portefeuilles.

Les candidats voudront bien soumettre leur demande

PAR ÉCRIT AU:

Chef du Personnel
SOCIÉTÉ DE FIDUCIE DU QUÉBEC
152 est, rue Notre-Dame, Montréal 1

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE LE GARDEUR

est à la recherche de 2 principaux pour l'école secondaire Jean-Baptiste Meilleur (Repentigny).

A—Un premier poste est ouvert à la direction de l'école Jean-Baptiste Meilleur, section filles.

B—Un second poste est ouvert à la direction de l'école Jean-Baptiste Meilleur, section garçons.

CONDITIONS:

Expérience: 5 années d'expérience dans l'enseignement au cours secondaire.

Formation académique: au minimum le brevet "A".

Les demandes par écrit seront adressées au:

Directeur Général des Écoles,
777, boulevard Iberville,
Repentigny, P. Qué.

La Commission scolaire des Écoles secondaires de Cornwall a besoin des professeurs suivants pour septembre 1966:

L'ÉCOLE SECONDAIRE ST-LAURENT

- 1 — FRANÇAIS
- 2 — GÉOGRAPHIE

Faire parvenir la demande d'emploi à:

M. L.-R. Brisson, directeur
800 est, 2e Rue
Cornwall, Ontario
Bureau — Téléphone 933-0175
Résidence — Téléphone 933-3177

ÉCHELLE DE SALAIRES 1965-66	Minima	Maxima
Catégorie 1	\$5,400	\$ 9,150
Catégorie 2	\$5,700	\$ 9,675
Catégorie 3	\$6,400	\$10,650
Catégorie 4	\$6,800	\$11,225
Augmentation annuelle: \$300		

A — Titulaires des divisions \$1,400 au-dessus de leur catégorie.

B — Titulaires suppléants \$800 au-dessus de leur catégorie.

ALLOCATIONS

1 — Augmentation supplémentaire de \$300 par année pour expérience aux écoles secondaires jusqu'au maximum.

2 — Augmentation de \$300 par année pour expérience aux écoles privées de la province d'Ontario sous la régie du Ministère de l'Instruction publique.

3 — Augmentation de \$200 jusqu'à un maximum de \$1,000 à la discrétion de la Commission scolaire pour expérience dans les autres écoles privées.

4 — Augmentation de \$200 jusqu'au maximum pour expérience dans les écoles élémentaires.

5 — Augmentation de \$200 par année jusqu'à un maximum de \$1,600 pour expérience dans le monde des affaires en relation avec la matière enseignée.

6 — Augmentation de \$200 par année jusqu'à un maximum de \$1,600 pour expérience dans un métier quelconque au-delà du nombre des années requises par l'O.C.E.

PHYSIOTHERAPEUTE DEMANDE

maison de santé exclusive et résidentielle, 50 lits
— département de physiothérapie —
salaire et heures à discuter — doit être membre du C.P.A.
MANOIR PIERREFONDS — 626-6651

GERANT, ASSURANCE - VIE

L'organisation: société canadienne-française en pleine expansion, agence à Montréal.

L'homme: 30 à 45 ans, au moins 3 ans d'expérience en assurance-vie, agressif, ambitieux et désirant se bâtir un avenir comme gérant d'agence. Expérience comme gérant ou gérant d'unité avantageuse. L.U.A.T.C. requis.

Salaire et commission, occasion intéressante. Toute communication qui sera gardée confidentielle, doit être envoyée à: Case 330, Le Devoir, Montréal.

PROGRAMMEUR

Nous recherchons pour un poste à Montréal un programmeur possédant un minimum de deux années d'expérience, de préférence dans le travail avec les ensembles de traitement de l'information 1401/1440 à disques. Cependant, les demandes de candidats ayant de deux à trois années d'expérience sur tout autre système seront prises en considération.

Excellentes chances d'avancement avec une Compagnie possédant des services de traitement de l'information dans toute l'Amérique du Nord et dans d'autres pays à travers le monde.

Salaire en rapport avec l'expérience et les qualifications. Excellents avantages sociaux.

Prière de s'adresser, par téléphone, à 877-2475 ou, par écrit, à:



Alcan Aluminium Limitée
a/s M. C.-A. Armitage
C.P. 6090, Salle 710
Montréal 3 (Québec)

CHEF DE PUBLICITE

LE POSTE: Chef de publicité qui sera responsable de la direction d'un programme complet de publicité pour une importante entreprise à Montréal.

Le postulant devra être capable de déterminer les moyens de communications les plus effectifs à l'échelle de la compagnie. Il doit également posséder un esprit créateur pour ce client.

LE CANDIDAT: Chef de publicité canadien-français ayant un sens aigu de la promotion et possédant un minimum de 8 ans d'expérience en publicité ou dans un domaine relatif.

Il devra être en mesure de coordonner, stimuler, reconnaître les idées créatives et d'en faire la vente.

Le candidat devra être capable de communiquer effectivement en anglais comme langue seconde.

Ecrivez au:

BUREAU CANADIEN DE
PERSONNEL PUBLICITAIRE 2100 Drummond, Suite 860.

CHEFS DE SECRETARIAT

Université de Montréal

Fonctions: diriger le personnel de la faculté des Sciences de l'Éducation ou du secrétariat du département d'Économie de la faculté des Sciences Sociales. Assister le doyen ou le directeur dans plusieurs activités. Contrôle de dépenses diverses, tâches administratives variées.

Qualifications: B.A., B. en pédagogie ou B.Sc. en Sciences Sociales de préférence en Économie ou l'équivalent. Connaissance suffisante de l'anglais. Veuillez faire parvenir curriculum vitae complet au:

Service du personnel,
Boîte postale 6128,
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL,
733-9951 Poste 531.

ECONOMISTES

FINANCES DU CANADA

TRAITEMENT INITIAL JUSQU'À \$11,800

LE MINISTÈRE DES FINANCES, À OTTAWA OFFRE DES CARRIÈRES PROFESSIONNELLES DANS LES FINANCES DU GOUVERNEMENT.

ON DEMANDE DEUX DIPLOMÉS D'UNIVERSITÉ EN ÉCONOMIE OU EN COMMERCE QUI ONT ACQUIS UNE EXPÉRIENCE CONNEXE AU SERVICE DE L'INDUSTRIE OU DE L'ÉTAT.

À PARTIR D'ANALYSES ET D'ÉTUDES, LES TITULAIRES AURONT COMME PREMIÈRE MISSION À RECOMMANDER DES MESURES PRÉCISES SUR LES FINANCES DE L'ÉTAT, LES INCIDENCES DE CES MESURES POUR L'ÉCONOMIE ET LES INSTITUTIONS.

Ecrivez ou faites immédiatement votre demande à la Commission du service civil du Canada, Ottawa 4. Veuillez mentionner le numéro de concours 66-430-11.

DIPLOMES EN COMMERCE

PROFESSEUR, ÉCOLE NEUTRE PRIVÉE

pour élèves de 6e à 10e années ayant aptitudes comme principal.

Salaire à discuter.

Faire parvenir curriculum vitae au:

Bureau de direction,
P. Morin,
7586 Garnier, Montréal 35.

ON DEMANDE STENO DACTYLO BILINGUE

pour service de la publicité d'un quotidien de Montréal. Devra être en mesure de traduire de l'anglais au français.

Bénéfices usuels.

Ecrire à Case 332, Le Devoir, Mtl.

ECONOMISTES

OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE
OTTAWA

Plusieurs occasions de faire carrière dans le domaine de l'économie de l'énergie s'offrent aux candidats qui désirent se perfectionner et se spécialiser en études techno-économiques.

TRAITEMENTS de \$8,135-\$9,300 selon la compétence, ce qui comprend un diplôme universitaire en sciences économiques, en commerce ou dans une discipline connexe, et plusieurs années d'expérience connexe.

Pour obtenir tout renseignement supplémentaire au sujet de ces postes ou d'autres postes, de même que des formules de demande, veuillez écrire à la

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA,
OTTAWA 4,

et demander le feuillet publicitaire 66-430-19

INGENIEURS

Notre client demande un ingénieur de projet et un ingénieur d'entretien pour son usine chimique située à environ 20 milles de Montréal. Ces deux emplois se rapportent directement à l'ingénieur d'usine et pour chacune de ces positions, la compagnie désire choisir un candidat possédant la compétence désirée pour accéder à des postes supérieurs.

Traitement initial aux environs de \$9,000.

Dossier 102M.



Direction et réponse assurées.
**LE CONSEIL DE
PLACEMENT PROFESSIONNEL**
Bâtiment du Square Dominion, Montréal 2, UN 6-2807
Conseillers en sélection professionnelle depuis 1927

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Service de mécanographie

ANALYSTE-SURVEILLANT

Fonctions: diriger une équipe d'analystes-programmeurs et assister le directeur du service dans l'exécution de ses tâches.

Qualifications: cours secondaire, bilingue, expérience minimum de trois (3) ans dans l'utilisation des bandes magnétiques et dans l'élaboration et la mise en route de travaux comptables.

CHEF DES OPERATIONS

Fonctions: assurer la coordination des divers travaux de perforation, contrôle et opérations-machines.

Qualifications: cours secondaire, âge de 28 à 30 ans, bilingue; expérience de plusieurs années en mécanographie, de préférence dans l'utilisation des bandes magnétiques et connaissance de base de la programmation. Programme complet de bénéfices marginaux, y compris exonération de frais de scolarité.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae au:

Service du personnel,
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
Case Postale 6128,
Montréal.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Les annonces publiées sous cette rubrique contiennent 25 la ligne agate (11 lignes agate au pouce). Nous accordons la commission habituelle aux agences de publicité. Le service de case postale est de 25 la ligne limite pour réception de 25 annonces est fixé à midi la veille de la parution.

Téléphones à:

844-3361 poste 34

ou écrivez à:

LE DEVOIR

434 est, Notre-Dame
Montréal

Les ingénieurs répondent à leurs collègues du gouvernement

Les ingénieurs-conseils du Québec, par la voix de la Section des ingénieurs-conseils de la Corporation des ingénieurs du Québec et le chapitre du Québec de l'Association des ingénieurs-conseils du Canada, font savoir qu'ils verraient d'un bon oeil la tenue d'une enquête approfondie destinée à établir s'il est plus avantageux pour les contribuables que les services d'ingénieurs sur les projets du gouvernement du Québec, soient rendus par des fonctionnaires ou par des ingénieurs-conseils.

Tout en se défendant de s'immiscer dans le conflit qui met aux prises les fonctionnaires professionnels et le gouvernement provincial, les ingénieurs-conseils du Québec croient opportun de rétablir certains faits à la suite d'une déclaration faite par le conseil syndical des fonctionnaires professionnels selon laquelle le gouvernement en ayant recours à l'entreprise privée "pratique, dans le domaine des travaux de génie, la politique la plus coûteuse imaginable pour les contribuables."

"Contrairement aux allégues de ce communiqué, disent les ingénieurs-conseils, les services professionnels des ingénieurs-conseils sont généralement ceux qui coûtent le moins cher aux contribuables. L'entreprise privée qui ne peut certainement pas être accusée de gaspillage et dont le premier but est de réaliser des profits à régulièrement recourir, dans une très large mesure, aux services des ingénieurs-conseils."

"C'est probablement en se basant sur les mêmes principes d'économie que la ville de Montréal a jugé opportun d'utiliser les services d'ingénieurs-conseils pour une bonne part des travaux du métro, poursuivait-il."

"De nombreuses enquêtes menées aux États-Unis, au niveau du gouvernement fédéral et des gouvernements des États, prouvent que les services de génie des ingénieurs-conseils sont plus économiques que ceux des ingénieurs-conseils. Une des conclusions importantes auxquelles en est venue la Commission Hoover à la suite d'une grande enquête sur le coût des services gouvernementaux américains se lit comme suit:

"La Commission de l'énergie atomique (AEC) est de tous les offices gouvernementaux celui qui est le mieux organisé en ce qui concerne les services de génie et de construction. Elle emploie avec avantage les services des architectes et des ingénieurs en pratique privée... Le coût de l'ingénierie et des travaux de construction entrepris par le gouvernement est de beaucoup plus élevé, et même de façon anormale, que celui des mêmes services exécutés par l'entreprise privée."

Selon le communiqué des ingénieurs-conseils, "il ne fait pas de doute que la même situation doit prévaloir dans le Québec où les pratiques économiques sont sensiblement les mêmes qu'aux États-Unis."

(Suite à la page 7)



Le professeur Jean-Paul Vinay reçoit des mains de l'auteur, M. Paul Robert, le premier des six tomes du Dictionnaire Robert que lui a présenté samedi le président de la Société des traducteurs et interprètes du Canada, M. Frédéric Phaneuf. Les traducteurs du Canada ont voulu rendre hommage à leur ancien président avant son prochain départ pour l'université de Victoria où il enseignera la linguistique. M. Vinay était également le directeur, depuis dix ans, du Journal des Traducteurs. De gauche à droite, on reconnaît M. Marcel Paré, le professeur Jean-Paul Vinay, M. Paul Robert, M. Frédéric Phaneuf.

Quatre doctorats honorifiques seront décernés par l'U. de M.

L'université de Montréal décernera des doctorats honorifiques à quatre personnalités au cours de la cérémonie annuelle de la collation des grades, le 27 mai.

Ce sont M. Pierre Beauchemin, président de Sullivan Consolidated Mines Limited, qui recevra un doctorat honorifique en sciences appliquées, et sera présenté par M. Henri Gaudet, directeur de l'École polytechnique;

M. Irénée Lussier, ancien recteur de l'université et an-

cien président de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), qui sera présenté par le recteur actuel, M. Roger Gaudry, et recevra un "doctorat de l'université de Montréal";

M. Lucien Saulnier, président du comité exécutif de Montréal, qui recevra un doctorat de l'université de Montréal et sera présenté par M. Léon Lortie, secrétaire général de l'université;

M. Frank Scott, professeur et ancien doyen de la faculté

de droit de l'université McGill, qui recevra un doctorat en droit et sera présenté par M. Jean-Guy Cardinal, doyen de la faculté de droit de l'université de Montréal.

MM. Beauchemin et Saulnier recevront leur doctorat honorifique à la séance du matin au cours de laquelle M. Saulnier prononcera une allocution. Mgr Lussier et M. Scott recevront le leur à la séance de l'après-midi au cours de laquelle M. Scott fera l'allocution de circonstance.

Selon le professeur Charles Pelletier

Les impôts ont atteint un point de saturation à ne pas dépasser

QUÉBEC (LeD.). — "A son niveau actuel, l'impôt sur le revenu au Canada réduit l'initiative personnelle, empêche l'accumulation de capitaux et limite le progrès économique". C'est ce qu'a déclaré un professeur agrégé de la faculté de commerce à l'université Laval et membre du bureau de comptables du président de la Commission québécoise sur la fiscalité, M. Charles Pelletier, à la suite d'une grande enquête sur le coût des services gouvernementaux américains se lit comme suit:

"La Commission de l'énergie atomique (AEC) est de tous les offices gouvernementaux celui qui est le mieux organisé en ce qui concerne les services de génie et de construction. Elle emploie avec avantage les services des architectes et des ingénieurs en pratique privée... Le coût de l'ingénierie et des travaux de construction entrepris par le gouvernement est de beaucoup plus élevé, et même de façon anormale, que celui des mêmes services exécutés par l'entreprise privée."

Selon le communiqué des ingénieurs-conseils, "il ne fait pas de doute que la même situation doit prévaloir dans le Québec où les pratiques économiques sont sensiblement les mêmes qu'aux États-Unis."

Le conférencier a cependant admis que les dirigeants des différents gouvernements sont conscients de ce problème qui occupe une place de plus en plus importante dans notre économie.

Plus tard dans la journée, le président lui-même de la Commission royale d'enquête sur la fiscalité, M. Marcel Bélanger, a pour sa part recommandé, comme le fait le rapport qu'il a signé, que le gouvernement abolisse les permis qui tiennent lieu de taxes d'affaires et qui causent beaucoup d'ennuis aux artisans de tous les corps de métiers. Il a même affirmé que "la perception de droits annuels en guise de taxes d'affaires a paru aux commissaires "une mesure fiscale injuste".

M. Pelletier a fait cette déclaration au cours du congrès de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec dont la 17ème assemblée annuelle a eu lieu dans la capitale provinciale.

M. Bélanger a noté qu'un plombier, par exemple, doit payer une taxe d'affaires dans sa localité et doit repayer dans chacune des municipalités où il doit exécuter des travaux ou faire une simple réparation, un permis chaque fois.

C'est pourquoi, dit-il, la commission recommande que le maître mécanicien en tuyauterie et les autres corps de métier paient une seule taxe d'affaires à l'endroit où ils ont leur établissement et qu'ils ne soient pas requis de payer des taxes d'affaires dégressives sous forme de permis, s'ils sont appelés à travailler en dehors de la ville où ils ont leur place d'affaires.

Plutôt au cours du congrès, l'accent a été mis sur la formation professionnelle des membres, le président actuel de la Corporation des mécaniciens en tuyauterie, M. Fernand Papillon de Trois-Rivières, déclarant que si les membres sont satisfaits de leur sort et restent inactifs cela pourrait être désastreux pour eux. D'où le slogan adopté pour le congrès: "Progresser ou disparaître".

Elections
La corporation a élu samedi un nouveau président en la personne de M. Jean Rouillard de Québec.

Les autres membres de l'exécutif sont MM. Wellie St-Cyr, de Montréal, 1er vice-président; M. P.E. Cadieux, de Montréal, 2e vice-président; M. Albert Voyer, d'Arvida, trésorier; M. Roger Guertin, de St-Hyacinthe, secrétaire et Florian Roy, de Sherbrooke, et Donat Granger, de Hull, directeurs.

Chaque citoyen du Québec aura un jour son "carnet de santé"

Dans une réponse à un participant à la conférence annuelle de l'Association du Québec pour les enfants arriérés, le Dr Dominique Bédard, directeur des services psychiatriques au ministère de la Santé, a annoncé que son ministère est en train d'établir pour chaque citoyen du Québec un carnet de santé.

Ce carnet qui serait remis à l'enfant dès sa naissance le suivrait tout au long de son existence établissant régulièrement un véritable diagnostic de son état de santé.

Mais selon le Dr Bédard, ce projet ne verra pas le jour avant quelques années, c'est-à-dire avant que ne disparaissent du Québec tous les préjugés attachés à certaines anomalies dont l'arriération mentale ou l'épilepsie ou la paralysie cérébrale. En même temps que la création de ce carnet de santé, il faudrait, dit le Dr Bédard, prévoir des lois qui éviteraient qu'une ségrégation ne s'exerce contre certains types de malades.

"Il faudrait une telle maturité d'esprit de la part du public et des employeurs que, malheureusement, je ne crois pas qu'il faille lancer trop tôt le carnet de santé au Québec."

Une travailleuse sociale spécialisée dans les cas psychiatriques, attachée au ministère de la Santé, Mme C. Michon, publiera sous peu un livre sur le problème de l'épilepsie. "Mon livre ne sera pas scientifique, nous dit-elle, il abordera la question simplement afin de renseigner surtout les parents, les employeurs éventuels et le public sur les personnes qui souffrent d'épilepsie."

Saviez-vous qu'il y avait seulement au Québec 17,000 épileptiques dont les 3/4 mènent une existence à peu près normale?

CONFERENCE INTERNATIONALE
Pour la première fois, le Canada est l'hôte de la Conférence internationale sur la famille à l'occasion de l'Expo 67. Le lieu de la conférence n'est

LE DEVOIR

MONTREAL, LUNDI 16 MAI 1966

TROIS



L'Association du Québec pour les enfants arriérés réclame:

- des centres résidentiels pour l'enfance exceptionnelle et une
- véritable collaboration des ministères

par Solange CHALVIN

Sans une véritable collaboration interministérielle groupant les efforts des ministères de la Santé, de l'Éducation et de la Sécurité sociale, il serait vain de tenter d'apporter des solutions durables au problème de l'arriération mentale au Québec. C'est du moins ce qui se dégageait de la majorité des communications faites par des médecins, psychologues et psychiatres, tout autant que par des parents d'enfants arriérés, au cours de la 6e conférence annuelle de l'Association du Québec pour les enfants arriérés qui avait lieu à Dorval en fin de semaine.

C'est une évaluation des ressources actuelles en institutions et en personnel spécialisée que se livre l'association en vue d'offrir au gouvernement un mémoire sur la création éventuelle de centres résidentiels d'un type nouveau. Si les institutions traditionnelles ne correspondent plus aux données de la psychiatrie moderne, au moins faut-il, avant de construire, déclarait la vice-présidente de l'association, Mme Pierre Tascheau, connaître exactement la situation de l'arriération mentale au Québec.

Jusqu'ici, il semble bien que la deuxième tranche du Rapport Parent dont un chapitre était consacré à l'enfance exceptionnelle a été le coup de fouet des commissions scolaires qui ont songé à organiser pour plusieurs catégories d'enfants des classes spéciales dites classes auxiliaires. Dans son allocution d'ouverture, M. Guy Rocher rappelait l'esprit qui a présidé aux recommandations concernant l'enfance exceptionnelle: "Dans une société moderne chaque enfant a le droit de recevoir l'enseignement le plus approprié possible à ses aptitudes, à ses intérêts... et ce droit ce sont les pouvoirs publics qui ont la responsabilité d'en assurer la réalisation". Notre système d'enseignement ayant été conçu de façon aristocratique, il ne s'est jamais penché sur l'enfant retardé, déficient; même notre système public l'a oublié. On l'a laissé doubler, tripler ses classes sans pour cela s'inquiéter, puis un beau jour, on l'a placé en institution pour s'en débarrasser. C'était seulement en ramenant au ministère de l'Éducation toute la responsabilité pédagogique des enfants exceptionnels qu'on pouvait arriver à leur fournir les éléments d'une vie normale future compte tenu de leurs possibilités personnelles.

Venant corroborer les propos de M. Rocher, une mère de famille, Mme Jeanne Jubinville, raconte l'expérience de sa fille adoptée depuis un an dans une classe pour enfants exceptionnels de la Régionale de Lanaudière. "Enfin, les enfants qui vivent en groupe pour la première fois de leur vie, apprennent la sociabilité et sont plus épanouis. En plus des cours de rééducation, ils bénéficient de loisirs organisés comme les enfants normaux qui fréquentent la même Régionale. Ce premier pas étant fait, l'association des parents de la région de Joliette envisage la création d'une garderie pour les hyper-actifs qui ne sont pas acceptés en classes auxiliaires; ils projettent également l'ouverture d'un centre résidentiel et d'ateliers de travail pour les adolescents."

En l'espace de cinq ans, a rappelé M. Clément Thibert, directeur du Bureau de l'enfance exceptionnelle au ministère de l'Éducation, les classes auxiliaires sont passées de 150 à 1500 dans la province. Mais ce n'est pas tout de grouper les enfants sous l'étiquette "d'exceptionnels" et de leur ouvrir des classes, dit M. Thibert. Il faudra à l'avenir évaluer les ressources du milieu et regarder en dehors du ministère de l'Éducation pour poursuivre auprès de ces enfants le travail commencé: rééducation psychique, préparation au monde du travail, centres résidentiels et communautaires afin de les rendre dépendants, etc. Il faut se rappeler dit en terminant M. Thibert que des qu'un enfant est inadapte, il ne pose pas seulement un problème à la médecine, à la psychologie, à la sécurité sociale, au travail, à la famille. C'est pourquoi ce grave problème ne

pourra se résoudre sans une mise en commun interdisciplinaire et interministérielle. C'est par la conjonction des forces professionnelles mises au service de l'enfance exceptionnelle que nous arriverons à sauver ces enfants conclut M. Thibert.

Institut de psychiatrie infantile

C'est un résumé du mémoire présenté au ministre de la Santé en juillet 65 sur les besoins en psychiatrie infantile, que l'auteur, le Dr Laurent Houde donna à son auditoire à la 6e conférence annuelle de l'ass. du Québec des enfants arriérés. En plus d'une décentralisation des services psychiatriques offerts à la population infantile, le Dr Houde recommande fortement la création à Montréal d'un Institut de psychiatrie qui offrirait une gamme étendue de services aux malades tout en s'affirmant comme centre d'enseignement, de formation de personnel et de recherche. C'est évidemment avec beaucoup d'enthousiasme que le projet fut accueilli par les participants au congrès; cependant aucune mesure officielle n'a encore été prise pour donner suite à ce mémoire.

Insuffisance d'information et manque d'argent

Malgré un dépistage certain qui s'effectue dans les écoles, encore des centaines d'enfants arriérés ne bénéficient d'aucun service, tout simplement parce que leurs parents s'imaginent qu'il n'y a rien à faire pour eux — ou encore qu'ils ont honte de présenter leurs enfants — ou encore parce qu'ils craignent que leurs ressources financières ne leur permettent pas d'envisager tout traitement ou toute rééducation.

Les participants au colloque qui suivit les exposés ont surtout mis en lumière le manque d'information des parents. Il n'existe pas de centres pour les renseigner, pour leur donner des conseils sur la manière d'élever ces enfants exceptionnels ou tout simplement pour leur venir en aide sur le plan financier. Bien sûr, il y a les associations de parents mais celles-ci ne peuvent pas rejoindre tous les parents et font face à des difficultés financières inouïes. C'est d'ailleurs pour cela qu'une croisée nationale pour les arriérés mentaux du Canada a été instituée et souhaite recueillir \$5,000,000, d'ici quelques mois.

"S'il faut élever les taxes scolaires, faisons-le, déclara un père de famille; tous les enfants — arriérés ou non ont droit à la même éducation, aux mêmes services pédiatriques, hospitaliers, etc."

Parmi les multiples formules énumérées au cours de cette conférence, il faut surtout retenir la création de centres résidentiels de moins de 100 enfants qui permettraient progressivement de les séparer de leur famille tout en leur fournissant une véritable vie communautaire. L'idéal serait que ces centres, semble-t-il, reçoivent les enfants cinq jours la semaine — comme une garderie, les transportent aux classes dites "auxiliaires" dans les Régionales et les remettent à leur famille toutes les fins de semaine, vacances, congés, etc. C'est sans doute vers cette solution que s'acheminent les spécialistes en arriération mentale.

Aussi fraîche que Célestins



Rafraîchissante aussi, parce que légère et pure, l'EAU DE VICHY CÉLESTINS est une eau diététique appréciée qui convient à tous, aux enfants comme aux adultes. Aidez votre digestion en buvant quotidiennement VICHY CÉLESTINS. Légèrement thérapeutique, l'eau minérale alcaline naturelle VICHY CÉLESTINS apporte à l'organisme des sels minéraux et des oligo-éléments qui contribuent aux digestions faciles. IMPORTÉE DE FRANCE, CÉLESTINS est la seule authentique EAU DE VICHY vendue au Canada.



Méfiez-vous des imitations, Exigez toujours CÉLESTINS l'eau qui fait... du bien!

L'EAU DÉGOUTTE ?

Faites installer les

GOUTTIÈRES

"PRIMEAU"

GALVANISÉ — ALUMINIUM

CUIVRE

Estimation gratuite

* MONTREAL — 322-4160

* QUEBEC — 872-9244

PRIMEAU METAL INC.

RÉPARATIONS

- de montres et bijoux de toutes sortes
- de rasoirs électriques, briquets, plumes, gravures.

SERVICE RAPIDE ET COURTOIS

OMPONNETTE INC.

J. BRASSARD, Prés.

236 est, Ste-Catherine, Montréal 18

Tél.: 861-9293-4

PROTECTION

Les entrepôts de JOLICOEUR protègent vos fournitures et manœuvres de draps contre les dommages causés par les mites, le feu, le vol. Vous pouvez sur demande par la même occasion faire réparer et nettoyer vos fournitures. Appelez aujourd'hui...



Jolicoeur

Depuis 1907

LA. 1-2161

100 camions bleu et blanc pour mieux vous servir

Succursale au centre d'achat Rockland

LE PREMIER LIVRE (144 pages) PUBLIÉ AU CANADA SUR LES METHODES PRATIQUES DE L'ORGANISATION ÉLECTORALE

COMMENT ORGANISER UNE ÉLECTION

PAR NORRIS DENMAN

(PRIX : \$1.30)

Un livre indispensable à quiconque est mêlé de près ou de loin à l'organisation d'une élection fédérale, provinciale ou municipale

- L'illustration graphique de tous les documents utilisés par une organisation électorale.
- Comment empêcher les fraudes et utiliser avec efficacité les travailleurs d'élection.

LES ÉDITIONS DU JOUR
3411, Saint-Denis, Montréal (849-2228)

BON DE COMMANDE

Veuillez me faire parvenir

Payable sur livraison (C.O.D.)

Montant inclus.

...ex. de "Comment organiser une élection", à \$1.50:...

(nom en lettres majuscules)

(adresse)

(ville)



Un livre indispensable à quiconque est mêlé de près ou de loin à l'organisation d'une élection fédérale, provinciale ou municipale

La commission Parent et la confessionnalité de l'enseignement

II - Les solutions pratiques

Catholiques et non catholiques ont abordé, depuis un siècle, la question de l'école à partir de positions très polémiques. Les adversaires de l'école confessionnelle exagèrent généralement les lacunes et les déviations de celle-ci afin de la mieux démolir. Les partisans de cette formule péchaient souvent par inflation verbale dans la mise en relief de certaines valeurs qu'on confondait trop facilement avec la quintessence de la religion.

Abordant le problème avec le regard froid d'un organisme d'enquête, la commission Parent établit, dès le départ, que le concept d'école confessionnelle est loin d'être aussi univoque qu'on l'a parfois affirmé. Les commissaires se sont penchés sur la réalité. Ils constatent qu'il peut y avoir maintes formes, maints degrés de confessionnalité. Entre la confessionnalité stricte, qu'on rencontre dans les milieux catholiques fortement homogènes, et la confessionnalité plutôt diluée, qu'on retrouve le plus souvent dans les écoles publiques protestantes, on peut imaginer maintes formes de "confessionnalité préférentielle" dont la nature variera inévitablement selon le niveau académique, selon la composition de la population scolaire et selon les ressources disponibles. Cette nuance introduite par la commission Parent restera peut-être comme son plus important apport au débat sur l'école confessionnelle.

Le problème de la confessionnalité doit aussi être vu dans la perspective d'une certaine subordination de cet objectif à l'objectif plus large de l'efficacité générale d'un système démocratique d'enseignement. Il faut, en un mot, faire tout ce qui est humainement possible afin de satisfaire aux exigences des consciences en matière d'enseignement mais il faut aussi accepter des exigences pratiques découlant de la nécessité d'assurer à tous — sans distinction de race, de classe sociale ou de religion — un enseignement de qualité égale.

La formule clé que propose la commission Parent afin de concilier ces exigences est radicale. Elle consiste à établir une distinction claire entre l'école — dont l'orientation doit correspondre aux exigences spirituelles des parents — et les structures administratives supérieures qui doivent, selon la commission, être neutres, c'est-à-dire respecter toutes les citoyens, toutes les options spirituelles.

En termes concrets, les commissions scolaires confessionnelles disparaîtraient. Elles seraient remplacées par des commissions scolaires régionales qui seraient neutres. Celles-ci seraient, en retour, tenues par la loi de mettre à la disposition des enfants des écoles répondant au vœu exprimé annuellement par les parents. Ceux-ci, par le truchement d'un comité scolaire local, seraient appelés démocratiquement à exercer une surveillance directe sur l'orientation spirituelle de l'école. Le tout serait complété par l'existence, au niveau régional, de directions pédagogiques spécialisées pour chaque grand type d'en-

seignement, soit une direction catholique, une direction protestante, une direction non confessionnelle.

L'appel à une plus grande participation des parents au plan local est une innovation remarquable. Il pourrait donner naissance, avec le temps, à un regroupement beaucoup plus efficace de ces parents sur le dos de qui on a mené tant de campagnes mais qui furent le plus souvent gardés assez loin des centres de décision. L'invitation à un regroupement de toutes les énergies au niveau des structures régionales répond aussi à un besoin certain d'efficacité et de coordination, surtout si l'on considère l'ampleur que prendront demain les tâches de planification.

Il y a lieu, toutefois, de s'interroger sur l'opportunité de procéder sans transition à des chambardements aussi globaux. Dans le système que propose la commission Parent, j'entrevois, pour ma part, des difficultés sérieuses que je veux tenter d'exposer sans préjugé et sans complaisance.

La commission affirme que l'élément clé du nouveau régime serait le "comité scolaire local". Or, sauf l'élection triennale des commissaires régionaux, elle ne donne à ce comité aucun pouvoir réel sauf celui — assez risqué s'il n'est assorti du devoir, non précisé dans le rapport, de faire sanctionner ses conclusions par une autorité plus compétente — "d'accepter ou de rejeter tout projet de règlement de la direction de l'école ou de la direction de l'enseignement catholique, protestant ou non confessionnel selon le cas, affectant les modalités particulières de la confessionnalité ou de la non-confessionnalité de l'école". Je doute qu'il soit sage de confier pareille responsabilité à un comité local sans prévoir explicitement la nécessité d'une ratification de l'autorité compétente en matière religieuse, soit un délégué autorisé de la hiérarchie ou l'un des comités confessionnels du Conseil supérieur de l'éducation.

Le véritable élément clé de la réforme sera, en réalité, le directeur pédagogique régional de chaque secteur. Or, ce personnage sera nommé, sans qu'aucune approbation préalable soit demandée à une autorité compétente en matière religieuse, par une commission scolaire qui sera elle-même neutre, c'est-à-dire inapte, selon une affirmation antérieure de la commission, à porter un jugement valable en matière religieuse. Il sera, de plus, responsable de son travail devant le même organisme neutre, n'étant entouré, pour l'exercice de sa charge, d'aucun organisme collégial apte à communiquer sans réserve aux objectifs qu'il doit servir. N'est-ce pas un peu forcer la nature des choses que de croire que tout pourra fonctionner ainsi?

On veut enfin amener catholiques, protestants et non confessionnels à siéger ensemble, tout le temps, au sein d'une même commission scolaire régionale. L'idéal pour suivi est noble. Mais il se peut qu'on sous-estime les difficultés concrètes qui surgiront dans la formation et le fonctionnement d'organismes aussi hétérogènes. La commission Parent compte exclusivement, par exemple, sur la vertu du suffrage dit cumulatif pour assurer une représentation équilibrée de toutes les tendances au sein

de la régionale. Vieux routier des mécanismes d'association, je serais porté à être plus réservé, à exiger plus de garanties.

Ne serait-il pas plus pratique, avant de procéder à des chambardements complets, de confier d'abord aux commissions scolaires la tâche de réaliser en étroite collaboration et sous la haute autorité du ministère de l'éducation — en réduisant au minimum les risques d'erreur inhérents à ce genre d'entreprise — le recensement général devant permettre de préciser les vœux réels des parents en matière de confessionnalité? Une fois fait ce recensement, on aurait enfin, et pour la première fois, une idée claire des besoins à satisfaire. On pourrait plus facilement, sur la base de ces données, envisager ensuite les collaborations et les compromis nécessaires entre citoyens de diverses tendances. Une première étape consisterait sans doute à faciliter par tous les moyens les échanges efficaces de services, voire des mises en commun, entre commissions scolaires différentes. Ces expériences se révélant fructueuses, on pourrait éventuellement — sans reporter l'échéance aux calendes grecques — envisager l'opération fusion que préconise le rapport Parent.

On pourrait de même, pendant un an ou deux, susciter et suivre de très près des expériences-témoins visant à préciser ce que pourraient être, au plan local, le rôle et le fonctionnement des "comités scolaires" préconisés par la commission Parent. Ne serait-il pas téméraire de vouloir créer à la centaine de tels organismes sans avoir d'abord éprouvé sur le terrain ce qu'on peut en attendre? Nous avons connu trop d'expériences échouées à cet égard pour ne pas éprouver le besoin d'une certaine prudence.

La commission parle de fusionner les commissions scolaires au plan régional. Supposons que ce soit désirable. Ne pourrait-on pas commencer, avant de légiférer à ce sujet, par promouvoir, dans des régions particulièrement propices, quelques expériences qui permettraient de tracer avec plus de sécurité la voie à suivre? A supposer que ces expériences mettraient au jour des difficultés imprévues, il serait alors plus facile de redresser le plan afin de le rendre plus réaliste.

Je souscris volontiers à la pensée généreuse et au souci démocratique qui ont inspiré les solutions pratiques proposées par la commission Parent. Mais il y a, dans les propositions que formule le quatrième tome du rapport, un ton d'urgence dont l'effet d'assurance sera plus grand sur les auteurs du volume que sur le lecteur réaliste. Les besoins sont réels et urgents. Le plan tracé est clair. Mais ce n'est pas la première fois qu'en matière d'éducation, nous sommes tentés par semblable mirage. Si l'expérience des quatre dernières années doit servir à quelque chose, ce devrait être de nous rappeler qu'audace n'est pas nécessairement synonyme d'efficacité et qu'un plan théorique est souvent moins beau dans la réalité que sur la table de travail des technocrates.

Claude RYAN



A cause de l'inertie d'Ottawa, Québec doit adopter sa propre politique sur l'immigration

par Gérard TREMBLAY
de la faculté de droit de l'université d'Ottawa
(collaboration spéciale au DEVOIR)

Sur cent immigrants qui entrent au Canada cinq parlent uniquement le français, cinquante parlent uniquement l'anglais, quatre sont bilingues et quarante-et-un ne parlent ni l'anglais ni le français. Ce sont les chiffres fournis par Ottawa pour l'année 1965 à une question du député Caouette relative à la politique d'immigration du gouvernement fédéral.

D'autre part, les mêmes statistiques nous apprennent que sur cent immigrants qui entrent au Canada, cinquante-cinq vont s'établir en Ontario, vingt dans le Québec et vingt-cinq dans les autres provinces. Voilà les faits. (cf. 1965 Hansard, p. 3931).

La politique d'immigration du gouvernement fédéral est nettement discriminatoire pour le Québec et le Canada français. Devant ces faits, deux solutions s'imposent: (a) que nos politiciens fassent des représentations à Ottawa pour changer cet état de chose; (b) que le Québec organise lui-même sa propre politique d'immigration comme l'a fait depuis longtemps l'Ontario. Il ne s'agit pas de choisir l'une ou l'autre de ces deux solutions; pour être constructif il faut adopter ces deux solutions.

Politique d'immigration d'Ottawa

Les données statistiques rapportées dans le "Hansard" prouvent de façon irréfutable que la politique d'immigration du fédéral est discriminatoire pour le Canada français. Il entre au pays dix fois plus d'anglophones que de francophones; cette disproportion a pour effet d'accroître les problèmes des deux groupes ethniques. Cette politique n'est peut-être pas de mauvaise foi, mais elle existe et elle doit changer.

Il semble qu'Ottawa — après une centaine d'années — commence à comprendre la situation. En effet, le 12 mars 1966 le sous-ministre adjoint de l'immigration, M. R. Byrnes, déclarait: "Le Canada recherchera la coopération du gouvernement français afin d'encourager une plus grande immigration de Français vers le Canada." Mais il n'y a pas que la France! Il faut également encourager l'immigration francophone de la Suisse, de la Belgique, du Maroc, de la Tunisie, de l'Algérie, etc.

Pour être objectif, signalons que le gouvernement français s'est opposé jusqu'à maintenant à ce que le Canada fasse de la réclamation en France pour inciter les Français à émigrer. Toutefois, le Canada, semblant à la fois tenté de contourner cette difficulté en faisant publier plus de nouvelles et d'articles favorables au Canada, dans les journaux français.

Pour modifier cette politique française, le Québec pourrait probablement intervenir comme il l'a d'ailleurs fait pour modifier la politique économique des États-Unis et inciter Ottawa à agir.

De toute évidence, Ottawa devra repenser sa politique de l'immigration en fonction des exigences de tous les Canadiens! Il est déplorable que les députés du Québec à Ottawa aient été muets sur ce problème. Il est à espérer que la race des muets francophones est sur le point de s'étendre.

Québec doit organiser sa politique de l'immigration

En plus de dénoncer cette politique discriminatoire, Québec doit organiser sa propre politique de l'immigration. Actuellement, l'immigration au Québec relève du Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation (1964 S.R.Q. ch. 101 art. 2). En pratique, ce ministère ne s'est pas préoccupé de cette question.

Signalons, cependant, que le dernier discours du Trésorier annonçait un projet de loi concernant l'immigration serait présenté au cours de la session. Il semble que la compétence sur l'immigration sera transférée à l'Ontario à raison au ministère des affaires culturelles.

La création d'un organisme s'occupant de l'immigration au Québec ne pose aucun problème constitutionnel. En effet, l'article 95 spécifie qu'il y a compétence concurrente dans ce domaine. D'ailleurs l'Ontario s'est longtemps prévalu de sa compétence en cette matière alors que le Québec semblait hésitant à exercer pleinement ce domaine qui relève de sa compétence.

Considérant que le particularisme québécois est ignoré par Ottawa, il devient urgent pour le Québec de s'occuper activement de l'immigration dans le cadre des pouvoirs qu'il possède. Québec doit avoir une direction générale de l'immigration et avoir des représentants en immigration rattachés aux missions du Québec à l'étranger.

Les gouvernements du Québec et du Canada doivent maintenant cesser de faire des déclarations de principe! Ils devront traduire en données statistiques tous ces beaux discours. Il faut également espérer que la Commission sur le Bilinguisme et la Biculturalisme fera une étude approfondie de ce domaine.

lettres au DEVOIR

Collaboration entre clercs et laïcs: la musique liturgique

Je suis en tant que musicien, témoin d'un spectacle pitoyable de non-collaboration entre clercs et laïcs, au plan de la création d'une musique d'Eglise en langue française.

Apparemment quand les "clercs" nous parlent de "collaboration" ils ont toute autre chose en tête que ce que leurs contemporains laïcs mettent sous ce nom. Pour eux, "collaborer" cela veut dire qu'ils les clercs prennent toutes les décisions, sans consulter ni surtout écouter ceux qu'ils consultent, et que les laïcs se contentent d'admirer et d'applaudir, tout ce qu'on leur impose.

La preuve de ceci n'est pas difficile à donner. Je cherche, bien en vain, dans les Commissions diocésaines, les noms des vrais grands musiciens de notre province qui sont vraiment d'un poids lourd dans les décisions prises. Quand je les interroge eux-mêmes ou que je demande, à leurs confrères, qu'ils pensent de l'état actuel de la musique d'Eglise, leur réponse est toujours la même:

"Vous ne vous imaginez pas que je vais risquer de perdre mon gagne-pain à donner mon opinion personnelle..."

Je connais le cas d'un très grand organiste catholique américain qui vient de donner sa démission. Pourquoi? On a exigé de lui qu'il touche, au lieu des grandes orgues, "jugues" ("pauvres"), je suppose une petite console, située dans le sanctuaire et d'où il pourrait "soutenir" le chant à l'unisson de la foule. "J'ai compris, a-t-il dit, que dans une couple d'années on me demanderait, au nom du renouveau liturgique, de jouer de l'harmonica dans le chœur, ou de vieillir, et ma démission était faite..."

Je sais également qu'une délégation d'organistes et de maîtres de chapelle a demandé rendez-vous avec les autorités

diocésaines, quelque part dans la Belle Province. On a cru ou fait croire que "toutes ces gens-là" ne voulaient qu'une augmentation de salaire et le rendez-vous leur a été refusé.

Quand, après cela, on lit tels discours et telles déclarations sur la "liberté" et la "démocratie" dans l'Eglise, on se demande où commencent, où finit la comédie. Qu'il doive y avoir une autorité qui, en définitive, assure l'ordre et l'équilibre entre les forces multiples qui se font sentir au sein d'une communauté vivante, — et qui donne par là le signe qu'elle est vivante, — tout le monde le comprend, et même les musiciens. Mais que cette autorité ignore ces forces elles-mêmes qu'elle les dissipe au lieu de les concilier, qu'elle trouve toute sa dignité dans l'affirmation de son pouvoir de commander plutôt que dans sa capacité d'écouter et d'examiner, cela est périlleux pour elle autant que pour la communauté entière qu'elle régit.

Je sais bien que le monde de l'art, et celui de la musique, est celui de la contestation et de la "pagaille". Mais je sais aussi que les grandes époques de contestations et de "pagaille" furent celles de l'éclosion d'un grand art vivant et actuel. Quand l'ordre et le silence régnent dans ce monde-là, ils ne règnent que sur le néant et l'académisme. Je m'étonne qu'une Eglise qui a parfois bien les armées et les croisées ne sache qu'anthématisme les artistes qui ne partagent pas les vœux de ses canonistes. Je m'en étonne et je m'en afflige surtout, car je suis chrétienne et catholique et, vivant parmi des artistes, je sais qu'il mal l'Eglise se fait à elle-même parmi des gens qui seraient souvent ses meilleurs serveurs si elle ne s'en faisait pas elle-même ses pires ennemis.

Maria-Paule Simoneau Breton

MONTREAL, LUNDI 16 MAI 1966

LE DEVOIR

FONDE PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Claude RYAN Directeur
Rédacteur en chef adjoint: Paul SAUREL
Directeur de l'information: Michel ROY
Trésorier: Arthur LEFEBVRE

"Le Devoir" est imprimé au no 434 est, rue Notre-Dame, à Montréal, par L'Imprimerie Populaire, compagnie à responsabilité limitée qui en est l'éditeur. Seul la Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans "Le Devoir".

ABONNEMENTS: édition quotidienne, livraison par porteur, Montréal, Québec, Lévis et banlieues: 12 mois \$25.00, 6 mois \$13.00, 3 mois \$7.00. Autres au Canada: 12 mois \$25.00, 6 mois \$13.00, 3 mois \$7.00. L'étranger: 12 mois \$35.00, 6 mois \$18.00. Edition du samedi: 12 mois \$6.00. Le ministère des postes a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de 2e classe de la présente publication.

TELEPHONE: 844-3361

Les partis politiques devant la recherche et le développement

La lecture des programmes des principales formations politiques dans la présente campagne électorale fait ressortir un certain nombre de lacunes dont la plus préoccupante a trait à la recherche scientifique, clé et condition du développement global d'une société moderne. Certes, dans un programme qui est en même temps — le plus souvent — un manifeste, il est impossible de tout dire: c'est une énumération de constatations, d'engagements, de promesses. Mais des préoccupations majeures transparaissent, des priorités se dégagent.

Dans tous ces programmes, la sécurité sociale, l'éducation, la planification économique, la santé, le relèvement de l'agriculture figurent de très loin en tête. C'est normal. Mais le progrès dans tous ces secteurs est largement conditionné et le sera de plus en plus par l'effort de recherche, par l'ampleur, l'organisation et l'orientation de la recherche aussi bien dans les sciences humaines que dans les sciences exactes. Il est vrai que le gouvernement de M. Lesage a proposé à l'Assemblée la création d'un Conseil de la recherche scientifique et d'un Centre de recherches industrielles, deux mesures d'une importance capitale (si ces organismes sont dotés des moyens indispensables).

Que les partis politiques soient enfin sensibilisés à ce problème, voilà qui marque un progrès mais il aurait été souhaitable que l'accent soit mis davantage, dans les divers programmes, sur le caractère vital d'une politique de recherche, et que l'on profite de la campagne électorale pour répandre dans l'opinion la notion de la liaison étroite entre la recherche et le développement.

Lorsque les organismes précités, Conseil et Centre, auront été créés et que, sous leur impulsion, sera mise en œuvre une véritable politique de recherche, l'Etat québécois sera appelé à dégager des ressources considérables avec comme objectif minimum 1.5 p.c. à 2 p.c. du produit national brut. Il serait nécessaire de préparer l'opinion à l'effort financier que la communauté québécoise devra consentir, effort d'au-

BLOCS NOTES

Vietnam: une guerre civile dans la guerre civile

La nouvelle dégradation de la situation intérieure au Vietnam risque de rendre plus difficile encore la position des Américains et de renforcer le camp de ceux qui, aux États-Unis, estiment qu'à moins d'un retrait honorable et prochain, Washington va se trouver plongé "dans une guerre civile au sein de la guerre civile".

Quelle que soit en effet l'issue de l'actuelle épreuve de force engagée entre le gouvernement de Saigon et les éléments rebelles de Danang et de Hué, l'agitation va se poursuivre et s'intensifier dans le Vietnam du Sud au cours des prochains mois, pour le plus grand bénéfice des Vietnamiens. Le réveil de l'antagonisme entre bouddhistes et catholiques, la décision du général Ky de s'écarter du pouvoir pendant un an encore, le progrès de la tendance neutraliste: ces facteurs conjugués vont rendre chaque jour plus fragile le régime de Saigon et développer un climat de guerre civile.

Les événements de la fin de semaine sont lourds de menaces pour ce qui subsiste encore de l'autorité gouvernementale et pour l'unité de l'armée sud-vietnamienne. Le gouvernement a décidé de frapper durement sur deux fronts: les dissidents du centre et du nord, les dirigeants syndicalistes de Saigon. Une grève générale devait en effet être déclenchée aujourd'hui dans la capitale du Vietnam du Sud. L'effet de surprise a peut-être servi dans l'immédiat le général Ky mais à long terme, ce recours à la force ne peut que compliquer la situation et éliminer les perspectives d'une réconciliation.

Ni l'ambassade ni le haut commandement américains n'avaient apparemment été prévenus des projets du général Ky que l'une et l'autre déploieraient. Ils risquent cependant d'en assumer malgré eux une part de l'odieux et d'être également victimes de la réaction qui ne manquera pas de se produire.

La campagne électorale est engagée en France

La préparation des prochaines élections législatives est maintenant engagée pour de bon en France. Voici une dizaine de jours, M. François Mitterrand, chef de la gauche non communiste, annonçait la formation d'une "équipe formatrice", sorte de cabinet fantôme, pour bien marquer que la fédération de la gauche démocrate et socialiste peut offrir une équipe de renouveau au gouvernement actuel. La semaine dernière, d'autre part, était officiellement constitué le "comité de liaison de la majorité", dont le rôle consistera à assurer le regroupement des gaullistes de toutes tendances et à définir la stratégie.

L'idée du "cabinet fantôme" a été empruntée par Mitterrand au Royaume-Uni, où l'habitude a été prise voici de nombreuses années par l'opposition de constituer une sorte de réplique du cabinet. Chaque titulaire de portefeuille trouve ainsi dans l'opposition un équivalent officiel: la critique de la politique gouvernementale est mieux assurée et l'opposition est mieux préparée, le cas échéant, à assumer les responsabilités du pouvoir. Il reste à voir si la formule peut être efficace dans un pays comme la France où les partis politiques sont nombreux et l'opposition, divisée. On constate en tout cas que, même à gauche, l'initiative de M. Mitterrand a été diversement accueillie: non seulement les communistes mais d'autres éléments de la gauche ont émis de vives critiques soit envers la formule,

soit à propos de la composition de ce cabinet-fantôme. "Cabinet de revenants" a dit quelqu'un, en soulignant que la plupart de ses membres sont de vieux routiers de la 4e République et que la moyenne d'âge y est plus élevée que dans le cabinet Pompidou. De son côté, la majorité tente de s'organiser en battant le rappel de tous les éléments pro-gaullistes, qui ne sont pas nécessairement partisans de l'UNR (Union pour la nouvelle république), il s'en faut.

Face à la fédération démocrate socialiste, qui résulte de la coalition des socialistes et des radicaux ainsi que d'un certain nombre de "clubs", le comité de liaison veut susciter une autre coalition qui rassemblera autour de l'UNR, à droite les républicains indépendants dirigés par Giscard d'Estaing, à gauche l'Union démocratique du travail et un certain nombre de groupes et de clubs ou de personnalités influentes. Dans ce dernier secteur, on constate nombre d'opposants à la politique intérieure, surtout à la politique économique et sociale du gouvernement Pompidou mais, en même temps, partisans de la politique étrangère de l'Union démocratique du travail et de clubs ou de personnalités influentes. Dans ce dernier secteur, on constate nombre d'opposants à la politique intérieure, surtout à la politique économique et sociale du gouvernement Pompidou mais, en même temps, partisans de la politique étrangère de l'Union démocratique du travail et de clubs ou de personnalités influentes.

Il semble donc que les Français auront à choisir, du moins au premier tour, entre quatre grandes tendances: le parti communiste, la fédération démocrate et socialiste, le centre démocrate (Lecanuet), la coalition gaulliste. Si cette dernière sait manœuvrer habilement, le reste possible qu'elle conserve et même accroisse sa majorité à l'Assemblée, à moins que se noue une alliance entre le PC et la fédération de Mitterrand ou entre celle-ci et le centre démocrate. Pour l'instant, les divisions de la gauche et les réserves de personnalités comme Mendès-France à l'endroit de la fédération de M. Mitterrand, servent la majorité sortante.

J. - M.

Rapport Parent

Le PSQ approuve
la 4e tranche
mais non la 5e

Le Parti socialiste du Québec est satisfait de la publication de la dernière tranche du rapport Parent. Son président, M. Jean-Marie Bédard se réjouit particulièrement des recommandations qui ont trait à la confédération, aux structures administratives et à l'éducation des Indiens. Le PSQ craint cependant que le gouvernement tente de mettre le rapport aux oubliettes, comme M. Duplessis avait fait avec le rapport Tremblay et n'applique pas ses recommandations. Il demande donc que le parti libéral prenne position immédiatement sur la question.

D'autre part, le président du PSQ s'est dit "profondément déçu" par le "peu d'audace" de la cinquième tranche du rapport: "On s'en remet encore en partie à la charité publique, a-t-il déclaré. En recommandant d'exclure le niveau universitaire de la gratuité scolaire, le rapport entérine le système actuel qui considère les études universitaires comme un investissement individuel et permet à l'étudiant devenu professionnel de se reprendre en exploitant la population." Comme on le sait le parti socialiste s'oppose au système de prêts et réclame la gratuité scolaire et à tous les niveaux ainsi que le préalable pour les étudiants universitaires.

"Le PSQ déplore, a terminé M. Bédard, que le rapport Parent, progressiste dans plusieurs domaines s'avère franchement rétrograde sur la question cruciale du financement de l'enseignement universitaire."

ASSURANCE
AUTOMOBILE

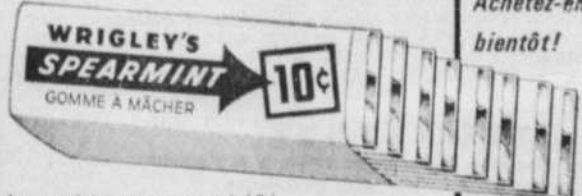
L. M. DESILETS
Montréal 861-5395
St-Hilaire 467-5636

TAS

NOUS REPOUNDONS
à VOTRE TELEPHONE
d'AFFAIRES ou de DOMICILE

TELEPHONE ANSWERING SERVICE
LIMITED
University 6-6921

La seule façon
commode d'acheter la
**SPEARMINT
WRIGLEY**
...le populaire
gros paquet à 10¢



Le populaire gros paquet à 10¢
de Spearmint Wrigley vous permet de goûter
plus souvent la saveur fraîche et vive!

BONDI
MEUBLES
SCANDINAVES
CONTEMPORAINS

30%
ECONOMISEZ

SUR AMEUBLEMENT DE
TECK & PALISSANDRE
EN ACHETANT CHEZ BONDI

**MAGASINEZ
COMPAREZ**

924-0
Boul. ST-LAURENT
Tél. 381-7619
Fermé le mercredi

Le Québec à l'heure du 5 juin

Dans Hull, la lutte se fait encore une
fois sur le dos de la capitale fédérale

de notre envoyé spécial Mario CARDINAL

HULL — Après un moment passé dans la ville de Hull, on a le sentiment que la meilleure façon de régler ses problèmes serait de la démembrer ailleurs. Car Hull vit dans l'ombre de la capitale fédérale. Son principal problème, c'est Ottawa. Son complexe d'infériorité lui vient de sa proximité de la capitale. Ses frustrations sont causées par le drainage de ses énergies et de ses talents vers Ottawa. Ses espoirs reposent sur le bon vouloir de la Commission de la capitale fédérale et du gouvernement qui le fait sans cesse voter libéral avec des promesses d'édifices fédéraux. Hull, dont un citoyen sur sept fait la lutte. En ce moment, trois candidats sont en lice: un député libéral sortant, sûr de lui, emmenant pratiquement tout, via deux secrétaires, derrière des portes capitonnées; un candidat de l'Union nationale, dépourvu de tout, même de l'aide de son parti, qui a fait de sa salle à dîner l'antichambre de son bureau et, comme candidat rince, un jeune philosophe, ancien professeur d'école normale, qui vous parle de politique sociale et économique dans l'atmosphère de sa librairie, elle-même d'avant-garde, socialiste et nationaliste.

A chaque élection, Hull s'est vu promettre la lune. Mais elle y croit de moins en moins. Elle a prouvé les milliers d'électeurs qui ont voté érébidite aux deux dernières élections fédérales. Cette année encore, c'est beaucoup plus sur les problèmes internes de la ville que sur les thèmes généraux de la campagne provinciale que se fait la lutte. En ce moment, trois candidats sont en lice: un député libéral sortant, sûr de lui, emmenant pratiquement tout, via deux secrétaires, derrière des portes capitonnées; un candidat de l'Union nationale, dépourvu de tout, même de l'aide de son parti, qui a fait de sa salle à dîner l'antichambre de son bureau et, comme candidat rince, un jeune philosophe, ancien professeur d'école normale, qui vous parle de politique sociale et économique dans l'atmosphère de sa librairie, elle-même d'avant-garde, socialiste et nationaliste.

Un aspirant-ministre

Oswald Parent est député libéral depuis 1956. On le maintient malgré lui au poste d'adjoint parlementaire du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche. Malgré lui, parce que M. Parent rêve depuis le premier jour de siéger au cabinet des ministres.

"Un homme de grands projets mais de petites réalisations", dit son adversaire de l'Union nationale. Mais M. Parent n'en demeure pas moins très actif et se scandalise de l'inertie des ministres dont il est l'adjoint parlementaire. Il croyait bien succéder à Gérard Cournoyer comme ministre du tourisme, l'automne dernier. C'est le Dr Alphonse Couturier qui l'a supplanté. "J'ai déjà fait un discours sur ce que devrait être la politique d'un tel ministre. M. Cournoyer m'a boudé depuis ce jour-là", dit M. Parent. Quand il a été élu député pour la première fois, Oswald Parent, qui est partenaire dans une importante firme d'assurances à Hull, a obtenu de ses associés un congé de dix ans. Le congé tire à sa fin. Il devra se trouver un poste de ministre d'ici peu, sans quoi il reviendra à l'assurance "ou je perdrai moins mon temps". Entre-temps, il demeure le député qui, de tous ceux qui siègent à Québec, est le plus engagé dans les affaires de son comté, qui vit de son comté, qui se heurte

de front avec les autorités municipales de Hull et d'ailleurs, qui projette sans arrêt dans l'avenir, qui rêve de faire de Hull l'égal d'Ottawa.

Deux options

Devant lui, un homme timide, Edgar Chénier, défait par plus de 6.000 voix en 1962, élu de sa ville depuis onze ans, habitant au cœur du quartier le plus ouvrier de Hull. "La surtaxe de Lesage et les promesses d'Oswald Parent", tel sera le thème de sa campagne. Il a découvert son artillerie dimanche soir dernier, seul avec quelques amis, qui sont venus parler en sa faveur, mais sans aucun orateur délégué par le comité central de Montréal. "J'ai cependant fait des réservations, dit-il, et plus tard, dans la campagne, j'aurai des députés qui viendront parler pour moi." Côté financier, il avoue n'avoir rien demandé et n'avoir rien reçu de la trésorerie centrale du parti.

En marge des deux candidats traditionnels, Roger Lévesque, porte-bannière du Rassemblement pour l'indépendance nationale, l'un des intellectuels de Hull, connu comme travailleur social et professeur d'école normale, moins par sa licence en philosophie que par sa librairie libre qui est devenue le noyau de la vie du livre, à Hull.

Le problème de Hull

Le problème de Hull, dit-il, c'est Ottawa. Les deux intermédiaires sont morts ou à peu près parce qu'une bonne partie de son élite, les fonctionnaires, ne peut pas participer activement à la vie de la communauté. Hull est écartée des réseaux de communication. De Montréal, les voyageurs empruntent la route 17 qui les conduit directement à Ottawa. Notre route 8, qui longe l'Outaouais sur la rive nord, est un sentier quasi impraticable. Notre gare est minable, la pire de la province. Nous n'avons pas d'aéroport commercial et touristique.

Pourquoi la situation est-elle ainsi? Parce qu'il y a Ottawa tout entier qui a le problème. Mais Hull n'a rien parce qu'elle se trouve à la distance d'un pont de la capitale. Pourquoi doubler les services, nous dit-on. Même M. Gérin-Lajoie est venu nous dire de profiter des avantages d'Ottawa au plan de l'éducation supérieure.

Problèmes économiques

Au niveau de l'économie locale, les problèmes sont graves et extrêmement complexes. Il y a d'abord le cas de la taxe de vente. Un Hulllois qui va acheter à Ottawa du mobilier ou n'importe quel accessoire livré à domicile ne paie aucune taxe de vente. Le marchand d'Ottawa ne peut imposer la taxe de 5 pour cent en vigueur en Ontario parce que la marchandise est envoyée en dehors de la province. Il ne peut par contre imposer la taxe de 6 pour cent en vigueur au Québec parce qu'il n'est pas agent percepteur pour le Québec. On pourra dire que la chose est aussi vraie pour le citoyen d'Ottawa qui vient acheter à Hull. Pas tout à fait. D'abord, il y a beaucoup plus de Hulllois qui vont s'approvisionner à Ottawa qu'il y

a de citoyens de la capitale qui traversent la rivière en sens contraire. Ensuite, un certain nombre de marchands de Hull, certains vendeurs d'automobiles, par exemple, sont déjà engagés à agir comme agents percepteurs de la taxe de vente pour le gouvernement ontarien. Selon la loi, le citoyen qui achète dans une autre province doit payer sa taxe directement à son propre gouvernement. Mais allez donc voir M. Parent estime à environ un million de dollars le montant des taxes qui auraient dû être payées au gouvernement du Québec et qui ne l'ont pas été, au cours des cinq dernières années. Dans les seuls comtés de Hull, Papineau, Gatineau et Pontiac.

Dans le domaine des soumissions publiques, la situation est à peu près semblable. Un entrepreneur de Hull qui obtient un contrat en Ontario doit déposer une somme de cinq pour cent de la valeur du contrat comme garantie de paiement de la taxe de vente, s'il n'a pas son siège social dans la ville où il a obtenu son contrat. L'inverse n'existe pas. Seul le gouvernement du Québec a adopté une politique en ce sens, rayant de ses listes de soumissionnaires pour des contrats de petite importance le nom des entrepreneurs d'Ottawa.

Il y a le problème de l'enregistrement des véhicules-moteurs et des camions de livraison, le problème des détenteurs de permis de chauffeur qui ont un emploi en Ontario. En ce moment, une compagnie, disons une boulangerie, peut livrer sa marchandise dans un rayon de cinq milles à l'intérieur de l'autre province sans devoir enregistrer ses camions dans cette province. Si cette livraison s'étend au-delà de la limite de cinq milles, la compagnie doit ouvrir une succursale dans la ville de Hull, ou dans la ville d'Ottawa. Encore là, les compagnies ontariennes ont les reins assez forts pour ouvrir un sous-office à Hull mais l'Intruse est beaucoup moins vaillant.

Pour remédier à cette situation de faiblesse de Hull vis-à-vis Ottawa, le député Parent a proposé il y a plusieurs années de grouper en deux villes toutes les municipalités qui s'étendent le long de l'Outaouais, de Pointe-Gatineau à Aylmer. Depuis ce temps, on multiplie les plans directeurs... sous l'autorité de la Commission de la capitale nationale.

La Commission de la capitale nationale constitue un élément extrêmement puissant dans la planification économique de Hull. Elle possède la plupart des terrains situés dans la périphérie de Hull à l'ouest de la rivière Gatineau. Ce qui faisait dire au candidat Lévesque: "Les industries s'établissent habituellement à la périphérie des villes. Or, les terrains qui sont disponibles pour la construction de nouvelles industries dans Hull sont la propriété de la capitale nationale."

C'est sur ces thèmes économiques, mais à dimension culturelle et sociale, que démarre la campagne électorale dans le comté de Hull dont les limites, moins une partie de son quartier résidentiel plus

Montmorency: les candidats du parti libéral et
de l'UN ont tous deux des chances d'être élus
mais le RIN et le RN nuiraient surtout à l'UN

De notre envoyé spécial, Marcel THIVIERGE

BEAUPORT — Quatre partis se disputent le comté de Montmorency. Deux seulement peuvent nourrir l'espoir de l'emporter: l'Union nationale avec le maire de Beaufort, le Dr Gaston Tremblay et le parti libéral avec un ingénieur en télécommunications de Sainte-Foy, M. Réal Thérien.

M. Guy Pouliot, vice-président du Rassemblement pour l'indépendance nationale et candidat de ce parti dans le comté, ne se fait aucune illusion: il n'a aucune chance d'être victorieux, mais il est assuré que Montmorency est l'une des circonscriptions qui accorderont au RIN le plus grand nombre de votes, le 5 juin prochain.

Me Pouliot est en campagne depuis la fin d'octobre. Lui-même et quelques partisans ont ratissé, de porte en porte, les régions rurales du comté, d'où il particulièrement l'île d'Orléans, d'où sont natis le candidat RIN et son épouse. Les rinzistes estiment qu'ils recueilleront des votes qui pour la plus grande partie seraient allés à l'Union nationale.

Quant au candidat du Ralliement national M. Maurice Talbot, entrepreneur en construction, il risque fort, demeurant lui-même à Beaufort, de priver le Dr Tremblay de quelques votes. M. Talbot était, avant de se présenter sous la bannière du Ralliement national, un ardent organisateur du maire Tremblay. Il compte recueillir les voix des créditistes de Saint-Vite-des-Caps et de Saint-Ferrel.

Comté U.N. depuis 1948

L'Union nationale est solidement installée dans Montmorency depuis 1948, alors que Me Yves Prévost y remportait sa première victoire. Lors du retrait de Me Prévost de la vie

politique en 1962, c'est M. Albert Gervais qui, par une majorité de 398 voix, conservait ce comté à l'Union nationale. En 1962 également, le Dr Gaston Tremblay, était candidat de l'U.N. dans Québec-Comté, où le libéral Jean-Jacques Bédard était élu par une confortable marge de 9.196 voix. Cependant, soulignons que dans les municipalités (Saint-Thérèse de Lisieux, Beaufort-Ouest, Beaufort - Ville, Villeneuve, Courville et Montmorency) qui ont été détachées de Québec-Comté et ajoutées à Montmorency, le Dr Tremblay avait obtenu une majorité de dix voix.

Le Dr Tremblay, maire de Beaufort depuis 1961, affirme qu'il a monté depuis février dernier, une excellente organisation électorale au niveau des 166 bureaux de scrutin.

"En 1962, dit-il, les libéraux avaient réussi à s'infiltrer dans mon organisation pour la paralyser. Cette fois, c'est le contraire qui se produit. Aussi sommes-nous informés de ce qui se passe de l'autre côté."

Cependant, quand on a demandé au Dr Tremblay où se trouvait le comité central de son adversaire, il a dit qu'il l'ignorait totalement. Or le comité de M. Thérien se trouve, boulevard des Chutes, au cœur même de la ville de Beaufort.

Le candidat de l'Union nationale est convaincu de recueillir la très grande majorité des votes des 31.851 électeurs du comté. Il a actuellement le vent dans les voiles et sa victoire ne serait pas une surprise. Il peut facilement profiter du mécontentement d'une grande partie de la population: taxes, voirie rurale négligée, difficultés scolaires plus particulièrement en milieux agricoles, etc.

Comme dans le comté de Lévis, le problème majeur de Montmorency est celui des voies de communications avec la capitale. On projette la construction d'un boulevard métropolitain, l'utilisation des bords du Saint-Laurent, un pont de Villeneuve à Lauzon, etc. Mais ce ne sont là que des projets. Actuellement, le gouvernement procède à l'élargissement du boulevard Sainte-Anne; mais on n'a pas

encore trouvé une solution à l'engorgement de la circulation entre Québec et Beaufort.

Un technocrate de l'organisation

Le candidat libéral souffre en partant d'un handicap: il devra faire accepter de la population le fait qu'il demeure à Sainte-Foy et non dans le comté.

Pourquoi s'est-il présenté dans Montmorency? Il explique lui-même que ce comté mi-urbain mi-agricole lui permettra de réaliser des projets qu'il caresse depuis longtemps. M. Thérien est président de la commission politique de la fédération libérale du Québec. Il est le principal responsable de la préparation des documents et l'élaboration des recherches qui ont servi de base au dernier congrès de la FLQ qui a traité du problème agricole.

Il aime répéter qu'il procède d'une façon scientifique dans l'organisation et le déroulement de sa campagne électorale: noyautage au niveau des bureaux de scrutin, tenue d'une cinquantaine de forums ou séminaires réunissant de 50 à 100 personnes de tous les partis, etc.

M. Thérien suscite le dialogue, provoque des questions. "Je n'ai peur", dit-il, de "me mettre au bat". C'est la seule façon de convaincre les gens."

MESSIEURS...

DETENDEZ-VOUS AVEC
UN BAIN SAUNA ET
UN MASSAGE SUEDOIS

• Cure d'amaigrissement
• Conditionnement physique
Appelez dès maintenant
849-6044

Preston's
INSTITUT DE CULTURE
PHYSIQUE

1426 RUE STANLEY
(en haut, St-Catherine)
Ouvert de 11 h. à 9 p.m.

Le candidat libéral affirme qu'il a des solutions à proposer pour régler les problèmes de la circulation et de l'agriculture, intensifier le tourisme, favoriser la venue de nouvelles industries, etc.

Quand on lui demande des précisions, il répond: "Attendez, je révélerai tout cela au cours de ma campagne électorale. J'ai des projets d'envergure à annoncer!"

Le Dr Tremblay jouit d'une bonne avance sur son adversaire. M. Thérien compte bien le rattraper et le dépasser, si possible, le 5 juin prochain.

Cours de
conduite automobile

A l'intention de toutes les personnes qui désirent apprendre à conduire, les jeunes à partir de l'âge de 16 ans et les adultes, un cours spécial de conduite automobile entièrement approuvé par le Ministère des Transports, commencera le samedi 28 mai courant, à l'Auto-Ecole Modèle, 9420 rue Sherbrooke, Montréal.

Pour renseignements:
352-8210

INVITATION
aux anciens membres
du
**CLUB ST-LAURENT
KIWANIS DE
MONTREAL**
au déjeuner
du **MERCREDI, 18 mai**
Salle Ovale
Hôtel Ritz-Carlton
midi et trente
Conférencier:
L'HON. RENE LEVESQUE
40e ANNIVERSAIRE
du Club ST-LAURENT KIWANIS
DE MONTREAL

Professionnels! Industriels! Hommes d'affaires!

Voici pour vous une

OCCASION UNIQUE...

Ancienne base de radar de Parent, P. Qué. transformée en un
CENTRE TOURISTIQUE

Voici une occasion unique de vous procurer une maison, un chalet à un prix si bas, dans un site aussi merveilleux. En tout, 107 maisons et chalets construits et prêts à être occupés. Premiers arrivés, premiers servis.

• 100 MILLES DE MONT-LAURIER • 120 MILLES DE LA TUQUE

Paradis
de
chasse
et
pêche
avec
plage
et
ski-tow



Tout
le
confort
de la
vie
moderne
en
pleine
nature

ENTRE DEUX LACS

CHALETs et MAISONS, 4 - 5 - 6 - 7 PIECES

Terrains avec gazon, système de chauffage central, eau chaude, cave en ciment, égout, électricité, téléphone, rues en asphalte bien éclairées.

PRIX: Valeurs de \$12.000 à \$18.000 pour
seulement \$1.995. à \$3.495

**CENTRE DE LOISIRS — GYMNASÉ — PISCINE INTERIEURE
TENNIS — GOLF — YACHTING — SKI**

NOUS AVONS EN MAINS LES PHOTOS DE
TOUTES CES MAISONS INDIVIDUELLEMENT

"FIN DE SEMAINE DU 20 MAI — TRANSPORT GRATUIT AUX CLIENTS"

**MONTREAL — RENSEIGNEMENTS — QUEBEC
LAFOREST & FRERES INC.**

755 - 7e AVENUE, POINTE-AUX-TREMBLES 209, ROUTE NATIONALE, CHAMPIGNY
TEL. 645-8849 (TEL. de Parent: 667-2230) TEL. (Québec) 112-418-872-2455

OUVERT: LUNDI AU VENDREDI JUSQU'À 9 HEURES P.M. — LE SAMEDI JUSQU'À 5 HEURES P.M.



FACILITES DE TRANSPORT
• Autos • Trains • Avions

La campagne du Ralliement national démarre discrètement dans les Cantons de l'Est

de notre envoyé spécial, Jean-Y. DUFRESNE

SHERBROOKE — La campagne du Ralliement national démarre discrètement dans les

Cantons de l'Est. Si près de 300 personnes ont accueilli le Ralliement national à Granby,

il n'y en avait guère plus de 50 à Sherbrooke pour entendre les chefs conjoints du parti, MM. Laurent Legault et René Jutras.

Il faisait peut-être trop beau hier dans la ville et Sherbrooke semblait ignorer le drame des 2.000 travailleurs du textile en grève depuis déjà le

1er avril, et autour duquel manifestement l'enjeu du 5 juin, et peut-être aussi même le sort du ministre du travail M. Carrier Fortin, semblaient devoir se jouer.

Dans ses deux premières allocutions, M. Laurent Legault a repris les thèmes du créditisme traditionnel, cependant que M. René Jutras, qu'on a écouté beaucoup plus attentivement, y a ajouté une note nouvelle en attachant une grande importance à la nécessité de "rapatrier" nos scientifiques par la création d'un institut de recherches supérieures. M. Jutras a également l'adoption immédiate et graduelle du système métrique.

Mais les formules, comme d'habitude, ne manquaient pas. Pour M. Legault, le régime de rentes québécois est une "barbotte à Lésage", le premier ministre lui-même est une "poudrette qui remporte des concours de beauté", tandis que pour M. Jutras, qui transpose son expérience pédiatri-

que sur le plan national, le Canadien français est "petit bâtard dans une cour d'école à la recherche d'un nom propre".

Lorsque le médecin de Victoriaville aborde ainsi le problème de l'identité nationale, il parvient à en parler avec une belle émotion contenue dont personne dans l'auditoire n'aurait pu contester la sincérité.

Dans l'ensemble, le Ralliement, une fusion de créditistes et d'indépendantistes de droite, réussit à offrir une image dosée de l'un et de l'autre et hormis quelques lapsus qui remontent à l'époque où M. Caouette était un solitaire voyageur de commerce politique, la fusion paraît bien consommée, au niveau des exécutifs en tout cas.

M. Legault a signalé qu'il a fallu moins de deux mois au Ralliement pour se choisir 74 candidats, dont une vingtaine dans la région de Mont-

réal. La liste en a été rendue publique hier et les 30 autres aspirants seront connus sous peu.

Le Dr Jutras, qui avait fait de sombres déclarations au lendemain de la publication inopinée du rapport Parent, a manifesté plus de prudence cependant hier en abordant le thème de l'éducation — un problème politique, a-t-il dit — et le médecin a même reconnu qu'il faudra étudier avec beaucoup de considération les conclusions du document qu'il refuse pour sa part de rejeter en bloc.

Il trouve ainsi une valeur certaine à la formule de conseils de parents destinés à remplacer l'une des fonctions des commissions scolaires, que le rapport propose au gouvernement d'abolir; mais il s'inquiète de l'attitude de ce dernier vis-à-vis des corps consultatifs qu'il n'a guère souvent consultés dans le passé, soutient-il.

Dans ces conditions, quel sort fera-t-on à la volonté des parents dans le nouveau schéma, si le gouvernement l'adopte?

Enfin, le Dr Jutras, devant une assemblée dont rares sont ceux qui ont terminé leur dixième année — des gens âgés pour la plupart, très peu de jeunes — a fait une apologie peu ordinaire du cours classique dont il promet que son parti assurera non seulement la survie mais l'expansion et l'accessibilité également, si le Ralliement est porté au pouvoir.

Il a comparé ces institutions à un vieux et vénérable serviteur "et les faire disparaître n'est pas une façon de les récompenser, a-t-il lancé. D'ailleurs ils sont en mesure de servir encore la population. Ce sont eux, dit-il, qui ont sauvé le Canada français".

Chiffres à l'appui, M. Dozois tente de prouver que la situation financière de la province est "désespérée"

STE-MARTINE — M. Paul Dozois a formulé hier une rigoureuse critique de la politique financière du gouvernement libéral. Parlant dans le comté de Châteauguay, il s'est dit convaincu que M. Lesage avait déclenché des élections hâtives parce que la situation financière de la province "est désespérée".

Voici les grandes lignes de son raisonnement :

Lors du discours sur le budget, le 28 mars dernier, M. Lesage a présenté un bilan intermédiaire au 28 février.

A ce moment : L'encaisse déficitaire était de \$36,000,000, les chèques en circulation s'élevaient à \$89,000,000, les comptes à payer étaient de \$22,000,000.

COMPAGNIES D'ASSURANCES
L'attaque de Lévesque soulève l'ire d'un candidat de l'UN

ST-BRUNO — M. René Lévesque qui, à Louiseville vendredi, avait déclaré que les sommes investies par les Québécois dans l'assurance étaient du pays et qu'elles devraient nous revenir, s'est fait traiter de "démagogue" et de "non-instruit" hier par le candidat de l'Union nationale dans le comté de Verchères, M. Roland Comtois.

"Si le ministre connaissait mieux la loi régissant les compagnies d'assurances, il saurait que les primes perçues par ces dites compagnies doivent être réinvesties au pays", a dit le candidat qui est un courtier d'assurances.

"Quand M. Lévesque se demande comment l'Etat pourrait récupérer ces capitaux, il fait encore là de la démagogie, car c'est déjà fait et depuis longtemps", soutient le candidat de M. Johnson qui explique :

● Les assurés du Québec, par l'entremise de leurs compagnies d'assurances, en grande partie mutuelles, sont les plus gros acheteurs des obligations du gouvernement, ainsi que des municipalités et des commissions scolaires. Dans le domaine de la construction, également, ce sont les capitaux des assurés qui maintiennent le niveau actuel de la construction par le truchement de l'hypothèque."

M. Comtois accuse aussi M. Lévesque d'avoir été "obsédé" par l'idée de la nationalisation des compagnies d'électricité. Il soutient que le gouvernement, au lieu d'étatiser ces dernières purement et simplement, aurait pu exercer un contrôle sur leurs investissements. Ainsi, le gouvernement aurait épargné les \$300 millions qui a servi à l'achat des actions de ces compagnies et cette somme "pourrait aujourd'hui servir pour la sidérurgie ou pour être mise au service de secteurs sous-développés de notre économie."

Smallwood: aide aux pêcheurs de homards

CORNER BROOK — Le premier ministre de Terre-Neuve, M. Jos Smallwood, a fait appel au gouvernement fédéral pour renflouer l'industrie du homard de la côte ouest (terre-neuvienne) qui a subi de lourdes pertes lors d'une tempête en fin de semaine.



BEAULIEU — A Montréal, le 15 mai 1966, à l'âge de 79 ans, est décédé Mme Rénée Beaulieu, épouse de Joseph-A. Gosselin. Elle laisse une fille, Jeannette, et six fils : Gérard, Laurier, Maurice, Clément, Yves et Paul. La dépouille mortelle sera exposée au salon Styrio Roy de Sainte-Maïe, ce soir à 7 heures. Avis des funérailles plus tard.

LAPLAME — A Montréal, le 15 mai 1966, à l'âge de 85 ans, est décédée Mlle Alice Laplante, épouse de Germaine, Antoinette (Mme Léopold Domarais) et Corinne (Mme Marie Bissonnette). Les funérailles auront lieu mercredi le 18 mai. Le convoi funéraire partira du salon Urgel Bourgeois, 400, rue Notre-Dame de Grâce, pour se rendre à l'église Notre-Dame de Grâce et de là au cimetière de St-Antoine du Richelieu, lieu de sépulture où un service sera chanté. Parents et amis sont priés d'assister sans autre invitation.

LEDUC — A St-Basile-le-Grand, le 13 mai 1966, à l'âge de 84 ans, est décédé M. Raoul Leduc, époux de Yvonne Perron, 275, boulevard Richelieu (St-Basile-le-Grand), père de Jean et Maurice. Les funérailles auront lieu mercredi le 18 mai. Le convoi funéraire partira du salon Demers rue Principale (St-Basile-le-Grand), à 8 heures 45, pour se rendre à l'église paroissiale où le service sera célébré à 10h. Et de là au cimetière du même endroit lieu de sépulture. Parents et amis sont priés d'assister sans autre invitation.

ÉLECTIONS PROVINCIALES

ÉLECTEURS DES RÉGIONS ENVIRONNANTES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL ET DE LA VILLE DE LAVAL

REVISION DES LISTES ÉLECTORALES (SECTIONS URBAINES)

AVIS

VOUS DEVEZ DÉPOSER VOS DEMANDES en inscription, en radiation ou en correction, à l'un des endroits suivants : (le plus près de votre domicile)

BUREAUX OUVERTS DU LUNDI 16 MAI AU JEUDI 26 MAI 1966, de 8 heures a.m. à 10 heures p.m.

ARGENTEUIL

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A BRCWNSBURG : 282, Elmwood
 - 2) A LACHUTE : 426, Robert

(Bureau du président d'élection M. RICHARD VALOIS)

BEAUHARNOIS

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A VALLEYFIELD : 93, Avenue Grande-Ile
 - 2) A BEAUHARNOIS : 147, Saint-Laurent
 - 3) A ST-THIMOTHEE PAROISSE : 127, St-Jean-Baptiste

(Bureau du président d'élection M. BENOIT (Gustave) BRULT)

BERTHIER

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A BERTHIERVILLE : 464, Montcalm
 - 2) A ST-GABRIEL-DE-BRANDON : 318, Dequoy
 - 3) A ST-BARTHELEMI : 1,981, du Parc

(Bureau du président d'élection M. BERTRAND GERVAIS)

CHAMBLY

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A LONGUEUIL : 766, Dollard
 - 2) A BOUCHERVILLE : 61 est, St-Charles
 - 3) A JACQUES-CARTIER : 110, L.H. Lafontaine
 - 4) A ST-LAMBERT : 271, Léo
 - 5) A LEMOYNE : 188, Walnut
 - 6) A GREENFIELD PARK : 243, St-Louis

(Bureau du président d'élection M. GUY)

CHATEAUGUAY

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A CHATEAUGUAY : 101, Violette
 - 2) A CHATEAUGUAY-CENTRE : 23, St-Léon

(Bureau du président d'élection M. PIERRE-PAUL DUBUC)

DEUX-MONTAGNES

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A DEUX-MONTAGNES : 705, Guy
 - 2) A ST-EUSTACHE (VILLE) : 338, St-Eustache
 - 3) A ST-EUSTACHE (PAROISSE) : 377, Grande Côte
 - 4) A STE-MARTE-SUR-LE-LAC : 59, 12e Avenue

(Bureau du président d'élection M. ROLAND FORTIER)

HUNTINGDON

- Pour les électeurs de la ville d'Huntingdon seulement
- 1) A HUNTINGDON : 62, Châteauguay

(Bureau du président d'élection M. CLAUDE PILON)

IBERVILLE

- Pour les électeurs de la ville d'Iberville seulement
- 1) A IBERVILLE : 252, Missisquoi

(Bureau du président d'élection M. JEAN-L. VILLENEUVE)

JOLIETTE

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A ST-CHARLES-BORROMEE : 115, Bousquet
 - 2) A JOLIETTE : 569, Archambault

(Bureau du président d'élection M. PAUL JOLICOEUR)

LABELLE

- Pour les électeurs de Mont-Laurier seulement
- 1) A MONT-LAURIER : 195, du Pont

(Bureau du président d'élection M. JOACHIM RICARD)

L'ASSOMPTION

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A L'ASSOMPTION : 87, Ange-Gardien
 - 2) A ST-PAUL-L'ERMITE : 321, Jeanne d'Arc
 - 3) A CHARLEMAGNE : 24, St-Jacques
 - 4) A ST-HENRI DE MASCOUCHE : 197, ouest, Ste-Marie
 - 5) A LACHENAIE : 1062, Belcourt
 - 6) A REPENTIGNY : 559A, Notre-Dame

(Bureau du président d'élection M. GUSTAVE CARON)

NAPIERVILLE-LAPRAIRIE

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A BROSSARD : 8584, Marie-Victorin
 - 2) A SAINT-CONSTANT : 225, Boisvert
 - 3) A LAPRAIRIE : 288, chemin St-Jean

(Bureau du président d'élection M. VIANEY-MAURICE CLOUTIER)

RICHELIEU

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A TRACY : 617, route Marie-Victorin, app. 2
 - 2) A SOREL : 70, rue Roi, Edifice de la Banque Royale, suite 5
 - 3) A ST-JOSEPH-DE-SOREL : 204, McCarthy

(Bureau du président d'élection M. RICHARD LEMAY)

ROUVILLE

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A MARIEVILLE : 191, Ste-Marie Nord
 - 2) A MONT ST-HILAIRE : 411, des Moulins

(Bureau du président d'élection M. THOMAS LAHAISE)

SAINT-HYACINTHE

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A SAINT-HYACINTHE : 1580, Morison
 - 2) A LA PROVIDENCE : 1555, des Cascades
 - 3) A ST-JOSEPH : 305, Ste-Anne

(Bureau du président d'élection M. J.-B. RICHARD BOUSQUET)

SAINT-JEAN

- Pour les électeurs de la cité de Saint-Jean seulement
- 1) A SAINT-JEAN : 215, St-Georges
 - 2) A SAINT-JEAN : 413, Maisonneuve
 - 3) A SAINT-JEAN : 83, St-Jacques

(Bureau du président d'élection M. YVES DELAND)

TAILLON

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A JACQUES-CARTIER : 1,850, Brébeuf
 - 2) A LAFLECHE : 1,539, Papineau
 - 3) A ST-HUBERT : 2,230, Bédard

(Bureau du président d'élection M. ARTHUR BARBEUX)

TERREBONNE

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A SAINT-JEROME : 465, St-Georges
 - 2) A TERREBONNE : 344, Bogue
 - 3) A ROSEMERE : 390, Place du Marché
 - 4) A PAROISSE STE-THERESE : 14, 79e Avenue
 - 5) A PAROISSE STE-THERESE : 15, Lavigne
 - 6) CITE DE STE-THERESE : 97, Blainville Est
 - 7) ST-ANTOINE-DES-LAURENTIDES : 742, 17e Avenue
 - 8) VILLAGE SAINT-ADELE : 92, Valiquette
 - 9) SAINTE-AGATHE-DES-MONTS : 5, Ste-Anne

(Bureau du président d'élection M. GUY MATHIEU)

VAUDREUIL-SOULANCES

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A L'ILE-PERROT (Ville) : 116, Montée Sagala
 - 2) A COTEAU-DU-LAC : 637, St-René
 - 3) A DORION : 349, Brousseau

(Bureau du président d'élection M. J.-MARC VALOIS)

VERCHÈRES

- Pour les électeurs des endroits suivants seulement
- 1) A SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE : 463, Rabastallière
 - 2) A CHAMBLY : 637, St-René
 - 3) A BELOIL : 349, Brousseau
 - 4) A VERCHÈRES : 115, route Marie-Victorin

(Bureau du président d'élection M. JEAN-MARIE MOREAU)

POUR LES AUTRES DISTRICTS, CONSULTEZ LE QUOTIDIEN DE VOTRE RÉGION

N.B. — Tout électeur peut demander par écrit et sous serment l'inscription de son nom sur la liste électorale de même que celui de ses proches parents domiciliés dans une section urbaine du même district électoral.

PUBLIÉE PAR LE PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
François Drouin, C.R., 417, Boul. Valcartier, Loretteville

Le Dr Roméo Boucher, médecin, savant, homme de lettres, est décédé à l'âge de 71 ans

L'université de Montréal, le monde médical et littéraire sont en deuil. Le docteur Roméo Boucher est décédé samedi, subitement, à son domicile à Westmount. Le défunt était âgé de 71 ans.

Fils du docteur Napoléon Boucher, omnipraticien, Roméo Boucher avait fait ses études au séminaire de Joliette. Il obtint son doctorat de l'université Laval puis alla étudier en France où il obtint un doctorat de l'université de Paris. Après un stage comme interne à l'hôpital Notre-Dame, il assumait la direction du département de médecine de l'hôpital Saint-Luc, poste qu'il occupa durant trente années.

Professeur en médecine à l'université de Montréal, il fut titulaire de la chaire de pathologie générale et était nommé professeur "emeritus" en 1960. L'un des premiers médecins canadiens-français à être nommé Fellow du Royal College of Physicians du Canada, le docteur Roméo Boucher, omnipraticien réputé, était également renommé pour ses chroniques sémiologiques.

Le défunt avait mené de pair à sa profession (et l'enseignement) une intense activité littéraire. Il fonda le journal "L'Hôpital" et "L'Information médicale" et para-médicale dont il était le rédacteur en chef. Membre fondateur de l'Académie canadienne-française, il était correspondant de la Société médicale des hôpitaux de Paris et membre de l'Académie berrichonne. Outre de nombreux traités à l'usage des infirmières, il a publié un ouvrage sur la pathologie médicale, une thèse sur les endocardites malignes. Chroniqueur chevronné, il tenait la rubrique médicale à "La Presse" et à "La Patrie". Conférencier écouté, il a donné des cours à Paris et à Sienne (en langue italienne). Ami des arts, il était un collectionneur averti.

Il laisse dans le deuil ses sœurs: Mme veuve Roméo Bourgeois, de Montréal et Mlle Jeanne Boucher, de Paris. Son épouse, Mme Boucher, un fils,

Pierre Boucher, agent d'affaires de Montréal; trois filles: Françoise (Mme Paul Dage-

nais-Péresse); Louise (Mme Jean-Jacques Beauchemin) et Brigitte. Une bru, Gisèle Gra-

vel; ses gendres, Dr Paul Dagenais-Péresse et Me Jean-Jacques Beauchemin. Deux beaux-

frères, MM. Maurice Gingras, de Floride et le Dr Gustave Gingras, directeur de l'Insti-

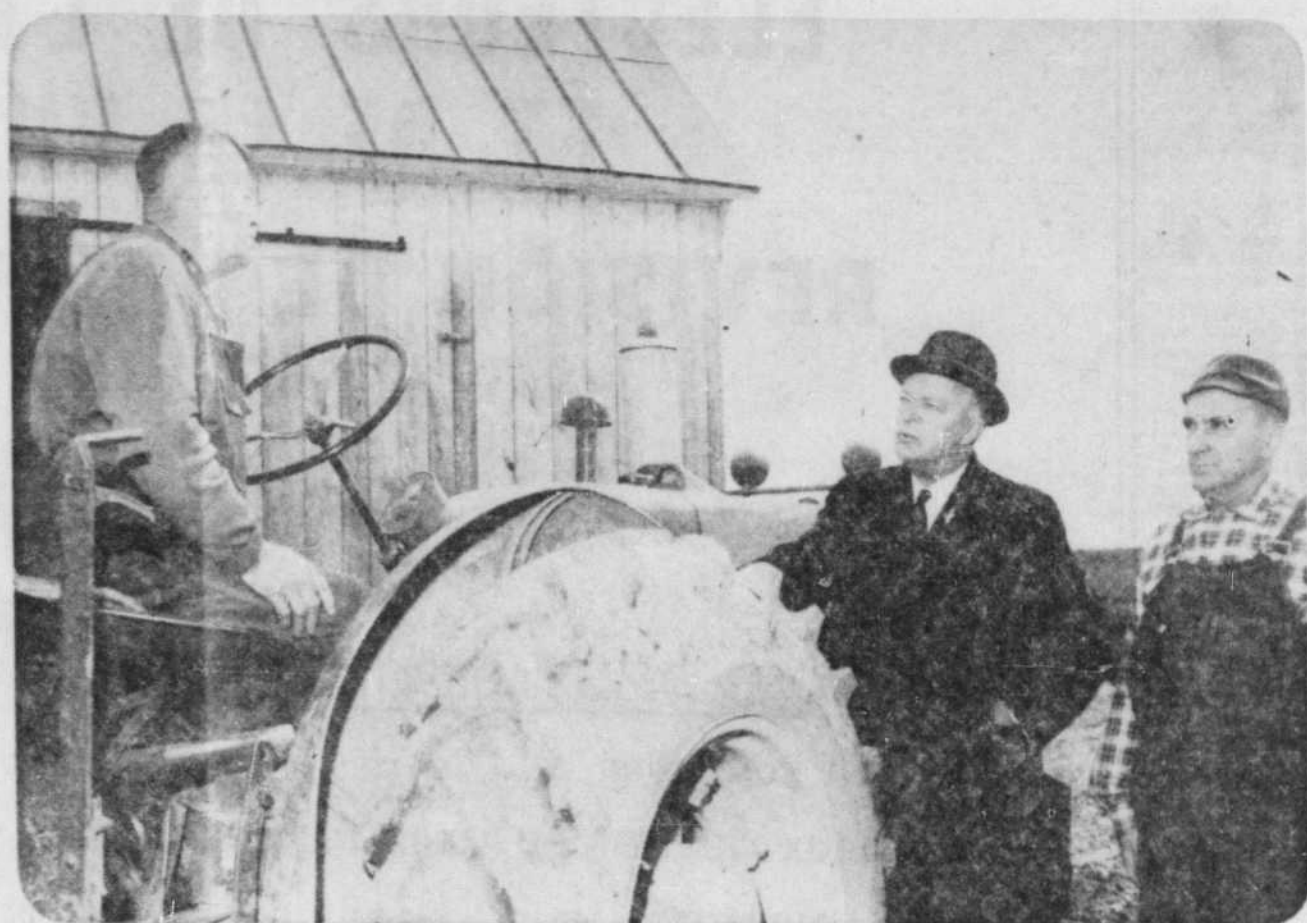
tut de réadaptation de Montréal. La dépouille mortelle est ex-

posée au 3560 boulevard Décarie. Les funérailles auront lieu mercredi à Saint-Léon de West-

mount. Pas de fleurs. Donations à la Fondation du Québec des maladies du cœur.



QUÉBEC en marche!



Agriculture... étape décisive!

ASSURANCE-RÉCOLTE

(contre la perte totale ou partielle des récoltes)

AGRANDISSEMENT DES FERMES

(pour les rendre plus payantes)

PRÊT AGRICOLE SPÉCIAL

(... jusqu'à \$10,000 pour acquérir plus de terres et moderniser l'agriculture)

RÉORIENTATION DES CULTIVATEURS DÉPLACÉS

(... et pensions pour eux à un âge moins avancé)

GRANDS MARCHÉS À PROXIMITÉ DES FERMES

(par la création de grandes régions économiques et l'amélioration de la voirie rurale)

Quelques-unes des autres mesures que nous réaliserons ensemble

- le syndicalisme agricole
- l'incorporation graduelle des terres vacantes de l'État aux FORÊTS DOMANIALES
- l'établissement d'un Office des grains de provenance de l'Est
- la fusion régionale des coopératives, avec la collaboration de l'ARDA
- l'intégration aux coopératives régionales d'entreprises agricoles non-coopératives, dans le but de renforcer l'économie rurale
- la création de conserveries et d'usines d'emballage

Entre autres choses, nous avons réalisé ensemble...

- ✓ Le gouvernement Lesage a réduit de 50% l'impôt foncier scolaire des agriculteurs sur les fermes et les bâtiments de ferme (soit environ 35% de la valeur de tous les biens fonciers).
- ✓ En 1965, il a versé \$24 millions aux cultivateurs de 50 comtés ayant subi des pertes de récoltes par suite de la sécheresse.
- ✓ Il a porté le Crédit agricole de \$10,000 à \$15,000 et il l'a rendu plus facilement accessible.
- ✓ Le gouvernement Lesage a mis sur pied une commission d'enquête sur l'agriculture.

Nous savons qu'un QUÉBEC FORT et résolu nous permet d'exercer nos droits en toutes circonstances. Nous demandons aux Québécois de nous confier un mandat sans équivoque pour engager, en leur nom, les nouveaux pourparlers qui façonneront notre avenir collectif.

Aujourd'hui, demain ... toujours plus FORT!

VOTONS QUÉBEC  VOTONS LIBÉRAL

Message d'intérêt public publié par M. Jean Morin, 905 rue Pratt, Montréal 8, agent officiel du Parti libéral du Québec.

AVANT L'EXPIRATION DE LA CONVENTION

Les enseignants protestants veulent une hausse immédiate de leurs salaires

Les enseignants protestants de la région de Montréal réclament une hausse générale et immédiate de \$1,000 dans leurs traitements. Lors d'une assemblée tenue le 12 mai les membres de la Montreal Teachers' Association ont donné mandat à leurs dirigeants d'entreprendre des négociations avec le Protestant School Board of Greater Montreal à cette fin.

Le contrat signé en 1964 entre les représentants des professeurs et du PSBGM prendra fin en 1967. Cependant les enseignants croient qu'une clause du contrat justifie leur demande actuelle. Cette clause dit: "L'échelle de salaires fixée le 1er septembre 1964 sera maintenue jusqu'au 30 juin 1967 à moins que les conditions économiques ne nécessitent un réajustement."

Les enseignants protestants estiment en effet qu'il y a présentement une disproportion inacceptable entre la hausse du coût de la vie et la progression dans leur échelle de salaires (augmentation statutaire). Ils soulignent de plus que l'échelle elle-même ne change pas sur une période de trois ans, alors que le coût de la vie monte, les travailleurs d'autres secteurs obtiennent des hausses de salaires sensibles, et les enseignants catholiques — dont le niveau de salaire est de \$1,000 supérieur à celui de leurs collègues protestants — réclament une hausse de 10 pour cent en vue de leur contrat de 1966.

Les professeurs à l'emploi du PSBGM ont entrepris des démarches pour faire reconnaître leur syndicat par la Commission des relations de travail. Ils affirment que si cette reconnaissance leur est accordée, ils pourront entamer des négociations selon l'article 49 du code du travail, sur les clauses du contrat touchant l'augmentation des salaires justifiée par la hausse du coût de la vie. Ils entendent cependant respecter toutes les autres clauses du contrat jusqu'à l'expiration de ce dernier, en juin 1967.

Radio-Canada

(Suite de la page 10)

Aujourd'hui, les réalisateurs touchent presque au but. Mais, pour avoir recherché la complexité des parlementaires, leur action risque d'avoir des conséquences extrêmement néfastes pour l'avenir de la société Radio-Canada.

Pour la première fois, les parlementaires ont pu s'immiscer, par le truchement du Comité sur la radiodiffusion, dans les affaires internes de la Société. Ils se sont aventurés, à l'invite même du personnel de Radio-Canada, jusque dans les recoins les plus intimes de la programmation.

Par la force d'un tel précédent, la radiodiffusion d'État peut devenir la proie de toutes les intrigues et de toutes les inquisitions. Il est donc ceux qu'elle puisse survivre longtemps.

Kierans: 6,000 lits d'hôpitaux de plus d'ici 70 dans le Québec

Après avoir ajouté 6,000 lits au dispositif hospitalier du Québec depuis six ans, le gouvernement entend en installer 6,000 autres d'ici 1970. A Montréal, la priorité ira à l'installation de lits pour les convalescents et les malades chroniques. C'est ce qu'a annoncé en fin de semaine le ministre de la santé, M. Eric Kierans, précisant que ce programme de construction pour les hôpitaux avait pour fonction de compléter le programme d'assurance-santé qui doit entrer en vigueur en 1967.

Le ministre, qui prenait la parole à un "citizens forum" organisé par le Young Women's Christian Association à Montréal, a dit que le Julius Richardson Convalescent Hospital, à Notre-Dame-de-Grâce, sera l'un des premiers établissements qu'on agrandira, en même temps que certaines maisons de convalescence de langue française dans la région métropolitaine.

Simultanément, a ajouté M. Kierans, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour encourager les services de

soins infirmiers à domicile. A cette fin, le ministre compte particulièrement sur les bons offices de la Société des infirmières visiteuses et le Victorian Order of Nurses.

A l'intention des administrations hospitalières, M. Kierans a annoncé qu'il avait donné l'ordre aux services de son ministère d'accélérer leurs démarches pour combler les retards administratifs en ce qui concerne l'assurance-hospitalisation. Le rattrapage devrait être fait au 1er juillet, de façon à permettre au

personnel de se concentrer sur les problèmes que posera l'entrée en vigueur à peu près à cette date, en 1967. Le ministre espère que la grève en cours chez les "professionnels" de la fonction publique ne retardera pas le programme fixé.

Les auditeurs de M. Kierans ont toutefois mis l'accent, dans leurs questions, sur le prix élevé des médicaments. M. Kierans a répondu que les frais des médicaments ne seraient probablement pas couverts par l'assurance-santé. Cet article, comme ceux des soins dentaires et des soins optiques, devront attendre, a ajouté le ministre, en précisant à ce moment-là qu'il ne parlait pas à titre de ministre.

Il s'est mis d'accord avec un auditeur toutefois sur la possibilité pour le gouvernement d'acheter massivement les médicaments des producteurs. Mais, a ajouté M. Kierans, les coûts qu'entraînerait l'inclusion des frais de médicaments dans l'assurance-santé sont tellement élevés que n'importe quel gouvernement, tant fédéral que provincial, devrait scruter les affaires des producteurs de médicaments. En pratique, seul le gouvernement fédéral pourrait s'engager dans le contrôle des prix des médicaments.

Le ministre de la santé a dit que le programme d'assurance-santé que le gouvernement mettra en vigueur sera public parce qu'il coûtera ainsi moins cher à long terme et qu'il sera administré sans profit. Le régime couvrira toutes les maladies et s'appliquera à la chirurgie aussi bien qu'à la médecine.

Louant la valeur de la fonction publique québécoise, M. Kierans a ajouté que quels que soient les programmes que le gouvernement mettra en application — l'assurance-santé par exemple — il pourra les mener à bon terme.

Les vivres pour les familles pauvres

La Société Saint-Vincent-de-Paul se réjouit du succès inespéré qu'a connu la campagne organisée par l'Association des détaillants en alimentation dans le but de recueillir des vivres pour venir en aide aux familles pauvres de la région de Montréal.

Au cours des récentes semaines les épiceries indépendantes, les grossistes et les manufacturiers de produits alimentaires ont donné plus de 17 wagons de marchandises au comité de la "Banque des vivres".

Les débardeurs en grève réclament l'intervention du ministre John Nicholson

LA CHAMBRE DE COMMERCE DECLARE :

Les travailleurs du port devraient avoir une place dans le Conseil du port

La Chambre de commerce de Montréal affirme de nouveau qu'à son avis les ouvriers du port devraient être représentés au Conseil du port de Montréal.

Ce Conseil est présentement formé de représentants du Conseil des ports nationaux, de la ville de Montréal, du Montreal Board of Trade, de la Shipping Federation et de la Chambre de Commerce.

La dernière livraison de "Commerce Montréal", organe officiel de la Chambre, note que d'autres associations et entreprises intéressées au port sont aussi représentées au Conseil à titre de conseillers. Les ouvriers cependant en sont absents, bien que le rapport Gibb proposé de les y intégrer dès 1932. Dans un mémoire publié en 1964, la Chambre de Commerce réitérait cette suggestion, et le président du Conseil des ports nationaux, M. H. A. Mann, en reconnaissait le bien-fondé.

Les débardeurs en grève au port de Montréal ont décidé hier, au cours d'une assemblée générale, de réclamer l'intervention du ministre fédéral du travail, M. John Nicholson, dans leur différend avec la Fédération des armateurs.

Les grévistes ont donné mandat aux dirigeants de l'association internationale des débardeurs (CTC) de dire au ministre que la Fédération des armateurs sabote les efforts de conciliation. On sait que vendredi la Fédération a fait savoir par son procureur qu'elle ne participera pas aux séances de la commission de conciliation créée par le ministre tant que les débardeurs ne retourneront pas au tra-

vail. La grève a été déclenchée lundi dernier à Montréal et s'est étendue mardi à Trois-Rivières et Québec.

Les débardeurs ne se sont pas prononcés à l'assemblée d'hier sur l'opportunité de poursuivre ou de cesser leur grève spontanée. Les dirigeants syndicaux font valoir qu'en ce moment un vote de grève serait contraire aux dispositions de la législation ouvrière fédérale. Mais un porte-parole de l'AID a déclaré qu'à son avis les débardeurs ne retourneront pas au travail aujourd'hui. "Ils retourneront au travail quand la Fédération acceptera de négocier", a-t-il dit. Une séance de la

commission de conciliation est prévue pour 4h30 cet après-midi.

Elections chez les typographes

L'Union Typographique Jacques-Cartier, local 145 (FTQ) a élu les dirigeants qui auront la direction de ce syndicat pour le prochain mandat de 2 ans.

Les élus sont: MM. Gérard Normand, président, Arsène Mayrand, 1er vice-président, Claude Liboiron, 2e vice-président, tous trois élus par acclamation, Léo-Paul Dupuis, secrétaire-trésorier, et agent d'affaires que le scrutin favorisait contre deux opposants, Jacques Lachapelle secrétaire-archiviste. Les membres suivants ont été élus au comité exécutif: MM. Henri Beauchamps, Philippe Bergeron, Daniel Dubé, Jacques Guilbault, Roland Latourrelle, Jean-Jacques Paquette et Claude Thériault. M. Roger Godin, vérificateur et M. René Nantel, sergent-armes complètent le bureau de direction. Les élus à l'exception de MM. Liboiron, Lachapelle, Guilbault et Nantel sont tous employés au département de composition du journal La Presse.

Les ingénieurs de l'Hydro proposent une autre formule

Les ingénieurs de l'Hydro-Québec, en grève depuis le 12 avril, ont proposé en fin de semaine une nouvelle formule en vue de sortir de l'impasse actuelle. Cette proposition, la huitième soumise par le syndicat, consiste à prendre comme base de la définition de la juridiction du syndicat, l'entente conclue à ce sujet entre le gouvernement provincial et ses ingénieurs. Une rencontre aura lieu ce matin à dix heures entre les représentants de l'Hydro et ceux des ingénieurs, pour discuter cette proposition.

D'autre part, le syndicat des ingénieurs de l'Hydro a tenu à commenter les propos tenus en fin de semaine par le ministre de la famille, M. René Lévesque, qui évoquait la possibilité d'interdire les grèves de fonctionnaires durant les périodes électorales.

"Le syndicat des ingénieurs de l'Hydro-Québec, dit un communiqué, tient à rappeler au

ministre quelques dates importantes du conflit qui entre maintenant dans son deuxième mois. Le 7 septembre 1965 le SPIHQ présentait son projet de convention collective à l'Hydro et les premières rencontres avaient lieu le 18 octobre suivant. Après quatre mois de négociations infructueuses, le SPIHQ demandait (3 janvier 1966) au ministre du travail la nomination d'un conciliateur, procédure qui permettait au syndicat, à la suite d'ententes entre les par-

ties, de déclencher la grève à partir du 5 avril. A son assemblée générale du 25 mars, le syndicat décidait de faire la grève le 13 avril suivant. Ce n'est qu'après une semaine de grève que les élections ont été déclenchées par le gouvernement. C'est donc à cause de l'entêtement des dirigeants de l'Hydro-Québec, qui ont choisi de s'engager dans une lutte d'usure, que les ingénieurs se retrouvent aujourd'hui en grève en pleine campagne électorale."

IMPORTANTE ASSEMBLEE

pour

Les électeurs qui votent pour la 1ère fois à N.D.G.

Toutes les personnes âgées de 18 à 23 ans sont invitées

Rencontrez - Ecoutez - Discutez

HON. ERIC KIERANS

M.P. pour N.D.G. et Ministre de la Santé du Québec

ENDROIT: Auditorium, West Hill High School
4860 Ave Draper, N.D.G.
Lundi, 16 mai, à 8:00 p.m.

SOYEZ UN ELECTEUR RENSEIGNE LE 5 JUIN!

Publié par le Comité Libéral de N.D.G.
Paul Caron, agent officiel, 224 ave Rockcliffe, Dorval

Épargnez à la Première Banque au Canada... Pensez à votre première fille



...et à votre second tapis!

Même à l'âge où elles ne se préoccupent encore que de leurs "chefs-d'oeuvre", les petites filles coûtent cher. A mesure qu'elles grandissent, leurs besoins grandissent aussi... et cela coûte de plus en plus cher. Il y a les cours de musique, les frais scolaires, les soins médicaux, les études supérieures et, un jour ou l'autre, la réception de mariage. Pendant tout ce temps, bien entendu, il faut aussi les habiller.

Si vous avez une petite fille, il serait bon que vous commenciez à prévoir ces dépenses en accumulant régulièrement de l'argent au moyen d'un compte d'épargne de la Première Banque au Canada.

Si vous n'avez pas encore de "grande artiste" en herbe, vous avez sûrement d'autres responsabilités. Chacun de nous possède une *bonne raison* d'épargner... sinon plusieurs!

BANQUE DE MONTRÉAL "MA BANQUE"

Il y a 86 SUCCURSALES de la B de M pour vous servir dans le district de MONTRÉAL



6 trains du CN

Ottawa pour **Ottawa**

quittent la gare Centrale

à 8h10 A.M. (sauf le dim.)

à 10h30 A.M. (sauf le dim.)

à 12h10 P.M.

à 5h00 P.M.

à 8h45 P.M.

à 11h20 P.M.

Ces trains s'arrêtent à Dorval

Ottawa pour **Ottawa**

Oui, chaque jour, 6 trains du CN quittent la gare Centrale de Montréal à destination de la gare Union, située en plein cœur d'Ottawa. Les voitures coach et les voitures-salons sont climatisées. Délicieux petits déjeuners, déjeuners et dîners sont servis dans la plupart des trains. Billet simple de voiture coach: \$2.90 Billet simple de voiture-salon: \$6.90 (les jours de tarif Rouge)



Radio-Canada, orgueil de nos institutions publiques depuis 35 ans, est peut-être mortellement blessée

par Jean-Pierre FOURNIER

OTTAWA — La société Radio-Canada, depuis 35 ans l'orgueil de nos institutions publiques, est peut-être mortellement blessée. La tentative de sabotage de This Hour Has Seven Days, culminant un malaise qui couvait depuis une couple d'années, la réaction violente du public de langue anglaise, les audiences du Comité de la radiodiffusion de la Chambre des communes au cours desquelles la direction et son personnel se sont déchirés sans merci, l'intervention même des parlementaires dans un différend de ressort purement interne ont ouvert des plaies qui risquent de ne jamais se cicatriser. Le différend lui-même n'est pas près de se régler. M. Stuart Keate, chargé par le premier ministre il y a quinze jours de réconcilier les parties, se prépare à confesser échec. Rentré à Vancouver en fin de semaine, il fera rapport de sa mission dans une dizaine de jours.

Ses pourparlers n'ont pas réussi à écarter la menace de grève, trois fois différée, des réalisateurs de TV de langue anglaise. La direction s'est montrée disposée à certaines concessions, comme le réembauchage du réalisateur Wilson Southam, renvoyé "sans cause" en février, mais elle a refusé obstinément de rouvrir le dossier Patrick Watson-Laurier LaPierrière, qui domine les recrudescentes des réalisateurs.

La révolte du personnel des affaires publiques a maintenant gagné le réseau français. Devant le Comité de la radiodiffusion jeudi, M. Marc Thibault, directeur de la section des affaires publiques de la radio-TV française, a prononcé une charge implacable contre la haute direction et il a révélé que lui et ses collaborateurs soutenaient sans réserve leurs collègues de langue anglaise.

Sauf quelques excès, telle sa promptitude à revendiquer au nom de la section des affaires publiques la paternité des transformations sociales dans le Québec, M. Thibault a livré un document remarquable. Il a pour la première fois cerné l'étendue du malaise et il a défendu, mieux et plus énergiquement que ne l'avait fait son correspondant de langue anglaise, M. Reeves Haggan, la position de l'équipe de Seven Days et du groupe des affaires publiques de Toronto.

Il a défini sa conception des programmes d'affaires publiques et de la manière dont l'autorité du siège social doit s'exercer :

1) Le "management" des programmes d'affaires publiques, a-t-il dit, ne peut se faire qu'au niveau de la direction du service, de la supervision et de la production ou par intérêt, formation, attitude et goût, tout un personnel créateur spécialisé peut et doit engager de la façon la plus autonome et la plus responsable possible les droits de censure que la haute direction de l'entreprise doit lui avoir délégués.

2) C'est à ces trois niveaux également que doivent se créer les politiques pratiques de programme, politiques en constante évolution et que la haute direction devra peu à peu dé-

nir à la lumière des expériences faites par le service (des affaires publiques), des réalisateurs de TV de langue anglaise. La direction doit comprendre que sa perception de notre monde, de notre temps et de notre milieu, sa conception comme son évaluation des affaires publiques doivent lui être en très large partie inspirées par ceux-là mêmes qui font profession d'affaires publiques à l'intérieur de l'entreprise.

3) C'est à ces trois niveaux que doit s'assumer la gérance très exigeante de conception, de recherches, d'élaboration, de mise au point de toute la matière affaires publiques dans le service.

4) C'est à ces trois niveaux que doivent se percevoir clairement et se gérer efficacement tous les problèmes majeurs relatifs à la conduite des programmes : problèmes de personnalité, problèmes de personnel, problèmes d'organisation, d'administration et d'exploitation, problèmes d'imagination, de conception et d'orientation de la production, problèmes d'évaluation du rendement de ce personnel et des programmes, problèmes de relations avec le public.

5) Le siège social et son conseil d'administration sont tellement éloignés par formation, intérêt, activité, disposition d'esprit, responsabilités générales de tous les problèmes vitaux qui se vivent au niveau de la gérance intermédiaire des programmes qu'ils doivent se renouer le plus entièrement possible sur cette gérance intermédiaire pour exercer leurs responsabilités supérieures.

6) Chaque fois que le siège social et le conseil d'administration croient devoir substituer leurs pouvoirs de gérance supérieure à ceux de la gérance intermédiaire dans des décisions de programmes et de production qui relèvent de façon prépondérante de cette dernière, ils créent une situation faussée et confuse, provoquant des fonctionnements erratiques, déviant un circuit de relations troubles et explosives dans leurs propres structures. Il s'ensuit une rupture de communication telle entre la haute direction et le personnel responsable des affaires publiques que les deux parties en arrivent à voir les

problèmes de façon radicalement différente; il n'y a plus d'échanges, on ne parle plus le même langage, on débouche dans une opposition irréductible de part et d'autre, dans l'incompréhension, la passivité, voire l'hostilité.

7) La gérance supérieure de l'entreprise par le siège social et son conseil d'administration ne peut être inconditionnelle. Elle est fonction de cette gérance intermédiaire à qui elle a délégué ses responsabilités et son autorité au plan du programme et en relation avec le public. Elle est fonction des droits acquis et reconnus des syndicats ou des associations avec qui elle a négocié le partage de ses propres droits de gérance, droits qu'elle ne peut reprendre impunément sans être astreinte, comme dans le cas de l'association des réalisateurs du réseau français, à toutes les procédures de grèves, de négociation et d'arbitrage prévues par la convention collective de travail.

8) Le principe des droits de la gérance supérieure du siège social et de son conseil d'administration sont incontestables dans une entreprise de programmes comme Radio-Canada. Mais l'exercice de ces droits, l'esprit et les méthodes à y engager, les conséquences pratiques d'un exercice direct de



M. Alphonse Ouimet, président de Radio-Canada, devant le comité de la radio des Communautés.

(Téléphoto UPI)

ces droits, les chances de succès d'un tel exercice doivent faire l'objet d'une très sérieuse évaluation de la part du siège social et de son conseil d'administration. Autrement, l'entreprise débouche dans un régime de gérance supérieure interventionniste, abusive et arbitraire auquel il n'est plus possible pour les hommes de programmes de rien comprendre et contre lequel ils risqueraient de se soulever à la fin ou avant lequel ils s'écrouleraient pour longtemps.

Ainsi, pour l'orientation et la conduite de magazines d'affaires

publiques, tels Aujourd'hui et Seven Days, a dit M. Thibault, la haute direction doit se reposer sur :

1) Une structure efficace, des hommes compétents, responsables, intelligents au niveau supérieur de cette structure, à la direction de l'information, des hommes capables d'assumer pleinement les exigences énormes de leurs fonctions, tant dans les relations avec elle (la haute direction) qu'avec les cadres de direction du service, de supervision et de production de ces magazines;

2) Le sens des responsabilités, la compétence et le bon jugement de la direction du service des affaires publiques et, surtout, de la supervision de ces magazines.

C'est par la supervision surtout et grâce à elle, a-t-il dit, que la direction supérieure pourra faire respecter la conception générale de l'entreprise et les directives essentielles qui doivent la régir.

Cette supervision doit jouir de l'autorité et de la responsabilité le plus totales possibles sur le magazine afin de pouvoir en rendre compte efficacement à sa direction. Toute intervention de la direction supérieure ne doit se faire qu'en relation très étroite avec le directeur du service des affaires publiques et le superviseur du magazine qui constituent comme le trait d'union de confiance et de bonne entente entre le personnel du magazine et sa direction supérieure.

Si ces relations sont établies clairement et opèrent efficacement, toujours selon M. Thibault, la direction supérieure est tout à fait en mesure de sensibiliser son personnel à ses exigences légitimes. Toute intervention qu'elle pratiquera à l'intérieur du magazine, directement, d'autorité, sur instructions indiscutables, s'appuiera sur la confiance du service et, surtout, du superviseur, remettra en question leurs responsabilités auprès de leur personnel, introduira une présence étrangère extrêmement inhibitrice à l'intérieur du magazine.

"La haute direction des réseaux et le siège social doivent comprendre qu'en dehors de ces relations de confiance et de responsabilités, il ne lui sera jamais possible de faire réussir par son personnel des initiatives

devergure comme Seven Days. Aujourd'hui, le sel de la semaine. Présent.

"Administrer une entreprise comme Radio-Canada et diriger une entreprise journalistique sont deux réalités radicalement différentes. La situation très particulière du siège social à la tête de son organisation à Ottawa, l'isolement de toute la réalité physique, psychologique, émotive, créatrice de ses centres vitaux de production, à Montréal et à Toronto.

"Dans ces conditions, pour être présent à l'opération et à l'évolution du magazine, il ne reste au siège social qu'à se fier le plus entièrement possible à ses chargés de pouvoir, à la direction de l'information, à la direction du service, mais surtout à la supervision compétente de ce magazine. Si cette supervision n'arrive pas à satisfaire aux exigences légitimes de la haute direction et du siège social, il ne leur reste plus qu'à la remplacer."

M. Thibault a laissé entendre que la haute direction violait constamment ces préceptes — et pis encore au réseau français qu'au réseau anglais.

L'origine de la crise

Les difficultés, a-t-il dit, remontent à la décision de la haute direction d'intégrer, il y a une couple d'années, les services de nouvelles et d'affaires publiques.

"Je me suis rendu compte progressivement, avec mes collègues, que cette réorganisation ne nous apportait aucune conception nouvelle de l'information, de sa place à occuper à l'heure des moyens à lui donner. Cette réorganisation nous coupait dangereusement, dans nos opérations, de toute la direction de la télévision et de la radio, laissait indéfinies nos relations avec ces directions, nous plongeait en pleine dichotomie opérationnelle et administrative, nous engageait dans un très court circuit de relations nouvelles avec la haute direction et le siège social (le service intégré relevant du directeur général du réseau à Ottawa et non plus, comme auparavant, de la direction générale radio-tv du Québec), sans définir les responsabilités intermédiaires et supérieures vis-à-vis de cette haute direction et de ce siège social."

Cette absence, entre le service intégré nouvelles-affaires publiques et le siège social, "d'éléments d'équilibre et de pondération" assurés auparavant par la direction régionale, la direction des programmes des réseaux, la direction des programmes de radio-tv, M. Thibault la tient responsable de la crise actuelle.

"Tous les autres services de programme disposent de ces éléments d'équilibre et de pondération dans l'organisation actuelle, a-t-il dit. Seuls, notre service en est privé."

Il en résulte une ligne courte d'autorité qui constitue pour la haute direction "une occasion prochaine de pêcher" contre les préceptes les plus élémentaires d'un sain management. "Et elle ne s'en est pas privée", dit M. Thibault.

Dans une ligne courte d'autorité, selon lui, il faut à tout prix définir les fonctions de chaque niveau: haute direction, direction de l'information et directions intermédiaires. Il faut aussi, contrairement au principe énoncé par le président de Radio-Canada dans sa déposition devant le comité de la radiodiffusion il y a 30 jours, préserver l'autonomie de la section des affaires publiques.

"Le régime des instructions fermes, catégoriques, définitives, péremptoires n'a pas sa place dans un management de programmes, a dit M. Thibault. Encore moins dans cette ligne courte sous l'empire de laquelle nous opérons."

"Le régime de l'interventionnisme à tous les niveaux doit être aussi rejeté dans une ligne courte comme celle-ci. Autrement, toute l'entreprise se détériore, pourrit sur place ou éclate."

Le dénouement ?

Tel est le noeud du conflit qui dresse le personnel des affaires publiques contre la direction de Radio-Canada. Le renvoi de M. Watson et LaPierrière, quelques semaines avant la fin de leur contrat, ne constitue qu'un aspect mineur de ce conflit. Il est l'élément qui a permis de l'illustrer et de le projeter sur la place publique.

En exposant le problème de la manière qu'il l'a fait, s'engageant en même temps publiquement contre la direction, M. Marc Thibault a sans doute

fait montre de beaucoup de courage. Mais il est possible qu'il n'ait eu que le courage qu'il fallait pour porter le coup de grâce à la haute direction.

Car il est désormais évident que la crise ne se règlera pas sans des départs massifs de part ou d'autre et, pour l'instant, la haute direction est la plus menacée. La haute direction, c'est-à-dire M. Alphonse Ouimet, président, W.E.S. Briggs, vice-président, H.G. Walker, directeur général du réseau anglais, et Marcel Ouimet, directeur général du réseau français. Tous risquent d'être emportés. Quelle que soit leur compétence, et de multiples indices — outre le jugement très sévère prononcé par le Comité Fowler — permettent d'en douter. Il est impensable qu'ils puissent jamais recréer à l'intérieur de la Société le climat de collaboration et de confiance que requiert son bon fonctionnement.

MM. Reeves Haggan, Pat Watson et Douglas Leiterman ne sont certes pas irréprochables. Il est, par exemple, inadmissible qu'ils se soient permis de critiquer librement la direction de la Société tout en conservant leurs fonctions et en continuant d'être rémunérés par Radio-Canada. Mais leur seul départ, et celui de M. Marc Thibault, n'arrangerait rien. Il ne rétablirait pas la confiance du personnel des affaires publiques et de tous les autres réalisateurs dans la direction actuelle.

Le groupe de Seven Days et le personnel des affaires publiques n'ont jamais espéré d'autre dénouement. Beaucoup d'indices autorisent à penser qu'ils ont fait le pari de renverser la direction en s'insurgeant publiquement contre elle sous prétexte de préserver l'intégrité du magazine télévisé du dimanche soir. Ils ont sans peine entraîné dans leur pronciamento les réalisateurs de TV des autres secteurs. Ayant déjà arraché certaines concessions grâce à la médiation de M. Stuart Keate, les réalisateurs n'insisteraient vraisemblablement pas sur la révision du dossier LaPierrière-Watson s'ils n'avaient pas engagé une lutte à finir avec la direction.

(Suite à la page 8)

SERVIR SES CLIENTS. C'EST COMMUNIQUER

Vos clients vous appellent au sujet de services, de pièces de rechange, de réparations, de commandes, et de quoi encore. Ils veulent savoir.

Si l'employé qui leur répond doit quitter son poste à tout instant, il perd du temps et le travail ralentit.

C'est que vos communications ne sont pas au point.

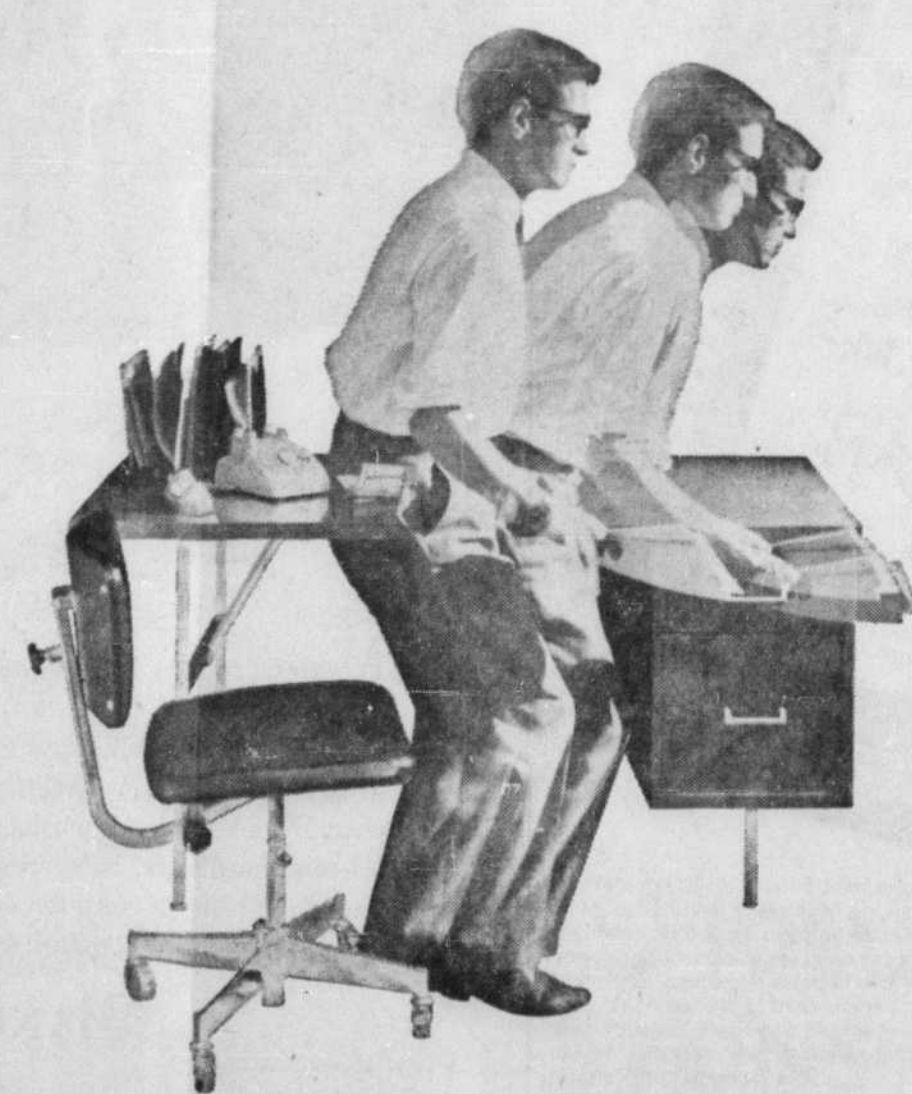
Imaginez maintenant que vous disposez d'un système téléphone-intercom combiné de la compagnie Bell: un seul appareil vous permet de recevoir des appels de l'extérieur, d'en faire à l'intérieur, de parler directement et simultanément aux gens de l'entrepôt et à ceux de la cour, grâce à un haut-parleur. Tout ça sans même avoir à quitter votre fauteuil. Le service s'accélère, les renseignements s'obtiennent plus vite, le travail n'est pas interrompu, et vous faites ainsi plus de profits en moins de temps.

Si recevoir et donner des renseignements fait partie des services que vous offrez à vos clients, votre entreprise dépend des communications. Un système de communications complet et efficace vous est donc essentiel. Pour obtenir d'autres renseignements au sujet du téléphone-intercom combiné, appelez la compagnie Bell, spécialiste en communications.

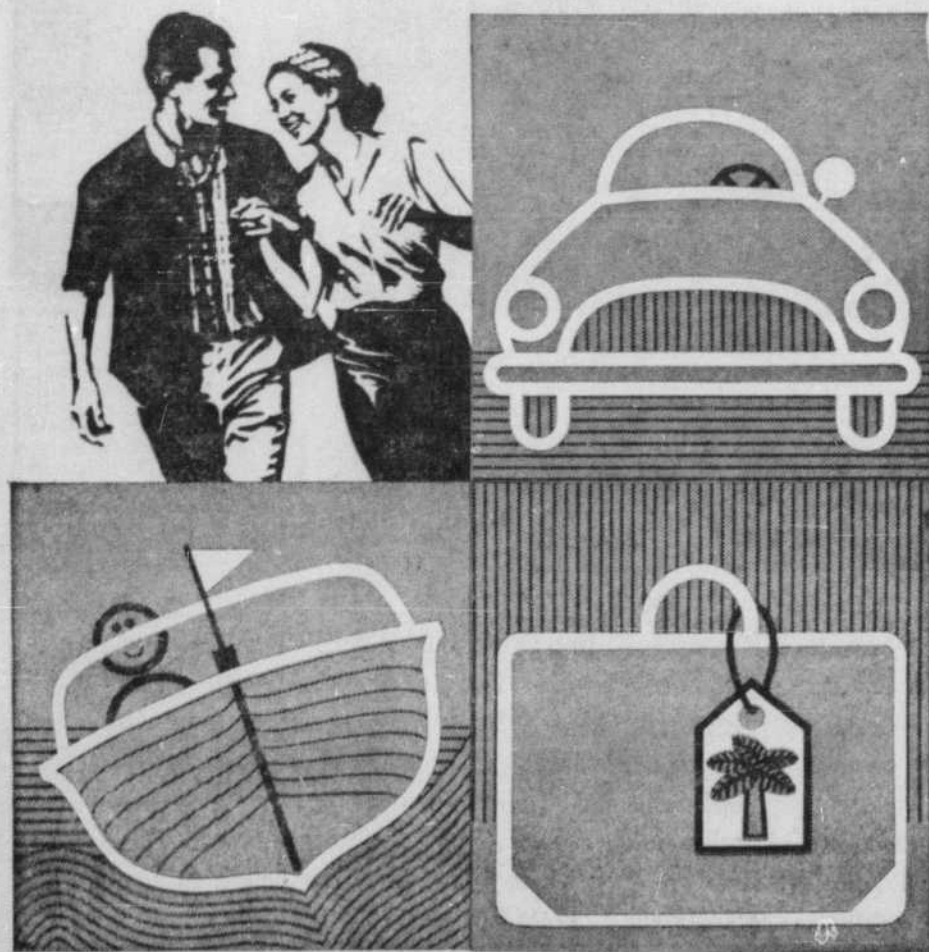
 Bell Canada



Dès qu'il se lève, tout ralentit.



Allez de l'avant! Achetez une nouvelle voiture ou un bateau. Faites des projets de vacances. Mais auparavant, passez chez Toronto-Dominion pour obtenir un prêt personnel à peu de frais, comportant également une assurance-vie!



Les gens qui vont de l'avant forcent les événements avec un prêt...tout prêt chez **TORONTO-DOMINION**. La Banque où le personnel crée toute la différence. 49 SUCCURSALES POUR VOUS SERVIR DANS LE MONTREAL METROPOLITAIN.

Le "ROTP" refuse un sursis d'un an au président de l'UGEQ qui doit démissionner

Les forces armées du Canada ont refusé d'accorder au président de l'Union générale des étudiants du Québec, M. Robert Nelson, un sursis d'un an en vertu duquel il aurait pu retarder d'un an son engagement d'entrer dans l'aviation royale du Canada, dans le cadre du programme "ROTP", et ainsi compléter son mandat à la présidence de l'UGEQ. M. Nelson a en conséquence remis sa démission hier matin au comité de coordination de l'UGEQ, mais ce dernier a pris la résolution de faire les démarches publiques pour que le sursis d'un an soit accordé au leader étudiant.

M. Nelson termine cette année son cours de génie à l'École polytechnique. Grâce au "ROTP", il a pu poursuivre ses études gratuitement, en échange d'une promesse de servir dans l'armée pendant un minimum de trois ans, au sortir de ses études. Il doit quitter Montréal pour Winnipeg le 6 juin prochain.

Dans sa lettre de démission, M. Nelson déclare que ses supérieurs dans les forces armées lui avaient laissé "en-

trevoir la possibilité d'obtenir un sursis d'une année", avant qu'il ne décide de poser sa candidature à la présidence de la centrale étudiante, en novembre dernier. Mais les démarches officielles faites au début de 1966 pour obtenir le sursis désiré ont reçu une réponse négative.

Des précédents

Rejoint à son domicile hier soir, M. Nelson a reconnu que l'armée avait déjà accordé de tels sursis à ses diplômés du "ROTP". Il s'agissait surtout, dit-il, d'étudiants qui voulaient poursuivre leurs études et qui disposaient de bourses à cette fin.

"J'ai fait porter ma demande de sursis sur deux points, a continué le président de l'UGEQ. D'abord, je leur ai dit que je voulais poursuivre mes études pour un an en sciences économiques à l'université de Montréal. Je leur ai rappelé ensuite qu'il était souhaitable que le président de l'Union générale des étudiants du Québec demeure en fonction jusqu'à la fin de son mandat."

Dans la réponse que lui ont fait parvenir "les supérieurs"—

M. Nelson refuse de les nommer — il est dit que les forces armées manquent de personnel, et aussi qu'un tel sursis créerait un "danger précédent". M. Nelson explique qu'il ne dispose pas de bourse pour l'an prochain, contrairement aux cas où le sursis a été accordé par le passé.

— Et si c'était à refaire...? — Si c'était à refaire, je réfléchirais très sérieusement avant de prendre ma décision, de répondre M. Nelson avec prudence.

Selon M. Jean Pelletier, successeur par intérim de M. Nelson à la présidence de l'UGEQ, les membres du comité de coordination du syndicat étudiant ont moralement refusé la démission de leur président. L'UGEQ, dit-il, était en pleine expansion. Ironie du sort, la réunion d'hier matin a entériné l'inclusion de 22.000 nouveaux membres dans la centrale. Il s'agit de la Fédération des étudiants de l'enseignement spécialisée du Québec. On se souvient que l'UGEQ, Robert Nelson en tête, avait apporté une aide technique importante aux étudiants des écoles spécialisées qui ont fait la greve récemment.

Le comité de coordination de l'UGEQ n'ayant pas le droit d'"accepter" ou de "refuser" une démission en vertu de la constitution, les délégués au COMCOR ont décidé hier matin de "déposer" le geste de M. Nelson. Dans la même phrase de la résolution toutefois, ils promettent d'entreprendre "publiquement des démarches pour faire obtenir un délai en ce qui concerne le contrat qui lie Robert Nelson aux forces armées du Canada". Les représentants étudiants ont ensuite formé un comité ad hoc.

Dans les milieux de l'UGEQ, le bruit circule librement que "le manque de personnel" invoqué par les autorités militaires pour justifier le refus de sursis devrait plutôt se dire "manque de personnel canadien-français". Les forces armées connaissent une certaine difficulté à recruter chez les francophones les éléments d'élite qu'elles forment dans le "Regular Officer Training Plan".

M. Marcel Pepin est hospitalisé

M. Marcel Pepin, président général de la CSN, a été hospitalisé à l'Hôtel-Dieu de Montréal samedi, et devra prendre quelques jours de repos. Il souffre d'allergie. M. Pepin n'a pu se rendre au colloque de l'Alliance canadienne des syndicats de journalistes, où il devait adresser la parole en fin de semaine.

Bourgault dit ce que ferait le RIN à Québec

Le chef du RIN, M. Pierre Bourgault, a déclaré hier soir que si des députés de son parti étaient élus le 5 juin sans que le parti prenne le pouvoir, ils s'efforceraient de jouer en Chambre un véritable rôle d'opposition, et de faire adopter des mesures économiques et sociales qu'ils proposent sans attendre l'avènement de l'indépendance.

Participant à l'émission "Rencontres" de la télévision d'Etat, émission à laquelle sont invités les chefs de chacun des quatre partis officiellement reconnus dans la présente campagne, M. Bourgault a souligné que l'indépendance serait pour le Québec un instrument, qui en elle-même ne règle aucun problème mais donne les pouvoirs nécessaires à la solution des problèmes. "L'indépendance, ce n'est qu'un des 208 articles du programme du RIN", a-t-il dit.

Néanmoins le leader indépendantiste nie que les 207 autres articles du programme puissent être réalisés sans passer par l'indépendance. Il croit notamment que le Québec ne peut planifier son économie dans le régime fédéral actuel, et invoque à l'appui de sa thèse un document du Conseil d'orientation économique du Québec.

M. Lesage insiste à Normétal sur

Les avantages du régime de rentes pour les cultivateurs

NORMETAL (De notre envoyé) — M. Lesage a affirmé hier soir qu'il aurait été injuste d'exclure les cultivateurs du régime de rentes en prenant prétexte de leur bas niveau de revenu.

Dans un milieu où, précisément, les cultivateurs se plaignent des charges que leur entraînent les cotisations au régime, le chef libéral a déclaré: "Le régime a pour but de venir en aide aux familles en certaines circonstances difficiles, et plus spécialement aux familles à revenus modestes. Les cultivateurs et les membres de leurs familles ont autant besoin de cette protection que tous les autres travailleurs, salariés ou non. Si vous êtes un cultivateur vous avez pleinement droit à cette protection parce que vous êtes tenu de payer des contributions au régime de rentes avec votre argent, comme tous les autres travailleurs du Québec, et vous bénéficiez donc des mêmes avantages."

La population du comté d'Abitibi ouest, représentée au dernier parlement par le ministre de l'Agriculture Alcide Courcy, semble suivre très attentivement la campagne électorale et on affirme qu'une chaude lutte est engagée entre les trois candidats (libéral, Union nationale et Ralliement national).

Une assistance nombreuse — 1.000 personnes environ — est venue hier soir écouter le chef du gouvernement, qui a été interrompu à deux reprises. Une première fois, un auditeur a lancé: "Ce n'est pas un concours de beauté ici," ce qui a eu le don de soulever l'ire de l'orateur. "Viens ici mon vieux, tu seras pas beau longtemps," a rétorqué M. Lesage. Quand je vous aurai passé une couple de taloches vous serez pas beau à voir à l'hôpital." Tentant ensuite de reprendre sa bonne humeur, le chef libéral a proclamé que son interlocuteur devait être "un de ceux qui se promènent avec des balais pour la chasse aux sorcières."

LE DEVOIR

MONTREAL, LUNDI 16 MAI 1966

CAHIER 2 / Pages 11-18

Réunis en congrès, un millier de parents catholiques s'opposent au rapport Parent

par Jules LEBLANC

Un millier de personnes ont assisté hier au Scolasticat central de Montréal, dans le nord-est de la métropole, au premier "congrès des parents catholiques du Québec". C'est à l'unanimité que les participants ont affirmé leur opposition catégorique aux recommandations contenues dans le quatrième volume du rapport Parent, concernant la confessionnalité, et ont constitué un comité provisoire en vue de la création prochaine de l'Association des parents catholiques du Québec.

Le congrès s'est déroulé à huis clos. Au cours d'une conférence de presse qui a suivi la messe célébrée par le cardinal Paul-Émile Léger, en fin d'après-midi, les organisateurs du congrès se sont déclarés eux-mêmes surpris d'avoir réussi à attirer tant de monde. Ils ont signalé que les congressistes étaient "très enthousiastes"; qu'ils venaient de plusieurs régions de la province; que plusieurs d'entre eux étaient officiellement délégués par des organismes et, ainsi, représentaient des milliers de parents; ils ont cité notamment le cas du notaire Yvon Groulx, président de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal.

C'est avec détermination et fermeté, mais sans agressivité (sauf une exception) que les porte-parole du congrès ont exposé au seul journaliste présent que les participants s'opposent:

1) à l'abolition des commissions scolaires locales;
2) à ce que la loi ne reconnaisse aucun caractère confessionnel aux commissions scolaires et que celles-ci soient neutres. Comme on faisait remarquer que la Commission Parent indique que 90 ou 95 p.c. des commissions scolaires du Québec, en dépit de ce qu'on croit généralement, n'ont légalement aucun caractère confessionnel, un porte-parole a précisé: "Nous demandons qu'elles aient un à l'avenir".
3) aux écoles multi-confessionnelles que la Commission Parent demande d'établir dans les endroits où le nombre des enfants d'une autre confessionnalité que celle de la majorité ou des enfants neutres ne leur permettrait pas d'avoir leurs

propres écoles. Plus précisément, le congrès s'oppose aux trois recommandations qui suggèrent des moyens de rendre les écoles confessionnelles "accueillantes" aux minorités religieuses aux niveaux élémentaire, secondaire ainsi que pré-universitaire et professionnel.

Les porte-parole ont précisé que les "neutres" peuvent avoir leurs propres commissions scolaires, lorsque leur nombre le justifie, ainsi que leurs propres écoles. L'un d'eux a précisé: "Pour les neutres, pas de système, mais des écoles. Ce n'est pas un droit mais une licence." Sans désavouer cette déclaration, un autre dirigeant a répété que le congrès n'avait pas d'objection à ce que les neutres aient leurs propres écoles et leur propre système scolaire.

Toutes ces décisions du congrès, a-t-on expliqué, ont pour but d'éviter "une guerre de religion".

Le congrès a en outre recommandé que les comités confessionnels du Conseil supérieur de l'éducation aient des pouvoirs accrus et soient plus représentatifs.

Il demande que ces comités aient en gros les mêmes pouvoirs (en particulier celui d'adopter des règlements, soumis pour approbation au conseil des ministres) que ceux qu'ils avaient avant l'adoption de la loi instituant le ministère de l'éducation. "On ne peut pas laisser l'éducation à la merci de politiciens", a expliqué un dirigeant.

Au sujet de la représentativité des comités confessionnels, le congrès demande que les membres de ces comités soient élus directement par les groupements de parents et de professeurs concernés et qu'ils soient obligés de rendre compte de leur mandat à ceux qui les ont élus.

Le congrès a également adopté un texte en 29 points concernant "l'école catholique"; il s'agit d'une espèce de "déclaration de principe", a-t-il souligné.

Le congrès a également réclamé que toutes les institutions indépendantes, qu'elles soient ou non associées aux commissions scolaires, reçoivent du gouvernement des subventions égales à celles que reçoivent les écoles publiques, à condition qu'elles répondent aux normes du ministère.

Les journalistes repensent leur structure syndicale

Dans quelle mesure les journalistes doivent-ils tenir compte des considérations d'ordre professionnel dans la négociation de leurs conventions collectives? Dans quelle mesure le mécanisme de la convention peut-il leur permettre d'obtenir des garanties pour l'exercice sans contrainte de leur métier d'informateur public? Voilà deux questions qui ont sous-tendu les débats au colloque de l'Alliance canadienne des syndicats de journalistes, en fin de semaine à Sainte-Adèle.

Le colloque a porté sur la structure de l'Alliance, qui actuellement n'est qu'un organisme consultatif relié à la Fédération de l'imprimerie et de l'information (CSN). Le colloque a montré que la structure actuelle ne donne pas satisfaction à la plupart des journalistes syndiqués, et qu'il

fallait envisager soit la réforme de l'actuelle Fédération de l'imprimerie et de l'information, soit l'affiliation directe de l'Alliance à la CSN, soit encore la formation d'une véritable fédération de l'information regroupant les syndicats de journalistes de la presse écrite et parlée.

Les débats ont permis de dégager deux tendances: le regroupement des syndicats de journalistes entre eux, ou leur association directe avec les autres syndicats dans chaque entreprise de presse.

A l'appui de la première formule, des journalistes ont fait valoir la nécessité d'examiner ensemble à l'intérieur de leurs syndicats les problèmes particuliers de leur profession qui n'ont rien de commun avec ceux des autres em-

(Suite à la page 2)

Votons R.I.N.

ASSEMBLEE D'INFORMATION

Electeurs du comté de LAURIER

Venez rencontrer votre candidat R.I.N., madame Andrée Bertrand-Ferretti, tous les lundis, mardis, mercredis, entre 8 hres et 10.30 hres, p.m., en la salle du comite: 8176 rue St-Hubert. Tel.: 271-4698

Venez vous renseigner. Venez poser vos questions. Venez apporter vos objections.

VIVE L'INDEPENDANCE DU QUEBEC!



VOTONS
Andrée Bertrand-Ferretti
dans LAURIER

Les Rocheuses: un univers à la mesure de vos rêves.



Ce voyage "tout-compris" vous enchantera. Vous traverserez les paysages les plus grandioses des Rocheuses. Départs de Vancouver, tous les samedis, du 25 juin au 3 septembre (voyage IT-LT-601).

Le prix comprend le transport en limousine privée et tous les repas. Combien? Pour un couple, seulement \$367* par personne (onze jours et dix nuits).

Si vous voulez, vous pouvez profiter de nos tarifs réduits pour familles et de notre plan "Voyagez maintenant — Payez plus tard". Appelez votre agent de voyages et réservez vos places pour Vancouver, ou bien appelez-nous à 937-5771.

*Billet d'avion en sus.

Aller-retour, classe économique
Montréal à Vancouver: \$240.

AIR CANADA

Montreal Trust

au Service du Québec depuis 1969

COURS DE LANGUES

UNIVERSITE DE MONTREAL EXTENSION DE L'ENSEIGNEMENT

SESSION DE PRINTEMPS

— Cours du soir: du 19 mai au 8 août

ESPAGNOL

- 1re année
- 2e année
- Cours pratique d'espagnol avancé

ITALIEN

- 2e année

SESSION D'ETE

— Cours du jour: du 4 juillet au 12 août

ALLEMAND

- Cours élémentaire
- Cours intermédiaire
- Cours intensif utilisant la méthode audiovisuelle
- Cours intensif à l'intention des théologiens

ÉCOLE ANGLAISE D'ÉTÉ ÉCOLE FRANÇAISE D'ÉTÉ ESPAGNOL

- 1re année
- 2e année

RUSSE

- Cours élémentaire

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
EXTENSION DE L'ENSEIGNEMENT
CASE POSTALE 6128, MONTRÉAL 3
Pour dépliant: 342-9398
Pour renseignements: 342-9563



JEUNES HOMMES

gagnez \$8,000 et plus par année comme

STENOTYPISTE professionnel!



Cette profession vous introduira dans le monde des affaires gouvernementales, industrielles et légales tout en vous offrant le prestige et un salaire élevé. Vous jouerez un rôle vital en tant que STENOTYPISTE professionnel dans un des plus importants domaines: celui de la communication. La STENOTYPIE est une nécessité — une machine à sténographier capable d'enregistrer des textes de 200 mots et plus à la minute — facile à apprendre et être lu par tous. La machine STENO TYPE "International" dont se sert l'Institut International de Sténotypie est universellement connue, utilisée en 17 langues, elle vous donne la possibilité de travailler dans différents endroits à l'étranger. Des postes intéressants sont actuellement disponibles, du au manque constant de sténotypistes professionnels. Profitez du nombre croissant de demandes pour vous inscrire à l'Institut International de Sténotypie, 1015 Beaver Hall Hill — le seul centre professionnel de STENOTYPIE à Montréal. — Découpez et postez ce bon aujourd'hui. Aucun contrat à signer — aucun livre à acheter. — Payez tout en apprenant. — Cours du jour et du soir.

• DÉCOUPEZ ET POSTEZ AUJOURD'HUI! •

Pour tous renseignements et démonstration personnelle, composer: 878-9186 ou postez ce bon. Aucun engagement.

Institut International de Sténotypie
1015 BEAVER HALL HILL, MONTREAL

NOM
ADRESSE
CITE PROV.
NO TEL
INSTITUT INTERNATIONAL DE STENOTYPIE

théâtre • musique • cinéma • variétés

CINÉMA

"Muriel", d'Alain Resnais, au Dauphin

par Alain PONTAUT

Apparemment, la banalité de "Muriel", celle de son décor, de son intrigue, de ses personnages, contraste violemment avec le surréalisme, l'ironisme, le baroque, le célèbre château de Bohème, de "Marienbad". Ces œuvres ne sont pourtant différentes qu'au plan des apparences. Dans l'une et l'autre s'exprime avec la même certitude, le même éclat, qui fait songer à une parfaite peinture moderne, ce que Steve Passeur appelle "l'atmosphère feutrée de ce style radieux". Et ce style de "Muriel" fait une fois de plus percevoir à quel point Resnais engage le cinéma dans les avenues d'un art parfaitement homogène et indépendant.

Au-delà d'événements qui le rendent atteints au plus vif d'eux-mêmes (la guerre de 1940 pour l'un, celle d'Algérie pour l'autre), deux couples, l'un jeune et l'autre presque vieux, cherchent à "revivre" alors que prudemment ils se contentaient de survivre. C'est dire comme l'on retrouve ici, dans ce SUS-PENS, qui est exactement le contraire du "suspense", le monde particulier du romancier Jean Cayrol, son attention

à saisir au niveau du quotidien le présent et le passé, le possible et le réel, ce qui est, confondu à ce qui pourrait être.

On y découvre aussi, une fois de plus, le double caractère du talent d'Alain Resnais, qui est, modestement, de mettre entièrement ses images au service du scénario qu'il illustre, et d'habiller en même temps le récit de son auteur d'un vêtement diaphane d'admirable, d'un style et d'un montage d'une rigueur exemplaire, d'une force poétique, d'une insolite grâce, d'une profondeur qui n'appartiennent qu'à lui. De sorte que malgré Duras, Robe-Grillet ou Cayrol, c'est toujours du Resnais qu'on nous propose.

C'est d'autant plus heureux que, si l'on se livre à l'opération qui consiste à isoler le scénario de sa mise en image, on peut bien se demander ce qu'éussent donné l'idée et les dialogues d'"Hiroshima" tournés par un autre, les scénarios de "Marienbad" et de "Muriel" abandonnés à d'autres. Pour importants que soient ces trois littérateurs, rien ne permet de croire qu'ils soient particulièrement doués pour l'expression cinématogra-

phique et il suffit de se souvenir que Robe-Grillet sans Resnais a donné "L'Immortel", Cayrol sans Resnais "Le Coup de grâce", œuvre schématiques et inertes, arrêtées, avortées au bord de la visualisation. C'est donc essentiellement grâce à Resnais que, construit en mosaïque, en notations éparpillées qui se rejoignent et s'ordonnent à la fin, "Muriel", envoûtant poème sur le temps, l'amour et la mémoire, est un film rigoureusement moderne, où la banalité du plus humble décor se métamorphose miraculeusement à chaque image en objet poétique et vivant.

Impossible d'ailleurs, après "Muriel", d'oublier Delphine Seyrig, vieillie, presque effacée, courant de pièce en pièce, se heurtant aux êtres et aux choses, discrète cependant, et un peu poussiéreuse, et distinguée comme la province, — ni cette ville de Boulogne-sur-Mer, colorée mais désaccordée, étrangement ANIMÉE, entre deux âges, entre deux temps, et qui change chaque jour de visage. "La forme d'une ville, dit Baudelaire, change plus vite, hélas, que le cœur d'un mortel", — des ruines de la guerre aux constructions successives de la paix.

Rôle joué par la musique et la couleur, contrepoints savants de l'image et du son, raffinements du montage, intelligence et sobriété des liaisons, intense poésie de l'exprimé et de l'exprimable, tout concourt à faire de "Muriel" une véritable œuvre d'art.

On voudrait bien noter aussi que, dans une société et un cinéma fortement dépolitisés (malgré la longue et haineuse présence de la dernière guerre coloniale), dépourvus de toute œuvre sociale capable

d'offrir un quelconque équivalent du néo-réalisme du voisin italien, Resnais a été le seul cinéaste français à ouvrir directement et dans toute son ampleur tragique le dossier algérien de la "guerre de renouveau", c'est-à-dire de la torture légalisée. Ce thème, en 1962, "Muriel" le développe aussi — comme dans "Hiroshima", il s'agit ici d'art et non de thèse —, le soumettant aussi sans doute aux exigences d'une forme presqu'absolue, en posant cependant à la conscience de la France d'alors un cas réaliste aussi brûlant que celui d'Hiroshima ou de "Nuit et brouillard", problème numéro un et dont personne, ou presque, n'osa parler. C'est le second titre de gloire de ce cinéaste: des "Statuts mentaux" aussi à "Muriel", son œuvre de bout en bout, n'a pas que des prestiges esthétiques, elle est aussi la conscience des hommes.

Stade de l'OTD : le comique au cinéma

Un stage culturel de cinéma, centré sur "Le Comique au Cinéma", aura lieu l'été prochain, du 15 au 23 août. Les deux thèmes généraux qui seront développés sont: "L'évolution du comique au temps du cinéma muet" et "L'apport du son et du langage dans le comique".

A L'AFFICHE

LE NOUVEAU FILM PRIME
RESURRECTION
L'œuvre complète de
L. TOSTOI
3 heures
de spectacle
inoubliable
5300 St-Laurent
Tel. 77-4900

CE SOIR À 8H.15
Parc Richelieu
Le dimanche 25.15 - Parc de courses le jeudi

Le Poudrière
Première nord-américaine
à 8h.30
VU DU PONT
d'Arthur Miller
"Pièce incontestablement forte, mise en scène excellente; excellence de la distribution".
Jean Basile,
Le Devoir

COPIRE
UN SUSPENSE DRAMATIQUE
MEMORABLE
LE COUTEAU DANS L'EAU
SCRIT ET RÉALISÉ PAR
ROMAN POLANSKI
VERSION ORIGINALE
TOUTES TITRES ANGLAIS
4.40 - 10.00

2^e SEM. LA POUPÉE
avec Per Oscarsson
Médaille d'Or 1963
0.20 version originale
sous-titres anglais

THEÂTRE DU RIDEAU VERT
Ce soir 8h.30
Dimanche 2h.30 - 7h.30
JUSQU'AU 28 MAI
! UN TRIOMPHE !

les ballets métropolitains du Canada
eric hyrst
lundi 16 mai à 8h.30
LES TROIS SOEURS
TCHKOV
mise en scène de
I. M. RAEVSKY
du Théâtre d'Art de Moscou
STELLA 4664 rue Saint-Denis
RESERVATION: 844-1793

COMÉDIE CANADIENNE
8 avenue, Ste-Catherine • 861-3338

CLYDÉE
12^e SEMAINE!
LA VIEILLE DAME
de LUCIANO VISCONTI
avec
CLAUDIA CARDINALE
avec
SANDRA
SANDRA à un mari
SANDRA à un frère
SANDRA aime l'un
d'eux beaucoup trop!

les
Baux-arts
par
Laurent LAMY

Avec ROBERT CHAMPAGNE, la Galerie Le Dolmen, 1184, rue Mackay, présente le type même de ces artisans autodidactes qui sont venus à un métier d'art comme par hasard mais qui ensuite ne peuvent faire autrement que de se consacrer entièrement à lui.

Aux diverses expositions d'artisanat des années passées, Robert Champagne a déjà présenté des pièces qui méritaient l'attention. Ses bois, ses céramiques avaient l'extérieur volontairement grossier: grisé et rugueux, creusé et travaillé comme des écorces de vieux arbres. L'intérieur glacé était très riche de couleurs, avec des jaunes, des bleus, des verts très frais et très vifs. Le contraste se révélait fort, intéressant. Mais Champagne résista mal à la répétition et tomba presque dans la facilité.

Les pièces qu'il présente actuellement montrent qu'il a senti le besoin de se renouveler, tout en restant personnel. Ses vases, ses lampes, ses bougeoirs sont de la même terre grasse, mais les formes sont plus inventives, plus neuves. Je ne crois pas que Cham-

● ROBERT CHAMPAGNE, à la Galerie

Le Dolmen

● CHAUDRON et ARSENEAU, à la Galerie des Artisans

pagne soit un "designer", un créateur qui ignore sa forme jusqu'à la rendre parfaite. Il est un artisan au sens traditionnel du terme, c'est-à-dire un homme qui se plaît à oeuvrer directement dans la matière. Ses expériences où il incorpore le métal à la céramique se confondent ont leur intérêt.

Tous ses travaux ne sont pas également réussis, Champagne manquera peut-être de discernement en face de ses œuvres. Mais son travail dénote un sensible qui peut, lorsque l'expression d'une manière forte et drue, donner des œuvres qui s'inscrivent dans la meilleure tradition.

VERONIQUE ARSENEAU

VERONIQUE ARSENEAU exerce le métier de tisserand depuis vingt ans. C'est dire qu'elle a été un des premiers artisans à faire revivre le tissage en sortant des sentiers battus.

Ses tissus pour la couture sont recherchés et utilisés par les meilleurs couturiers cana-

diens. Techniquement, son travail est excellent. Tous ses tissus sont de qualité, mais on retient particulièrement ses écharpes et ses châles très souples qui se définissent par chaleur, intimité, confort...

BERNARD CHAUDRON

Le joaillier BERNARD CHAUDRON travaille surtout selon la méthode de la cire perdue. Il s'intéresse particulièrement au moulage des métaux et à la réalisation d'é-

maux cloisonnés. Ces méthodes de travail longues et délicates demandent de la minutie et beaucoup d'attention.

Bernard Chaudron ne les a pas choisies au hasard. Elles servent son désir de créer des bijoux tout en finesse et en légèreté. Le procédé de la cire perdue en particulier permet au joaillier d'obtenir des formes aérées et très souples. Ses broches ou épingles se déploient dans l'espace à la manière de sculptures en miniature. Leur dessin est toujours plaisant au regard. Chaudron œuvre des bracelets de bronze pour enfants, de broderies abstraites qui restent sobres et raffinées. Il présente aussi des bijoux en or avec perles montées qui sont ses plus récentes créations.

Exécutée sous le signe de l'élégance, cette production a l'avantage d'être offerte à des prix tout à fait raisonnables.

CINERAMA
8 h. 30 - 10 h. 30 - 12 h. 30 - 2 h. 30 - 4 h. 30 - 6 h. 30 - 8 h. 30
en SUPER CINERAMA et TECHNICOLOR
BATTLE OF THE BULGE
5^e mois
Sièges réservés en vente par poste ou au théâtre: Jules Jacob Musique, Morgan (magasin), Boulevard, Rockland (Dorval) - CKJL, Radio St-Jérôme - Roi des bas prix, Roland Faucher, CKJL, Point-à-View
Enfants: 10 ans, 2 h. JEUDI 19 MAI ENFANTS DE 10 ANS ADMIS
1436 Bleury, Montréal - AV. 8-7192 ou 5603

le CIRQUE
HAMID - MORTON
ARENA MAURICE RICHARD
2800 RUE VIAL du 19 au 26 MAI

JEU. 19 MAI 2:30 p.m. & 8:15 p.m. SAM. 21 MAI 10:30 a.m. - 2:30 p.m. & 8:15 p.m.
VEN. 20 MAI 4 p.m. & 8:15 - DIM. 22 MAI 2:30 p.m. & 8:15 p.m.
LUN. 23 MAI A JEU. 26 MAI - 4 p.m. & 8:15 p.m.
BILLET À PRIX POPULAIRES - COMPOSEZ 872-2440-41

Pour un temps limité

Sixième semaine

"Meilleur que Tit-Coq et Bousille"

Hier,

les enfants dansaient

Lisez ce qu'en disent les journaux:

"Tit-Coq et Bousille furent d'énormes succès... et on pourrait bien être à la veille d'assister à un succès de Théâtre qui dépassera non seulement les propres succès de Gratin Gélinais, mais tout ce que nous avons pu imaginer..."
Rudel Tessier - Photo-Journal

"Un sens aigu de la réplique qui porte auprès du grand public, une habileté incontestable pour imaginer des situations tantôt cocasses tantôt dramatiques. Enfin un don indéniable pour la caricature et la satire. Ces qualités, on les retrouve à des degrés divers dans sa nouvelle pièce: "Hier les enfants dansaient". Il serait trop long d'énumérer ici tous les éléments de cette œuvre qui me paraissent valables."
Martial Dasseville - La Presse

"Le thème principal de "Hier les enfants dansaient" lui assurera le succès auprès du public, qui attend justement et avec raison, qu'on lui parle de lui."
Jean Basile, - Le Devoir

"Prenant la pleine mesure de son habileté d'auteur... le dramaturge-directeur Gélinais maîtrise son public. Il le fait rire... frémir... s'esclaffer... mais il ne perd jamais un seul moment son emprise sur son public. Une pièce dont on parlera longtemps dans cette province... et ailleurs."
Zelda Heller - The Gazette

"Sur le volcan du séparatisme, Gélinais bâtit un succès. Voilà un homme heureux et un auteur chanceux."
Manuel Maitre - La Patrie

"Une pièce d'une puissance dramatique chargée de dynamite politique. M. Gélinais se couvre d'honneur."
Nathan Cohen - Toronto Daily Star

"... le drame est là, cruel, fort, inéluctable!" Il faut voir "Hier les enfants dansaient". Qu'on soit jeune ou vieux, il y en a pour tout le monde et tout le monde est content."
Guy Deshaies - Montréal-Matin

"Un drame politique qui fait sensation."
Charles Petit-Martinon, - Le Petit-Journal

CE SOIR 9 P.M. - Bon choix de billets
Reservez immédiatement 861-3338
Prix spéciaux pour les étudiants - MARDI - 7h.30 p.m.

COMÉDIE-CANADIENNE
84 ouest, Ste-Catherine • 861-3338

BILLET EN VENTE JUSQU'AU 29 MAI
Corbell sur la Plaza et Comédie-Canadienne

horaires des spectacles

THÉÂTRE

ANJOU - "Un monsieur qui attend"
9.00 - Relâche lun. et mardi.
EGRIGORE - "Une folie"
Dim. 7.30 - Relâche lundi.
PATRIOTE - "Le grand crépuscule"
Ven. sam. dim. 8.30
PLACE DES ARTS - Relâche
RIDEAU-VERT - "Les Trois Sœurs"
8.30
THÉÂTRE DE LA PLACE - "Soft
Voices" 8.30 - Rel. lundi.
THÉÂTRE DE QUATROIS - "Ciel
de lit" 8.30
LA POUDRIÈRE - "Vu du Pont"
8.30

CINÉMA

CINÉMA THÉÂTRE - "A Day at the Races" 5.30 - "La Tête de Saint-Jorgen" (Kalamazov, URSS, 1930) 8.00
ALOUETTE - "Doctor Zhivago" 2.00 - 8.15 - Dim.: 2.00 - 7.30
ASTOR - "Fan of Fu Mou Chu" sem.: 9.30; dim.: 2.30 - 7.30 - 9.30
Wild Wild Winter, sem.: 7.55; dim.: 1.05 - 4.30 - 7.55
AVENUE - "A Patch of Blue" 1.15 - 3.15 - 5.15 - 7.15 - 9.15
BLAU - "Un chien dans un jeu de quilles" 12.15 - 2.30 - 4.45 - 6.45 - 8.45
CANADIEN - "Le chant du monde" 12.05 - 2.25 - 4.30 - 6.40 - 8.45
CAPITOL - "To Trap A Spy" 1.15 - 3.10 - 5.15 - 7.15 - 9.15
CINÉMA WEEK-END - "Kraakdaan" sam. et dim. 8.00
CINÉMA FESTIVAL - "Onibaba" 1.30 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30
CINÉMA IMPERIAL - "Battle of the Bulge" Tous les soirs: 8.30
Merc. et sam.: 2.00 - Dim.: 1.00 - 4.45 - 8.30
CREMAZIE - "Gare à la peinture" 12.40 - 4.20 - 8.00 - "Ne m'en voyez pas de fleurs" 2.30 - 4.00 - 9.40
DAUPHIN - "Muriel" 7.30 - 9.30 - Sam. et dim.: 1.00 - 3.10 - 5.20 - 7.30 - 9.35
ELEGY - Resnais: "Sandra" - Ven. sam. lundi: 1.00 - 3.10 - 5.18 - 7.30 - 9.45 - Eisenstein: "La vielle dame indigne" 1.30 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30 - Ven. sam. dim. lundi: Resnais: film pour enfants, sam. 10.20 - 1.30
ELEGY - Resnais: "Sandra" - Ven. sam. lundi: 1.00 - 3.10 - 5.18 - 7.30 - 9.45 - Eisenstein: "La vielle dame indigne" 1.30 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30 - Ven. sam. dim. lundi: Resnais: film pour enfants, sam. 10.20 - 1.30
ELECTRA - "James Bond 007 contre Dr No" 12.20 - 4.11 - 8.00
"L'aventurier du Kenya" 2.14 - 6.05 - 9.58

RADIO-SELECTION

• A 10 heures. Cannes à pêche et râteaux. Chronique sur la pêche et la chasse avec Serge Deyglin et Jean Dupe. Chronique d'horticulture, avec W.-H. Perron agrobiologue.
• A 12h.15. Les Visages de l'amour. "Lucrèce Borgia".
• A 13h.30. Est-ce ainsi que les hommes vivent? "Les hommes qui nous connaissent la solitude?" (1ère partie).
• A 20h.30. Place aux femmes. Interview, Mariamk. Enquête: "Le jardin est-il une oasis?"

HORAIRES DE LA TELEVISION

LUNDI CBFT 2
10.30 Musique
11.30 Long métrage "Houla-Houla" - com. franco
1.00 Téléjournal
1.05 Long métrage "Camille Claudel" - com. - français
2.00 "Femmes d'aujourd'hui"
4.00 Bobino
4.30 La boîte à surprise
5.50 Le Courrier du 2^e - 1.30 - 2.30
5.30 Atome et galaxies
6.00 Jeunesse oblige
6.30 Téléjournal
6.50 Nouvelles du sport
7.00 L'Europe du jour
7.30 Les Belles. Histoire des pays d'en haut
8.30 Face à la musique
9.30 Bras dessus, bras dessous
10.00 A communiquer
10.30 Les élections provinciales au Québec
11.00 Téléjournal
11.30 Supplément régional
11.35 Nouvelles du sport
11.35 Cinéma
"Le Pain des jeunes années" - drame allemand - 11.40
CFTM 10
8.00 Mire - Musique
8.15 Bien l'ennemi
9.00 36-24-36
9.15 Télé-Bonbon
9.30 Toast et café
10.30 Cinéma
"Section des disparus" - drame policier - français
12.00 Première édition
12.15 Cinéma
"Les amants héréditaires" - guerre russe
2.00 Super-bingo
2.30 L'éternel amour
3.00 Bon après-midi ma dame
4.30 Dessins animés
4.30 Zoo du Capitaine Bonhomme
5.30 Les hommes volants
6.00 Télé-mémo
6.30 Sport-images
7.00 Dernière heure
7.15 Cinéma-roman "Les contes de la mer"
7.30 Les ombres sur le soleil
8.30 A ma grande bienvenue
9.00 Le grand prix
9.30 Les hommes volants
10.00 Relève les
10.30 Tirer sur l'invité
10.45 En première page
11.00 La ronde des sports
11.15 Cinéma
"La prise de l'empereur" - com. mus. - américain
12.40 Dernière édition
12.45 Permettez
9.00 Télé Pattern and music
9.30 Télé TV News
10.30 Canadiana
10.30 Friendly Giant
10.45 Chez Hélène
11.00 Butternut Square
11.30 Across Canada
11.30 CBC TV News
12.00 Calendar
12.30 Search for Tomorrow
12.45 The Guiding Light
1.00 Calendar
1.30 As the World Turns
2.00 Password
2.30 Gail Talk
3.00 To Tell the Truth
3.25 Happenings
4.00 World's Contrast
4.31 Nazzie Dazzle
5.00 Passport
5.30 Music Hop
6.00 Valentine's Day
6.30 Across Canada

L'univers féminin



L'op art aura sa place dans votre garde-robe fantaisiste de vacances. A gauche, un mélange de terylène et coton imprimé dans des tons de gris et d'orange pour ce fourreau court dont les manches longues à volants cachent du soleil trop brûlant les bras et épaules. A droite, tenue de campagne: un modèle de Michael London composé d'une blouse droite en terylène et coton avec manches fendues au coude. Le pantalon blanc classique est en fin coton coté.

Le comité féminin de l'OSM présente son rapport annuel

La 17e saison des concerts pour les jeunes organisés par le comité féminin de l'Orchestre



W. H. PERRON & Cie Ltée (37)
515 BOUL. LABELLE, L'ARBORE PLOUFFE, P.Q. (Montréal 40) TEL. MU. 1-1615

Cours de formation sociale

Par correspondance

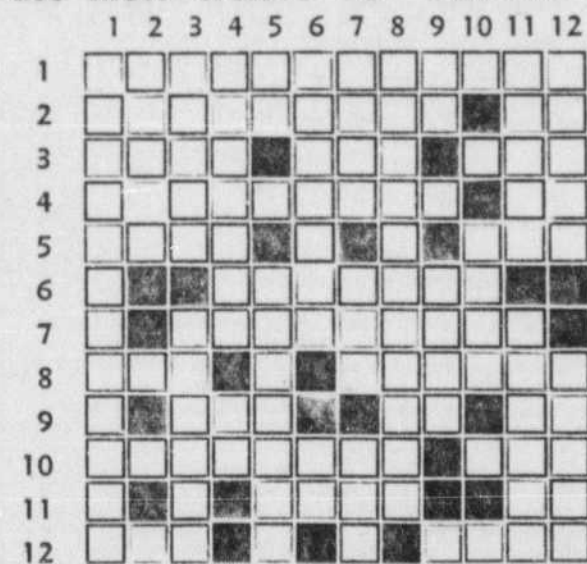
Etudes sociales, religieuses, politiques, économiques.

Annexé à l'Université de Sherbrooke
Diplôme en fin d'étude

POUR RENSEIGNEMENTS: LE SEMINAIRE SOCIAL PIE XII INC.
C.P. 610, NICOLET, P.Q.

Tél.: Montréal: 671-8382

Les mots croisés du "DEVOIR"



Horizontalement

- 1—Fasse diminuer la chaleur excessive
- 2—Pour faire boire les animaux — Dans la matinée
- 3—Existences — Petits cours d'eau — Solution d'un mystère
- 4—Orgueilleux — Note
- 5—Derrière un miroir — Aussitôt
- 6—Chiquenaude sur le nez
- 7—Avions en notre possession
- 8—Personnel — Justice
- 9—Employa — En eux — Article arabe
- 10—Sans ampleur — Grecque
- 11—Puissance industrielle — Article
- 12—Artère — A proximité

Verticalement

- 1—Qui fournit régulièrement ce que l'on consomme
- 2—Fit subir un dommage
- 3—Tremble — De jour
- 4—Renvoie le son — Note
- 5—Article — Assaut
- 6—Trouble provisoire du cerveau — Ville biblique
- 7—Parties du corps — Sot — Existe
- 8—Qui sont dignes de passer à la postérité
- 9—Infinitif — Agréable au toucher

Solution de samedi

- 1—REDRESSEMENT
- 2—AVIATEUR — SA
- 3—NEGRESSE — TIC
- 4—CIRERA — IRAN
- 5—OLE — NOM
- 6—UIE — TNP
- 7—UNS — CEDA
- 8—RAIDEUR — EGAL
- 9—ROI — USUELS
- 10—AGNEAU — OR
- 11—RUSTRE — NET
- 12—SE — ET — ATTIRE

Horizontalement

- 1—RANCOEUR — ARS
- 2—EVEIL — NARGUE
- 3—DIGRESSIONS
- 4—RARE — DIETE
- 5—ETERNITE — ART
- 6—SESAME — UE
- 7—SUS — CRU
- 8—EURENTE — SORT
- 9—RONDEUR
- 10—ESTAMPAGE — NI
- 11—NAIN — ALGER
- 12—POULS — TE

Chronique du lundi

De la pauvreté des idées à la réduction de la publicité

Guerre à la pauvreté, guerre à l'ignorance, guerre aux microbes, guerre au malheur, guerre à la bêtise, guerre à la saleté, guerre à la malhonnêteté, voilà autant de bons combats qui devraient faire se resorber le chômage en quelques jours si tout le monde s'y mettait... mais tous ceux qui placent responsabilité, raisons et causes sur les épaules d'autrui, ne lèveront pas le petit doigt pour prendre part à aucune de ces guerres. Et c'est assez rare actuellement qu'on entende un orateur, un conférencier, un politicien recommander l'effort personnel et la "guerre" à ses propres lacunes ou carences pour obtenir un redressement de situation; on conseille plutôt les réclamations, les revendications jusqu'à faire payer par les autres les pots cassés.

L'autre jour, devant les membres du club Saint-Laurent-Kiwamis, au sujet de la guerre à la pauvreté, après avoir recommandé à ses auditeurs, d'éviter de se perdre dans les querelles de mots, sur la définition de la misère, le cardinal Léger a invité son auditoire à entendre un autre son de cloche, et à considérer les causes et non pas la cause de la pauvreté parce qu'il n'y en a pas qu'une. "Je pense, a dit le cardinal, que les esprits systématiques qui ramènent les phénomènes de pauvreté à une seule cause se trompent, et qu'on entreprendrait mal la guerre à la pauvreté si on les suivait".

En énumérant diverses causes du malaise social actuel, le conférencier a mentionné tout d'abord les salaires trop bas, mais aussi l'éducation insuffisante, en particulier sur l'emploi de son revenu, le manque d'immersion contre la séduction de la publicité, les déficiences psychologiques, la maladie, l'hérédité, le milieu familial et social.

Qui pourrait nous démontrer jusqu'à quel point ce "manque d'immersion" débalance la faculté de discernement en face des possibilités des droits et des obligations de chacun, de chacune, devant les réalités énumérées plus haut: séduction de la publicité, déficiences psychologiques, hérédité, etc., etc.

Ne retenons que la "séduction de la publicité". Elle est grande, puissante, à peu près irrésistible pour ceux qui ne s'en défient pas. Et l'immersion réelle contre cette séduction signifierait un esprit éclairé, un jugement solide, beaucoup de sagesse et un caractère fort, capable de décider lui-même ses choix, ses options, ses opinions, son orientation. Ce qui ne se rencontre pas à toutes les portes.

Qui donc, aujourd'hui, après avoir entendu ou lu, pendant trois semaines ou six mois, les réclames commerciales quotidiennes sur tous les articles de luxe, sur les agréments de la vie facile et les avantages offerts par le commerce et l'industrie, à prix d'or ou... à crédit, peut ne pas se sentir privé et démuné et frustré, même pauvre, quand il découvre que jamais, il n'arrivera à posséder autant, à profiter autant, à jouir autant de la vie? Et de la fortune?

Disons en passant, que souventes fois, tout ce luxe et ces occasions de plaisir sont annoncées avec beaucoup plus d'attraits et d'art de persuasion que ne le sont les avantages et les mérites de la sobriété, de la simplicité de vie, de la sagesse et du bon sens.

Jusqu'à quel point hommes et femmes du siècle sont atteints, souvent victimes de cette séduction de la publicité? Enquêtes, rapports, études l'ont démontré à qui mieux mieux. Pour sa part, Betty Friedman a rédigé des chapitres entiers sur les méfaits de la séduction de la publicité chez les femmes qui y croient,

qui en rêvent, qui essaient d'en vivre! Les magazines féminins avec leur mentalité à l'eau de rose et leur philosophie simpliste sur l'existence de la femme attrapent quelques bons coups de balai. De même que ces imprimés destinés aux femmes mais inspirés et dirigés par des hommes à peu près dépourvus de sens psychologique sinon d'intelligence tout court. "Les magazines à grand tirage, dit Betty Friedman rivalisent féroce-ment entre eux, les chaînes de télévision s'engagent de plus en plus à convaincre les femmes qu'elles doivent acheter les produits que vantent les publicistes. Est-ce à dire que cette course délirante est parvenue à convaincre les créateurs de l'image que les femmes ne sont pas autre chose que des machines à acheter? Se trouveraient-ils finalement obligés d'entrer en compétition pour vider de toute pensée l'esprit des femmes? Une chose est certaine, c'est que l'accroissement de leurs difficultés semble être en proportion directe de la réduction toujours plus grande des dimensions intellectuelles de l'image. Au cours des années qui virent le monde des femmes se réduire aux dimensions du foyer, cinq de ces magazines féminins ont cessé toute publication; les autres sont au bord du désastre."

Dans son très beau livre, "Solitude au bord de la mer", Anne Lindbergh parle aussi quelque part des maisons encombrées d'articles de ménage, d'appareils ménagers, d'accessoires électriques souvent inutiles, achetés sur le conseil des publicistes pendant que l'esprit de la maîtresse de maison se vide d'idées, de pensées, de préoccupations intéressantes. Que dire de celles qui déséquilibrent leur budget pour parer aux outrages du temps, entretenir une jeunesse qui fuit, rien qu'à passer des commandes pour tous ces produits de beauté que la publicité présente comme plus merveilleux les uns que les autres et qui n'ont de pouvoir, si souvent, que pour remplir le tiroir-caisse du vendeur? Et il y a des femmes qui se sentent malheureuses et... "pauvres" parce qu'elles ne peuvent se procurer tout cet arsenal de peinture et de teinture, de colle et de cils artificiels, de traitements plastiques qu'on vient d'inventer pour... corriger les genoux pas "montrables" et ces collections de vêtements excentriques, pas montrables non plus, mais qu'on réussit à vendre et à faire porter aux femmes, même dans les rues, parce que la publicité leur offre: "Vous serez comme des déesses..." Il faut voir tout ce que ces idoles récoltent en fait de prestige, d'indépendance et d'avancement dans l'existence... avec des déshabillages qui veulent être insolents et qui ne sont que pitoyables.

Pour faire contrepois à la séduction de la publicité que les femmes ne prennent-elles goût à l'étude, à la lecture, à la culture de leur esprit? "De grâce, dit Pauline Le Comier, que nos contemporaines s'appliquent à discerner par elles-mêmes "ce qu'il faut penser" et des choses éternelles et du fait du jour! Qu'elles forment en elles une conscience adulte. Qu'elles se donnent un système de valeurs, s'y tiennent, et sachent y revenir d'elles-mêmes. Sans cette conscience autonome, comment résoudre les mille conflits de devoirs des vies d'aujourd'hui? Comment établir la mouvante hiérarchie d'obligations que chacun seul, peut apprécier pour son compte?" Sans cette "conscience autonome" comment se soustraire à la séduction de la publicité et au bourrage de crâne des propagandes?

Germaine BERNIER



Au cours de la récente assemblée annuelle de l'hôpital Sainte-Justine, le conseil d'administration a rendu hommage à neuf de ses fidèles serveurs depuis vingt-cinq ans. Sur la photo on remarque Mlle Ernestine Rioux, inf.; Mme Eva C. Mauffette; Mme Gisèle Blouin; Mlle Thérèse L'Allier, inf.; Sur la seconde rangée, dans le même ordre: M. Guy Gervais; Mlle Georgette Bérubé, bénévole; Mlle Fernande Lafleur; Mlle Felicia Jolicoeur, bénévole et M. Jean Beauchamp.

C'est à la coupe de cheveux qu'on reconnaît un bon coiffeur

Deux coiffeurs de Vancouver ont prédit que les Canadiennes adopteront un style de coiffure britannique, avec la coupe de cheveux s'amenuisant aux contours de la tête. M. et Mme Raymond Hennessey, de retour d'Angleterre, sont d'avis que les coiffures compliquées céderont le pas au style préconisé par Vidal Sassoon, de Grande-Bretagne.

Il y a deux ans, ce coiffeur britannique a jugé que le style "bouffant" ou autre arrangement similaire, vieillissait les femmes et leur enlevait leur personnalité.

Il se mit donc en quête d'inspirations nouvelles et opta pour la simplicité de lignes, caractéristique qui se retrouve dans les créations vestimentaires.

M. Hennessey, qui a travaillé avec le maître-coiffeur anglais estime que l'idée devrait plaire aux Canadiennes. "Cette conception ressemble à celle d'un modeliste, alors que la chevelure est taillée à la façon d'une pièce de tissu, mais selon une coupe individuelle plus seyante", d'expliquer le coiffeur de Vancouver. Il souligne que les jeunes femmes préfèrent souvent l'effet produit par une mèche plus longue sur un côté, ou autres détails fantaisistes, de coupe.

Les femmes plus âgées choisiront plutôt une coiffure de lignes simples mais élégantes. Les nouveaux styles offrent des variantes susceptibles de satisfaire tous les goûts, depuis les souples bouclettes d'allure très féminine, au genre le plus sophistiqué.

Il se mit donc en quête d'inspirations nouvelles et opta pour la simplicité de lignes, caractéristique qui se retrouve dans les créations vestimentaires.

M. Hennessey, qui a travaillé avec le maître-coiffeur anglais estime que l'idée devrait plaire aux Canadiennes. "Cette conception ressemble à celle d'un modeliste, alors que la chevelure est taillée à la façon d'une pièce de tissu, mais selon une coupe individuelle plus seyante", d'expliquer le coiffeur de Vancouver. Il souligne que les jeunes femmes préfèrent souvent l'effet produit par une mèche plus longue sur un côté, ou autres détails fantaisistes, de coupe.

Les femmes plus âgées choisiront plutôt une coiffure de lignes simples mais élégantes. Les nouveaux styles offrent des variantes susceptibles de satisfaire tous les goûts, depuis les souples bouclettes d'allure très féminine, au genre le plus sophistiqué.

Il se mit donc en quête d'inspirations nouvelles et opta pour la simplicité de lignes, caractéristique qui se retrouve dans les créations vestimentaires.

M. Hennessey, qui a travaillé avec le maître-coiffeur anglais estime que l'idée devrait plaire aux Canadiennes. "Cette conception ressemble à celle d'un modeliste, alors que la chevelure est taillée à la façon d'une pièce de tissu, mais selon une coupe individuelle plus seyante", d'expliquer le coiffeur de Vancouver. Il souligne que les jeunes femmes préfèrent souvent l'effet produit par une mèche plus longue sur un côté, ou autres détails fantaisistes, de coupe.

Les femmes plus âgées choisiront plutôt une coiffure de lignes simples mais élégantes. Les nouveaux styles offrent des variantes susceptibles de satisfaire tous les goûts, depuis les souples bouclettes d'allure très féminine, au genre le plus sophistiqué.

Il se mit donc en quête d'inspirations nouvelles et opta pour la simplicité de lignes, caractéristique qui se retrouve dans les créations vestimentaires.

M. Hennessey, qui a travaillé avec le maître-coiffeur anglais estime que l'idée devrait plaire aux Canadiennes. "Cette conception ressemble à celle d'un modeliste, alors que la chevelure est taillée à la façon d'une pièce de tissu, mais selon une coupe individuelle plus seyante", d'expliquer le coiffeur de Vancouver. Il souligne que les jeunes femmes préfèrent souvent l'effet produit par une mèche plus longue sur un côté, ou autres détails fantaisistes, de coupe.

Les femmes plus âgées choisiront plutôt une coiffure de lignes simples mais élégantes. Les nouveaux styles offrent des variantes susceptibles de satisfaire tous les goûts, depuis les souples bouclettes d'allure très féminine, au genre le plus sophistiqué.

Il se mit donc en quête d'inspirations nouvelles et opta pour la simplicité de lignes, caractéristique qui se retrouve dans les créations vestimentaires.

M. Hennessey, qui a travaillé avec le maître-coiffeur anglais estime que l'idée devrait plaire aux Canadiennes. "Cette conception ressemble à celle d'un modeliste, alors que la chevelure est taillée à la façon d'une pièce de tissu, mais selon une coupe individuelle plus seyante", d'expliquer le coiffeur de Vancouver. Il souligne que les jeunes femmes préfèrent souvent l'effet produit par une mèche plus longue sur un côté, ou autres détails fantaisistes, de coupe.



Mlle Diane Berthelet, fille de M. et Mme Raymond Berthelet et M. Paul Frappier, fils du Dr et de Mme Armand Frappier dont le mariage a été célébré samedi le 14 mai, en l'église St-Maurice de Duvernay.

Camps d'information pour futures religieuses

Faire son noviciat devient presque un phénomène passé. De plus en plus de communautés religieuses pour jeunes filles ont substitué à ce noviciat classique des camps d'information permettant à toute jeune fille intéressée par la vie religieuse, d'aller se renseigner sur place, pendant une semaine ou quinze jours, des conditions de vie des femmes en communauté.

Fondée en 1950, à Montréal, par le Rév. Père Eusèbe-Marie Menard, O.F.M., la congrégation des Soeurs des Saints-Apôtres n'échappe pas à ce renouvellement des structures mêmes de la vie religieuse. Aussi, organi-

sent-elles, chaque année, depuis quatre ans, des camps d'information pour les jeunes filles de 18 ans et plus, désireuses de connaître la vie religieuse dans sa réalité à la fois simple et mystérieuse. Cette meilleure connaissance permet, en effet, aux jeunes filles de choisir plus lucidement un état de vie à partir de la découverte du plan de Dieu sur elles. A celles qui songeraient à la vie religieuse, cette forme d'information est précieuse. Quant à celles qui fonderont un foyer, elles y trouveront tout de même un enrichissement propice à l'élection d'authentiques vocations pour demain.

C'est dans les Laurentides, pendant la saison des vacances, que fonctionneront ces camps d'information. Le premier organisé par les Soeurs des Saints-Apôtres aura lieu du 27 juin au 9 juillet et le second du 21 au 29 août. Les jeunes filles, par groupe de vingt sous la direction de prêtres spécialisés et de religieuses, passeront cinq jours près d'un lac isolé dans un climat de simplicité, d'amitié, d'échange et d'entraide. Des journées ou s'inscrivent conférences, cercles d'études et forums, excursions et balades, ne peuvent mieux se terminer que par un dialogue franc et honnête de part et d'autre sur les avantages et inconvénients de la vie religieuse au vingtième siècle.

Un garçon d'ascenseur devient millionnaire

NEW YORK. — Une Américaine de Manhattan a légué plus de \$250.000 à un préposé à l'ascenseur en récompense de ses loyaux services.

Cette somme représente la plus grande partie des biens ayant appartenu à Ella Veronica King, décédée au mois de mars dernier, à l'âge de 85 ans.

Christopher Kenny, de Teaneck, New Jersey, préposé à l'ascenseur dans l'immeuble où cette dame logeait, a déclaré qu'il était ébahi par cette fortune inespérée.

Nouveau conseil des femmes ontariennes

NIAGARA FALLS. — Mme G.G. Henderson, de Hamilton, a été élue présidente du Conseil des femmes de l'Ontario, lors de l'assemblée annuelle de l'association qui avait lieu récemment à Niagara Falls.

Mme Henderson succède à Mme W.P. Augustine, de Windsor, qui assumait la présidence depuis trois ans.

Le nouveau conseil se compose outre la présidente de sept membres, représentant les villes de Toronto, Orillia, et Brantford.

DÉCORATEURS-ENSEMBLIERS

LAURENT LAMY
DÉCORATEUR-ENSEMBLIER

788, Wilder
Montréal 8 — 737-1955

VIAU, MORISSET INC.

décorateurs-ensembliers
Jacques Viau Bernard Morisset
Laurent Bérubé Jules Laporte
Luc Savard Marguerite Senay

720, boul. Décarie
Saint-Laurent 747-9921

VOULEZ-VOUS FAIRE UN MARIAGE HEUREUX?

Jeunes gens — Jeunes filles
Célibataires — Veufs ou veuves
de 21 à 70 ans

Le Centre François-Vanier possède une méthode unique et des milliers de partis sérieux dans chaque région du Québec

NE PAS CONFONDRÉ AVEC LES "AGENCES MATRIMONIALES"

Vous attendez le hasard d'une rencontre? Il y a grand risque pour vous d'attendre des années. Tandis qu'au C.F.V. les personnes qui vous seront suggérées sont toutes membres du Centre et leur goût, leur préférence, personnalité, physique, niveau intellectuel et social ont été annotés et analysés. Ces personnes nous viennent de toutes les parties de la Province de Québec. Le C.F.V. reçoit des milliers de demandes et ses méthodes uniques et ultra-modernes sont reconnues et employées à travers le monde.

Faites le premier pas vers le bonheur

Remplissez le coupon ci-dessous, et postez. Vous recevrez sous peu une documentation fascinante, gratuite qui changera votre vie. Des milliers de personnes se marient de cette façon nouvelle et moderne.

Une discrétion TOTALE vous est formellement garantie

CENTRE FRANÇOIS-VANIER, 3555 est, boul. METROPOLITAIN, Suite 801, Montréal 38.

Veuillez m'envoyer (envoi discret et cacheté) votre documentation sans aucun engagement de ma part. (J'inclus 25 cts pour frais de manipulation).

NOM

RUE

VILLE

COMTE

PROV.

LD-13-5

Goutte-Vin dit "TASTEVIN"

Accessoire de dégustation bien connu des Amateurs de Vin et des Gourmets



Un homme de bon goût a une BIBLIOTHÈQUE



et une VINOTHÈQUE qu'il garnit l'une, de beaux livres l'autre, de bonnes bouteilles.

Pour choisir les vins ou les autres, demandez notre Guide d'Achats et nos prospectus pour vos casiers à bouteilles et vos vases à vin.

AU CEP D'ANJOU

473, Avenue Ogilvy — Montréal 13

Tél.: 276-1124 ou 276-1127

"Potasse et engrais pour les marchés mondiaux, en pleine expansion"

potins financiers

Les Bourses de Montréal, Toronto, New York, Londres et Paris étaient fermées comme de coutume le 15 mai, de même que les marchés de grains de Chicago et de Winnipeg, d'où l'absence des tableaux réguliers dans nos pages de finance ce matin.

L'affaiblissement des stocks canadiens et américains la semaine dernière a rendu les spéculateurs nerveux, mais on notait, sur la fin de la dernière séance, que la pression des ventes paraissait moins forte, d'où il est possible que le comportement des Bourses de notre continent soit meilleur ces jours-ci, d'autant plus que Wall Street n'a cessé de baisser durant les 5 semaines précédentes.

Les droits sur Ranger Oil (Canada) Limited se transigeront sur une base régulière dès ce matin, sur la Bourse Canadienne, à son ouverture.

5.000.000 d'actions, sans valeur nominale, dont 3.040.000 sont émises et en circulation, de Sturgeon Petroleum Ltd, seront sur une base régulière des valeurs de la Bourse Canadienne à son ouverture aujourd'hui.

Trans-Kébec & Normandie tiendra son 41ème congrès annuel au Château Frontenac le 22 mai. Il y a un programme chargé.

C'est demain que Bruneau Mines réunira ses actionnaires en assemblée à Montréal, de même que la Cie Financière de Suez.

Deltona Corporation réunira ses actionnaires, demain, à New York, pour la tenue de son assemblée annuelle.

M. Jean-Claude Legault, président de la Chambre de Commerce des Jeunes du District de Montréal donnera une conférence de presse qui se tiendra aujourd'hui le 16 mai au Distilleries Melchers, 940, Côte-de-Liesse à compter de 4:30 h. p.m. A cette occasion, M. Legault dévoilera un projet d'ordre économique, unique en son genre, et réalisé pour la première fois au Canada. Vous aurez l'occasion d'y rencontrer d'importants hommes d'affaires québécois qui collaboreront à ce projet ainsi que les membres Jeune Commerce affectés par le projet.

L'assemblée générale annuelle de l'Association des manufacturiers canadiens aura lieu les 5, 6 et 7 juin en l'hôtel Reine-Elisabeth, à Montréal. Le premier vice-président de l'Association doit accéder à la présidence, le mardi 6 juin. Il s'agit de M. Henri-W. Joly, président de B. Houde & Grothe Ltée, de Québec.

Investment Foundation réunira ses actionnaires ce midi en assemblée à Montréal. Langis Silver tiendra demain son assemblée annuelle à Toronto.

Jeu de cette semaine, Westburne Industries réunira ses actionnaires en assemblée à 11 h. 30 à Montréal. Le même jour, Western Canadian Minerals en fera autant à Calgary. Vendredi de cette semaine, Paramax Mines réunira ses actionnaires en assemblée à Toronto.

C'est aussi demain que DOM-TAR Ltd tiendra son assemblée annuelle à 11h. 30 à l'hôtel Windsor dans notre ville.

commentaires sur L'ACTUALITÉ FINANCIÈRE

L'actif de la Sun Life du Canada excède les \$3.000.000.000 pour la 1ère fois

La Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie, a atteint un autre sommet à la fin de mars, lorsque son actif a dépassé \$3 milliards.

La Sun Life est la plus importante compagnie d'assurance-vie canadienne et occupe le deuxième rang en Amérique du Nord, avec un encours global de plus de \$13 milliards en 1965. Compagnie mutuelle, l'entreprise est la propriété entière des détenteurs de polices participantes.

L'actif de la Sun Life se chiffre maintenant à \$3.019.794.629 investis principalement dans les catégories suivantes: 18% en obligations fédérales, provinciales, municipales et en obligations d'autres gouvernements; 32% en obligations de compagnies; 9% en actions ordinaires et privilégiées; 35% en prêts hypothécaires et 3% en placements immobiliers.

Ces placements jouent un rôle de premier ordre dans le développement de plusieurs secteurs de l'économie.

Le Trust Royal vient d'ouvrir un bureau à Dublin

On annonce en fin de semaine l'ouverture d'un bureau de la compagnie du Trust Royal à Dublin (Irlande). Cette filiale à propriété entière vient juste d'être créée sous le nom de "Royal Trust Company (Ireland) Limited", avec à sa tête M. A. W. Warnock de Dublin, comme président; M. G. W. P. Camble qui était précédemment au bureau de Londres (Angleterre) de la Royal Trust Company of Canada, en est le gérant. En 1954, le Trust Royal avait créé la filiale "Liffey Trust Ltd" de Dublin, pour s'occuper d'un certain nombre d'affaires, mais son activité ne requerrait pas de bureau. La compagnie était alors représentée par un cabinet de conseillers juridiques de Dublin.

Le Trust Royal, explique M. Conrad Harrington, président de la compagnie, voit dans l'Irlande un vaste champ d'action largement ouvert aux nombreux services que la compagnie peut procurer et dont l'importance justifie pleinement la création de cette filiale et l'ouverture d'un nouveau bureau.

M. Harrington se rendra à Dublin au début du mois de juin pour l'inauguration officielle. Il sera accompagné de M. Jack Pembroke, C.B.E., président du conseil d'administration. En plus de cette filiale de Dublin, le Trust Royal a un bureau à Londres (Angleterre) et un à Saint-Hélène (le Jersey). Au Canada, son important réseau s'étend d'un océan à l'autre et compte 25 succursales situées dans les principales villes.

Patino affiche un revenu meilleur

M. E. R. E. Carter, président et administrateur délégué de Patino Mining Corp., fait rapport aux actionnaires de ce qui s'est passé dans le dernier trimestre.

Le profit net s'est élevé à \$404.550 (\$288.123). Les recettes nettes provenant de l'exploitation, déduction faite des dépenses d'additions aux immobilisations et de développement différé, se sont chiffrées à \$681.389 (\$609.462).

La valeur du cuivre dont le prix n'était pas encore fixé au 31 mars a été calculée à raison de 29¢ la livre. Si le prix fixé pour le mois de mars était réalisé pour cette production, une somme additionnelle de \$520.000 serait ajoutée aux recettes.

Au 31 mars 1966, les investissements dans les filiales non consolidées figuraient dans les livres à une valeur comptable de \$11.528.022 (\$10.430.756). Les investissements dans les sociétés associées et autres, qui figuraient dans les livres à une valeur comptable de \$15.075.883 (\$12.803.993), avaient une valeur au marché ou une valeur estimée de \$28.785.451 (\$23.147.042). La valeur des investissements, à l'exclusion de la Copper Rand Mines mais comprenant les investissements dans les filiales non consolidées figurant dans les livres à leur valeur comptable, était de \$10.42 par action, calculée sur le nombre d'actions actuellement en circulation.

Un dividende de 12½¢ par action sera payé le 24 juin aux actionnaires inscrits aux livres le 8 juin.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars, 161.073 tonnes de minerai ont été traitées, soit une moyenne de 1.790 tonnes par jour. En 1965, cette moyenne quotidienne s'était établie à 1.884 tonnes.

La teneur moyenne du minerai traité a été de 2,12% de cuivre et 0,45 once d'or. La production de concentrés s'est élevée à 13.153 tonnes d'une teneur de 24,4% de cuivre et 0,45 d'or. Les récupérations du cuivre et de l'or ont été de 95,1% et 83,0% respectivement.

Exercices d'options effectuées sur la Bourse Canadienne ces jours-ci

La Bourse Canadienne a été avisée par Tache Lake Mines Limited que la compagnie a reçu paiement pour 175.000 actions à 15¢ chacune, représentant le solde de l'option qui était due le 11 mai 1966, en vertu de l'accord en date du 11 mars 1965, conclu avec T. M. Lanthier & Company Limited. Il reste, maintenant, 200.000 actions à 20¢, échéant le 11 août 1966 et 200.000 à 25¢ dues le 11 novembre 1966, en vertu du même accord conclu avec T. M. Lanthier & Company Limited.

Wisconsin Mining Company Limited a notifié la Bourse Canadienne qu'elle a reçu paiement pour 200.000 actions à 35¢ chacune, représentant l'option qui était due le 3 mai 1966, conformément à l'accord en date du 7 juillet 1966, conclu avec E. H. Pooler & Co. Limited, au nom d'un client. Il reste maintenant, 200.000 actions à 40¢ chacune, dues le 5 novembre 1966 ainsi que 200.000 actions, à 45¢ chacune, dues le 5 février 1967, en vertu du même accord. Les spéculateurs doivent se garder de croire que les prix des options seront toujours atteints. Loin de là, mais dans l'affirmative, cela serait bien intéressant pour ceux qui en détiennent.

Marcel CLEMENT

Nos banques nous donneront un service rapide

Grâce à la Cie Burroughs Business Machines Ltd

D'ici quelque temps, les clients des banques à travers tout le pays découvriront avec plaisir que l'attribution habituelle du lundi au vendredi aura disparu au guichet des caissiers.

De plus, ils constateront que leurs dépôts, retraits et mises à jour des carnets d'effets seront en quelques secondes. A leur grande surprise, ils remarqueront que toute question concernant les soldes de leurs comptes de même que les intérêts n'obligera plus les caissiers à quitter leur comptoir pour vérifier dans les classeurs, mais recevront une réponse précise, instantanée et automatique.

Un changement aussi soudain dans l'amélioration du service aux clients des banques est le résultat anticipé par le système de traitement en direct offert aux banques par la compagnie Burroughs Business Machines Ltd.

En quelques mots, voici comment fonctionne ce système:

Un client désirant effectuer un dépôt à la banque présente son argent accompagné d'un bordereau de dépôt et de son carnet au caissier. Le caissier insère le bordereau de dépôt et le carnet dans la machine au comptoir puis il compose le numéro du client sur le clavier de cette machine de même que le solde inscrit au carnet et le montant de la transaction.

Tous ces renseignements sont transmis instantanément par le truchement de lignes téléphoniques au cerveau électronique B300 en quelque lieu qu'il soit. Le cerveau reçoit le message, va chercher dans ses mémoires le compte en question, vérifie si le compte choisi est le bon, additionne le nouveau dépôt au compte de même que l'intérêt s'il y en a, calcule le nouveau solde et renvoie le résultat à la machine de comptoir.

A ce moment, la transaction est complète, avec addition d'intérêt, nouveau solde, etc., est automatiquement imprimée dans le carnet du client. Tout ceci s'accomplit en quelques secondes seulement.

Le système Burroughs tient à jour à chaque seconde de la journée tous les comptes dont il a la charge, ce qui réduit de beaucoup la manipulation de papier. Ceci est une des raisons principales pour lesquelles une banque choisira un système en traitement direct. Il peut constamment donner un avertissement au sujet de toute condition spéciale ou renseigner sur la situation d'un compte.

Même les employés de la banque bénéficient aussi du système en traitement direct: le travail de routine étant fait pour eux, ils sont maintenant en mesure de faire ce qu'un cerveau électronique ne peut faire, c'est-à-dire entretenir par leur gentillesse et leur attitude hospitalière une atmosphère accueillante qui est la marque des banques canadiennes.

Nomination à International Paints



M. JAMES E. DEANS

M. C. A. Richardson, président et directeur général d'International Paints (Canada) Limited, a annoncé la nomination de M. James E. Deans comme vice-président (mise en marche).

Né à Sorel, M. Deans a fait ses études au collège Notre-Dame et à l'Académie Québec et est entré au service d'International Paints en 1935, à Montréal. Après un apprentissage aux bureaux généraux et à la division des produits pour la marine, M. Deans est devenu représentant en 1946. Il a été nommé directeur adjoint des ventes en 1956, et directeur des ventes en 1958.

Disposant d'une connaissance étendue des conditions du commerce au Québec, M. Deans a été nommé adjoint au vice-président chargé des ventes et directeur des ventes pour le Québec en 1965, poste qu'il a occupé jusqu'à présent.

M. Deans est membre du conseil d'administration de l'Association des fabricants de peintures du Québec.

Rusty Lake Mining intéressée dans Larchmont Mines

La compagnie minière Rusty Lake Mining Corporation s'est récemment portée acquéreur d'un intérêt de 50% dans un bloc de 25 claims miniers couvrant 1000 acres de terrain appartenant à Larchmont Mines Ltd. et situé dans le Canton de Lesseps en Gaspésie. Le programme initial d'exploration comprendra un relevé magnétique et un relevé géochimique, lesquels seront entrepris aussitôt que le sol sera découvert. La propriété est située dans le coin sud-est du Canton de Lesseps, à environ 4 milles de l'importante découverte cuprifère de Terre Nova. A la mine d'argent de Rusty Lake Mining Corporation, dans le district de Gowganda, Ontario, une nouvelle veine contenant au moins 4000 onces d'argent à la tonne a été mise à découvert au début de cette semaine. La veine qui avait été antérieurement coupée par un forage au diamant est associée à une importante faille verticale. Elle est située à environ 250 pieds du puits principal à l'élévation de la deuxième galerie soit 176 pieds au-dessous de la surface. Deux équipes de mineurs poursuivent le développement et l'exploitation de cette veine.

IMPERIAL TOBACCO COMPANY OF CANADA, LIMITED

DIVIDENDES



AVIS est par les présentes donné qu'un dividende intermédiaire (no 385) de dix-sept et demi cent de par action sera payé aux actionnaires ordinaires de la Compagnie, payable le jeudi 30 juin 1966 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le mardi 31 mai 1966.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
le secrétaire,
Bernard DANSEAU
Montréal, le 13 mai 1966.

HOMMES D'AFFAIRES CANADIENS: L'ÉTAT DE NEW YORK DE QUALITÉ DES E.-U., VOUS RENSEIGNERA GRATUITEMENT SUR SES RESSOURCES INDUSTRIELLES

Si vous importez des États-Unis, l'État de New York est votre fournisseur tout désigné. En effet, sur 416 catégories d'activités industrielles relevées par le service de recensement des industries américaines, 403 sont représentées dans l'État de New York. Quelle que soit la nature de vos importations, vous les trouverez à votre porte — ce qui ne manquera pas de faciliter l'expédition au Canada.

UN SERVICE GRATUIT vous permet de trouver les fournisseurs dont vous avez besoin. Faites-nous connaître vos exigences, et nous les communiquerons, sans aucuns frais pour vous, aux fabricants intéressés de l'État de New York. Notre service se compose d'hommes d'affaires qui sauront comprendre vos problèmes et en trouver la solution. Veuillez simplement dresser, sur votre papier à en-tête, une liste des produits dont vous avez besoin, et l'envoyer à l'adresse suivante: NEW YORK STATE DEPARTMENT OF COMMERCE, Division of International Commerce, Dept. L.O. 230 Park Avenue, New York 17, N.Y., U.S.A.

Selon la Banque de N.-E.

Un des aspects les plus marquants de la poussée que connaît la production de nouveaux engrais actuellement, peut-on lire dans le dernier numéro de la Revue mensuelle de la Banque de Nouvelle-Ecosse, est l'ampleur de l'exploitation des ressources de potasse du Canada. Vers 1970, le Canada sera devenu le plus grand fournisseur de potasse et aura un potentiel de production d'au moins six millions de tonnes.

Même si les engrais ne représentent que l'un des nombreux facteurs en corrélation qui contribuent à l'augmentation de la production agricole, leur rôle est important et bien défini. En effet, la consommation mondiale totale (en termes des éléments nutritifs pour la culture, azote, phosphate et potasse) augmente rapidement, depuis ces trois dernières années surtout. Concurrentement, le marché croissant des engrais, ainsi que les augmentations notables et continues que l'on prévoit, a amené les producteurs du monde entier à augmenter leur capacité de production.

La mise en valeur des ressources de potasse du Canada, à la fois de soi, et encouragée par la forte demande sur les marchés mondiaux, et elle reflète, bien que partiellement, le potentiel des riches gisements de la Saskatchewan. Ces gisements peuvent être exploités sur une grande échelle et à des frais modiques, et ils ont attiré l'attention des principaux producteurs de potasse du monde. On peut facilement comprendre leur intérêt puisque les régions du globe où il serait possible d'accroître la production sont relativement limitées et que les frais de production sont de plus en plus élevés dans les mines déjà établies en Europe et aux États-Unis.

En présence de l'ampleur que prend l'exploitation des gisements de potasse, il est facile de négliger l'importance de l'expansion actuelle de la production d'engrais au phosphate et au nitrogène au Canada. Au cours de 1965-66, la capacité de production d'ammoniac, point de départ important dans l'augmentation de la production d'engrais, aura triplé, de même que celle des engrais très concentrés comme le phosphate d'ammoniac et l'urée. La poussée de la demande sur les marchés domestiques a été, dans ce remarquable essor, d'une importance beaucoup plus grande qu'au cours des périodes d'expansion précédentes bien que les marchés d'exportation soient toujours de grande portée.

L'augmentation de la consommation d'engrais au Canada a été rapide, au cours de ces dernières années surtout; entre 1949 et 1957, le taux moyen annuel de cet accroissement n'était que d'un peu plus de 3% tandis qu'il a été de 12% au cours des huit dernières années. Bien que la consommation ait augmenté d'une façon relativement soutenue dans l'Est du Canada, en Ontario surtout, la montée accélérée de ventes a été particulièrement remarquable dans les provinces des Prairies. Les importants facteurs de cet accroissement dans cette région au cours des cinq dernières années ont été, sans aucun

doute, les conditions atmosphériques favorables en général et un marché beaucoup plus ferme pour le blé.

La Revue fait remarquer que des forces fondamentales concourent à l'augmentation soutenue de l'utilisation d'engrais au Canada. Il va de soi que cette augmentation de la part des cultivateurs canadiens, dépendra de la fermeté de la demande de produits agricoles. Bien qu'au point de vue de la consommation les perspectives soient plus incertaines dans l'Ouest que dans l'Est, la demande d'engrais des provinces des Prairies pourrait bien monter en flèche au cours de la prochaine décennie si les marchés du blé demeurent favorables et si l'expansion à long terme prévue pour les marchés des bestiaux se réalise.

Même si l'offre des engrais au nitrogène et au phosphate sur les marchés a été limitée par la demande soutenue sur les marchés domestiques au cours de ces quelques dernières années, les marchés d'exportation, aux États-Unis principalement, sont toujours aussi importants. La potasse surtout est exportée puisque la demande domestique, même au rythme actuel de production, représente moins de 10% de cette production. Les États-Unis constituent le plus grand marché potentiel; les exportations de potasse du Canada vers ce pays au cours de l'année dernière représentaient les trois quarts environ du total; le deuxième marché, par ordre d'importance, fut le Japon.

Pour l'avenir, on décelé une forte possibilité de surproduction temporaire. Quant à la potasse, selon une étude effectuée récemment par le service administratif de Tennessee Valley aux États-Unis, on estime que la capacité de production augmentera de 65% d'ici 1970, pour atteindre 24 millions de tonnes, et que cette augmentation se produira, en grande partie, au Canada. Les prévisions de l'industrie pour la consommation en 1970 varient considérablement, mais l'estime la plus forte laisse quand même une grande marge de production excédentaire.

Bien qu'une période de conditions difficiles sur les marchés semble s'annoncer, il y a un certain nombre de facteurs qui pourraient modifier la situation, y compris la possibilité que les aménagements de production prévus ne soient pas mis en service à la date fixée. Concurrentement, si la production mondiale de potasse et d'autres engrais s'accroît d'une façon accélérée, il faut aussi considérer l'accroissement rapide de la population du globe. Un problème critique demeure: la menace de graves pénuries d'aliments dans les pays en voie de développement. Il est probable que l'aide alimentaire à ces pays gardera son importance, mais en vue des énormes besoins, qui ne cessent de s'accroître d'ailleurs, il n'y a qu'une solution pour y remédier: l'intensification de la productivité agricole dans ces pays. Pour y arriver, une plus grande utilisation d'engrais demeure un des plus grands espoirs. L'avenir, termine la Revue, fait appel à toutes les ressources pour découvrir les moyens nécessaires pour apaiser la faim dans le monde.

Régie de la Place des Arts

EMISSION D'OBLIGATIONS DE \$13,000,000
DEMANDE DE SOUMISSIONS

La Régie de la Place des Arts (ci-après appelée la "Régie"), demande par les présentes des soumissions pour l'achat de \$13,000,000, montant en principal de ses obligations datées du 1er juin 1968. Les obligations seront remboursables par la Régie, soit par rachat à échéance, soit par appel pour rachat, le 1er juin des années 1967 à 2006 inclusivement à raison des montants en principal montrés vis-à-vis chacune des années dans le tableau ci-après. Il sera loisible au soumissionnaire de soumettre un prix pour:

soit des obligations en série;
soit des obligations à fonds d'amortissement;
soit à la fois des obligations en série et des obligations à fonds d'amortissement, pourvu, dans ce cas, que les obligations qui ne sont pas des obligations en série, soient des obligations à fonds d'amortissement comportant l'obligation pour la Régie d'en racheter, commençant pas plus tard que durant l'exercice suivant immédiatement celui durant lequel arrive à la dernière échéance des obligations en série, le montant en principal montré vis-à-vis chaque année dans le tableau suivant:

1er juin	Remboursement	1er juin	Remboursement
1967	84,000	1987	269,000
1968	89,000	1988	286,000
1969	94,000	1989	303,000
1970	100,000	1990	321,000
1971	106,000	1991	340,000
1972	113,000	1992	361,000
1973	119,000	1993	382,000
1974	126,000	1994	405,000
1975	134,000	1995	429,000
1976	142,000	1996	455,000
1977	150,000	1997	483,000
1978	160,000	1998	512,000
1979	169,000	1999	542,000
1980	179,000	2000	575,000
1981	190,000	2001	609,000
1982	201,000	2002	645,000
1983	213,000	2003	684,000
1984	226,000	2004	726,000
1985	240,000	2005	769,000
1986	254,000	2006	813,000

Les obligations à fonds d'amortissement seront rachetables au pair pour fins des remboursements obligatoires. Les obligations, tant en série qu'à fonds d'amortissement, sont aussi sujettes à rachat à compter du 1er juin 1966, au choix de la Régie, en totalité ou en partie, à leur montant en principal et l'intérêt couru à la date du rachat, plus une prime égale à 1% de 1% pour chaque période de 12 mois comprise entre la date du rachat et la date d'échéance, dans chaque cas, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours.

La Régie aura, cependant, le droit de satisfaire à ses engagements, en totalité ou en partie, pour les fins du fonds d'amortissement, en achetant des obligations, en tout temps ou de temps à autre, à un prix n'excédant pas le pair plus l'intérêt couru et impayé.

Le principal, l'intérêt, et s'il y a lieu, la prime de rachat seront payables en monnaie légale du Canada au bureau principal de la Banque de Montréal, la Banque Canadienne Nationale, la Banque Royale du Canada ou la Banque Provinciale du Canada, dans les villes de Montréal, Toronto, Halifax, St. John, N.B., Québec, Winnipeg ou Vancouver, au choix du détenteur.

Les obligations sont émises sous forme d'obligations avec coupons en coupures de \$1,000, \$25,000 et \$100,000 susceptibles d'immatriculation quant au principal seulement et sous forme d'obligations entièrement immatriculées en coupures de \$1,000 et multiples de cette somme. Les obligations entièrement immatriculées peuvent être échangées pour un montant total en principal d'obligations avec coupons en coupures de \$1,000 ou d'obligations entièrement immatriculées de toutes autres coupures autorisées ou d'obligations de l'une et l'autre de ces formes, de même échéance de cette émission. Les obligations avec coupons en coupures de \$25,000 et \$100,000 avec tous les coupons non échus y attachés peuvent être échangées pour un montant total en principal égal d'obligations avec coupons en coupures de \$1,000 de même échéance de cette émission avec tous les coupons non échus y attachés. Ces échanges peuvent être faits au bureau principal du registraire, le Trust Général du Canada, en la ville de Montréal. Le premier échange des obligations de la livraison initiale est gratuit; tout échange subséquent est sujet au paiement des honoraires raisonnables que prescrira de temps à autre la Régie.

Des registres pour l'immatriculation, le transfert et l'échange des obligations seront tenus au bureau principal du Trust Général du Canada, à Montréal.

Le gouvernement de la province de Québec et la Ville de Montréal s'engageront par convention de fiducie à payer à part égale les déficits de la Régie (y compris l'intérêt et l'amortissement de ses obligations), tant qu'il y aura des obligations en cours ou qu'il n'y aura pas été pourvu à leur remboursement.

Le produit des obligations servira à payer le coût de construction, y compris l'acquisition du terrain, d'un édifice logeant deux salles de spectacles et le solde, s'il en est, servira aux fins générales de la Régie.

Les soumissions doivent être pour l'achat de la totalité des obligations et non pas pour une partie des obligations. Les soumissions doivent spécifier un seul taux nominal d'intérêt pour chacune des échéances des obligations et un seul prix à payer exprimé en pourcentage du montant en principal de la totalité des obligations; les taux d'intérêt doivent être en multiple de 1/8%. Le prix à payer ne doit pas être moindre que 98% du montant en principal des obligations.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque ou de chèques visés d'un montant total de \$280,000 constituant un dépôt de 2% du montant en principal des obligations, payables à Montréal, en monnaie légale du Canada et émis à l'ordre de la Régie de la Place des Arts. Ce montant doit servir de garantie d'exécution de contrat par le soumissionnaire adjudicataire et en cas de défaut sera retenu par la Régie comme dommages-intérêts liquides.

Dans le cas d'une soumission faite par un groupe de soumissionnaires, ces derniers seront conjoints et solidaires et chaque membre du groupe devra signer la formule montrée en annexe "A" de la formule de soumission. La soumission doit être faite sur une formule et remise dans une enveloppe fermée par la Régie, au bureau de la Régie, 175, rue Ste-Catherine, Montréal, P.Q., avant 10:00 heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est, le 18 mai 1966.

La formule de soumission, l'enveloppe de soumission, les formules des obligations, le texte de la convention de fiducie et des renseignements relatifs à la situation financière de la Régie, la province de Québec et la Ville de Montréal peuvent être obtenus, sur demande, au bureau du contrôleur de la Régie.

Nul ne peut soumettre ou participer à plus d'une soumission.

Toutes les soumissions seront ouvertes par le Directeur général de la Régie à son bureau, à 10:00 heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est, le 18 mai 1966. Chaque soumissionnaire peut être présent ou représenté à l'ouverture des soumissions.

Pour les fins d'apprécier les soumissions, la Régie (i) traitera les remboursements annuels pour les fins du fonds d'amortissement comme des échéances en série, et (ii) déterminera le taux d'intérêt effectif de chaque soumission en divisant la somme des intérêts plus l'escompte (ou moins la prime s'il y a lieu) sur la totalité des obligations qui comporte cette soumission par le produit des montants en principal remboursables chaque année par leurs termes respectifs et par la moitié de la somme de un dollar plus le prix par \$1.00 d'obligation offert par cette soumission.

La Régie pourra, à sa discrétion, accepter toute soumission, mais elle ne sera tenue d'en accepter aucune. Si la Régie accepte une soumission, l'adjudicataire sera avisé de l'acceptation de sa soumission avant cinq heures de l'après-midi le 18 mai 1966 par le Directeur général de la Régie ou son représentant.

Si une soumission n'est pas acceptée, la Régie retournera immédiatement au soumissionnaire le chèque ou les chèques déposés avec telle soumission.

Si une soumission est acceptée, le chèque ou les chèques déposés par le soumissionnaire adjudicataire seront retenus sans intérêt en acompte sur le prix d'achat des obligations sous réserve des dommages-intérêts prévus en cas de défaut.

La Régie paiera toutes les dépenses de préparation, d'émission, d'exécution et de livraison des obligations. Le soumissionnaire adjudicataire paiera ses versements légaux. La Régie fournira tous les documents requis et nécessaires pour établir la validité des obligations et l'autorité en vertu de laquelle la Régie émet ces obligations et fournira tous les états financiers et autres renseignements nécessaires à l'offre au public des obligations au Canada.

Tous les autres détails relatifs aux conditions de la vente des obligations et aux engagements respectifs de la Régie et des soumissionnaires sont contenus dans la formule de soumission ci-dessus mentionnée.

LA REGIE DE LA PLACE DES ARTS
(signé) Gérard LAMARCHE
Directeur général

SPORT-MINUTE

L'Afrique du Sud s'est qualifiée pour les demi-finales de la coupe Davis grâce à ses trois victoires sur la Hollande. On sait que les représentants du Canada ont été éliminés par ceux de la France qui leur étaient supérieurs. Ceux-ci rencontrent en demi-finale, les porte-couleurs de la Tchécoslovaquie qui ont vaincu ceux d'Israël.

Les duos Feldesman-Irabin, des États-Unis, et Mmes Juan-Durran, de Grande-Bretagne, sont les nouveaux champions mondiaux du jeu de bridge. — Les États-Unis menés par 2 à 0 sur l'Allemagne-Ouest et se sont déjà assurés la victoire finale de la coupe féminine de la Fédération internationale de Tennis. — Everton a remporté la coupe d'Angleterre de football en battant Sheffield par 3 buts à 2 dans un rencontre qui a eu lieu devant 100.000 spectateurs, à Londres.

L'Australien Jack Brabham, sur "Reco-Brabham" à moteur Oldsmobile de huit cylindres, a remporté l'International Trophy, épreuve pour voitures de formule UN, organisée par le British Racing Drivers' Club, à Silverstone. — Le joueur de défense Mario Mariani a signé son contrat avec les Blue Bombers de Winnipeg de la Conférence de football. — D'autre part, la direction des Stampers de Calgary a annoncé la signature du contrat du Canadien Bob Howes. — Le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, a célébré son 72e anniversaire de naissance à la piste Mohawk en regardant l'Eagle Ambro courir le mille en 2:04.25 et gagner la sixième course.

Les vainqueurs des combats de championnat de la Canadian Amateur Boxing and British Empire ont été : Frank Scott, de Vancouver, 119 livres; Jimmy MacMillan, de Vancouver, 125 livres; Wally Johnston, de Calgary, 132 livres; Fred Fuller, de Vancouver, 139 livres et Dick Findlay, de Vancouver. Au championnat du monde de "rink hockey" à Sao Paulo, le Portugal a battu la Grande-Bretagne par 11 buts à 1; le Chili l'Argentine ont fait match nul, 1 à 1. L'Italien Nicola

Pietrangeli a remporté le tournoi international de tennis, "Villa d'Este" qui s'est disputé à Come, en battant l'Australien Bill Bowery par 6-3 et 6-4. M. Hoppener, directeur exécutif de l'Association canadienne olympique, a annoncé que Montréal avait été choisie pour être le site d'escrime, en 1967. Une foule en furie qui avait souhaité la bienvenue, à l'équipe victorieuse de soccer Everton de Liverpool, gagnants de la coupe de l'Association anglaise de football, a provoqué une bagarre générale au cours de laquelle pas moins de 400 personnes ont été blessées. Samedi prochain, en la salle de l'Aréna Roussin de Pointe-aux-Trembles, Bernard Parent, le sympathique gardien de buts des Bruins de Boston, sera fêté par un grand nombre de ses admirateurs. L'approche d'une saison qui s'annonce très active, le président de l'Association de soccer mineur du Québec, M. Jean-Guy Bédard, a décidé de convoquer une assemblée générale d'information qui aura lieu ce soir, au local de l'Association, rue Bagg.

Golden Blend remporte sa 3ième victoire consécutive

L'ambleur Golden Blend n'a déçu personne, samedi soir, au Parc Richelieu, où il a remporté sa troisième victoire en trois départs cette année. Golden Blend a réalisé une solide performance en 2:03 devant 11.598 amateurs, la plus forte assistance de la saison au Parc Richelieu. Golden Blend en était à sa dernière présence au Bout-de-l'Île pour un certain temps alors qu'il doit se rendre à la piste Roosevelt pour participer à l'Amble Commodore contre Romeo Hanover, Overfall et les autres bons trois ans en Amérique du Nord.

DANS LE QUÉBEC ET L'ONTARIO

Roger Penske prendra le volant de la "Sunoco Special"

La Sun Oil Company et Roger Penske ont conclu un accord pour disputer, cette année, dans le Québec et l'Ontario, les Coupes "International" et "American-Canadian Challenge" avec un prototype de course grand sport.

La voiture de base sera la Lola T-70 Mark II, alimentée par du Sunoco 260.

Sous le nom de "Sunoco Special" elle portera les couleurs bleu et jaune de la Sun Oil Company.

Cette voiture fera ses débuts le 29 mai prochain sur le circuit international de 200 milles à Saint-Jovite, près du Mont-Tremblant. Son pilote sera vraisemblablement Mark Donohue, l'un des meilleurs coureurs sur ce circuit. Il est classé deuxième au Grand Prix de Sebring, course de 12 heures, et troisième à Daytona, dans l'épreuve de 24 heures "Continental".

L'entretien mécanique de la "Sunoco Special" a été confié à Karl Kainhofer et Bill Scott. Équipée d'un moteur Chevrolet de 427 pouces cubes qui développe plus de 500 h.p., cette voiture est censée atteindre des vitesses supérieures à 200 m.p.h.

Sunoco 260 — le meilleur des mélanges sur commande de Sunoco a alimenté la Corvette Stingray avec laquelle Penske

a facilement triomphé, en Grand Tourisme, à Daytona, à Sebring, au début de cette année.

Ce faisant, la Sun Limitée ne se lance pas dans les courses et n'envisage pas pour l'instant de fournir du carburant à grande échelle pour ce genre de compétitions.

"Nous sommes bien heureux de pouvoir alimenter les voitures pilotes par Penske," a déclaré M. Francis F. Palmer, vice-président de la Sun Limitée. "Nous avançons encore à tâtons dans ce domaine, mais nous sommes enchantés des succès remportés par Penske, car ils confirment ce que nous proclamons au sujet de Sunoco 260 — c'est le plus puissant carburant mis en vente dans les stations-service".

Sur le circuit de 3.81 milles de Daytona, la Corvette de Sun-Penske a réalisé une moyenne de 91.6 m/h durant l'épreuve de 24 heures. Elle a fini avec 27 tours d'avance sur sa plus proche concurrente GT et avec 48 tours sur celle qui s'est classée en troisième position.

À Sebring, la même voiture a parcouru les 5.2 milles à une moyenne de 87.1 m/h pour terminer 4 tours avant la deuxième et 10 tours avant la troisième.

La coupe Memorial va aux Oil Kings

TORONTO — Les Oil Kings d'Edmonton ont surclassé les Generals d'Oshawa 2-1 hier après-midi, s'assurant ainsi la coupe Memorial, emblème du championnat canadien de hockey junior. C'était le deuxième triomphe des Oil Kings en trois ans même s'ils ont participé à la finale canadienne au cours des sept dernières années.

Ils avaient vaincu les Flyers de Niagara Falls à Edmonton en 1963.

C'est également la première fois qu'une équipe de l'Ouest remporte le championnat dans l'Est depuis que les Bruins de Port Arthur ont réussi l'exploit en 1948.

Toutefois, l'Est continue de dominer dans la finale canadienne avec 28 gains contre 20 depuis l'inauguration de cette compétition en 1919.

Les Oil Kings avaient pris l'avance de 3-2 dans la série samedi soir en écrasant les Generals 7-4. Ces derniers, qui en étaient à leur première finale nationale depuis 22 ans, ont réalisé qu'ils ne pouvaient l'emporter en l'absence de leur aile Bobby Orr, blessé à l'aine durant le début de la série finale.

D'autre part, l'acquisition de trois joueurs des finalistes de l'Ouest, les Bruins d'Estevan, s'est avérée très importante dans l'issue de la série.

En effet, les Bruins Ted Hodgson et Jim Harrison ont compté les buts des vainqueurs hier.

Billy Heindl avait donné une avance de 1-0 aux Generals lors d'un jeu de puissance dans la première période.

L'arbitre Frank Daigneault a imposé 14 punitions, dont une majeure et une mineure, conduite à Doug Barrie, de Edmonton, dans la 2e reprise.

Lloyd Pollock, second vice-président de la CAHA, a présenté le trophée aux vainqueurs après le match.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

clamaient "le meilleur gardien junior au pays". Le jeune cerbère, qui en était à sa dernière année, s'est assuré sa victoire en venant des critiques de ses patrons, qui avaient prétendu qu'il avait "succombé sous la tension" au cours des trois premières joutes de la série.

Le pilote Ben Guidolin, des Generals, a déclaré: "Ils doivent leur succès au gardien qui aurait succombé à la tension. Je me demande ce qu'ils disent à son sujet maintenant."

Le gérant Wren Blair, des Generals, est allé féliciter les vainqueurs dans leur vestiaire après la partie.

Guidolin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

clamaient "le meilleur gardien junior au pays". Le jeune cerbère, qui en était à sa dernière année, s'est assuré sa victoire en venant des critiques de ses patrons, qui avaient prétendu qu'il avait "succombé sous la tension" au cours des trois premières joutes de la série.

Le pilote Ben Guidolin, des Generals, a déclaré: "Ils doivent leur succès au gardien qui aurait succombé à la tension. Je me demande ce qu'ils disent à son sujet maintenant."

Le gérant Wren Blair, des Generals, est allé féliciter les vainqueurs dans leur vestiaire après la partie.

Guidolin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

Goldin n'était pas trop découragé même si son équipe avait encaissé "quatre durs revers" dans la série, car il ne perdait que trois buts.

Le jeu de puissance de Goldin, qui a été nommé "meilleur joueur de la série", a été d'une grande aide à la victoire.

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à l'INDUSTRIAL CONTAINERS LTD., a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910261.

LA BANQUE TORONTO-DOMINION

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à ARSHINOFF & CO. LTD., a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910263.

LA BANQUE TORONTO-DOMINION

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910264.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910265.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910266.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910267.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910268.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910269.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910270.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910271.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910272.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910273.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910274.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910275.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910276.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910277.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910278.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

AVIS est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 5 mai, 1966, à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à la BANQUE DE NOVA SCOTIA, a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 16ème jour de mai, 1966, sous le no 1910279.

LA BANQUE DE NOVA SCOTIA

CANADA Province de Québec District de Montréal

COUR SUPÉRIEURE No 711-310

DAME VEUVE LUCIE SAMSON-BLANCHET domiciliée et résidant au 470 avenue Laurier, à Québec dit district,

Faggin et Eugen restent champions

Un dernier dix minutes passionnant a marqué la fin de la course des Six-Jours cyclistes de Montréal et assuré une deuxième victoire consécutive à l'équipe Faggin-Eugen, les porte-couleurs de l'Italie et du Danemark.

L'équipe de suisse composée de Pfenninger et Renz semblait s'acheminer vers la victoire puisqu'ils avaient réussi le même nombre de tours que leurs principaux rivaux Faggin et Eugen tout en accumu-

lant un total de 801 lors des sprints comparativement à 801 pour ces derniers.

Toutefois, une poussée des champions de l'an dernier durant les dix dernières minutes

leur a assuré un tour d'avance sur les représentants de la Suisse.

Encore une fois, Fritz Pfenninger s'est révélé l'individu le plus rapide dans les sprints puisqu'il a rapporté les hon-

neurs de ces attaques-éclair à 58 reprises.

Un autre record a été établi au cours des Six-Jours de cette année. En effet, une foule de plus de 90,000 personnes ont encouragé les cyclistes durant les Six-Jours, dépassant ainsi les présence enregistrées à ce jour et même à l'occasion du premier spectacle présenté au Centre Paul-Sauvé, il y a trois ans.

La fin de l'épreuve, samedi soir, fut une lutte à finir entre Faggin-Eugen et Pfenninger et Renz. La foule fut tenue en haleine durant les dix dernières minutes, à partir du moment où Faggin a déclenché une chasse endiablée.

Malgré les efforts désespérés de Pfenninger et Renz, Faggin en collaboration avec son partenaire Eugen n'ont laissé aucune chance aux représentants de la Suisse.

Faggin, tout heureux de sa victoire, a levé les mains en l'air mais fit une chute, heureusement sans conséquence, au fil d'arrivée.

Un seul incident est venu interrompre la ronde endiablée des pistards. En effet, Robert Lelange de l'équipe de la Belgique a dû abandonner la course après s'être blessé lors d'une chute.

Aux dernières nouvelles, on ne savait pas encore si Lelange pourrait participer aux Six-Jours de Québec. Il a été admis à l'hôpital Jean-Talon pour déchirure d'un ligament qui s'attache à la rotule ainsi qu'une bursite hémorragique post-traumatique au genou droit. On devra probablement lui mettre le genou dans le plâtre, aujourd'hui.

Lelange fut remplacé par le jeune coureur belge Seewa qui s'est montré fort courageux en plus de seconder les efforts de Severyns.

Rappelons ici que, tout le long de la semaine, les quatre premières équipes se sont livrées une bataille sans merci

ce qui a permis au promoteur René Paquin d'offrir aux spectateurs un spectacle de grande classe.

Selon les connaisseurs, ce fut la compétition la plus intéressante depuis l'avènement de cette compétition sportive.



LE SPORT CHEZ LES JEUNES

Le tournoi de hockey peewee de Québec prendra un nouvel aspect lors des fêtes du centenaire de la Confédération en 1967. L'organisateur en chef, M. Gérard Bolduc, a révélé récemment que la Suède sera probablement représentée par une équipe. Les Suédois deviendront ainsi les premiers Européens à participer à cette compétition qui prendra ainsi un cachet vraiment international.

De plus, il est assuré que chacune des provinces du Canada déléguera une équipe, et que le trophée de la Confédération sera attribué à l'équipe championne. Comme par les années passées, les recettes du tournoi de 1966 ont été versées aux dirigeants du Patro Roc-Amadour, soit une somme très intéressante de \$21,000.

Le tournoi international de tennis junior, pour la coupe d'argent Pepsi-Cola, qui avait remporté tant de succès à Duvernay en 1963 et 1964, et qui avait été interrompue l'an dernier, semble assuré d'un entrecroisement de première classe. L'âme dirigeante de cette compétition, M. Maurice Leclerc, remettrait récemment sa démission à l'Association de tennis du Québec, pour des

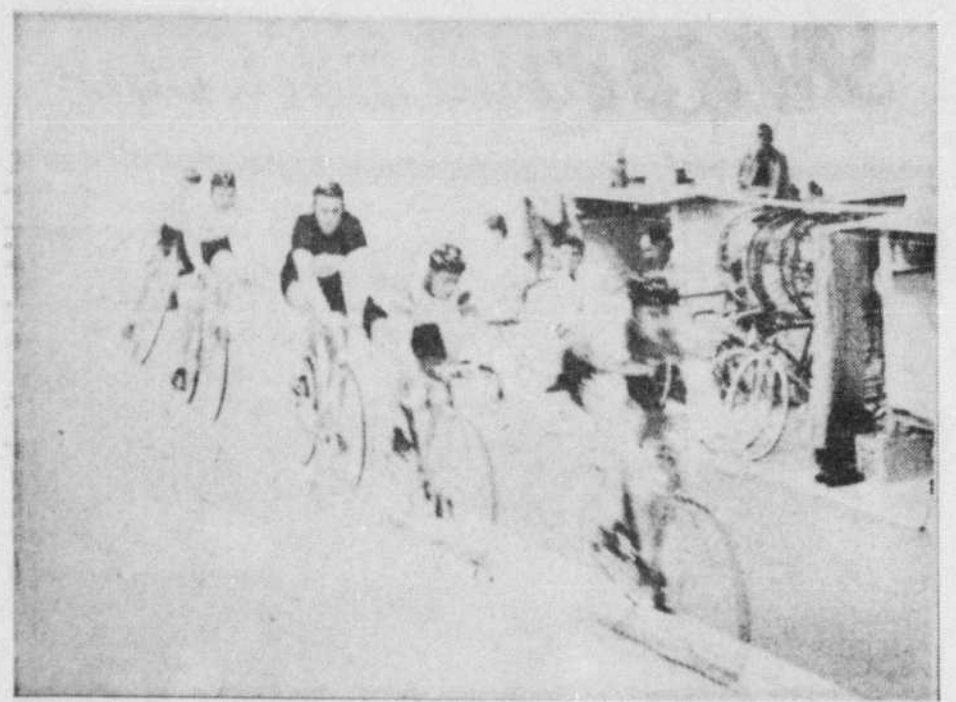
raisons personnelles, ce qui signifie la fin du tournoi genre coupe Davis miniature. Un autre coup dur porté au prestige du tennis au Canada.

Même s'il portait les couleurs de la plus faible équipe du circuit, Reynald Comeau, du West Island, était le centre d'attraction lors du banquet annuel de la Ligue métropolitaine de hockey junior. Reynald a mérité quatre trophées: il a été proclamé le meilleur joueur de centre, la meilleure recrue ainsi que le meilleur joueur dans la classe de 15-16 ans, en plus d'obtenir un trophée attribué au 2e meilleur compteur.

Comeau s'est aussi mérité un poste sur la deuxième équipe d'étoiles du circuit. Même si son équipe n'a remporté que cinq victoires durant la saison, il a trouvé moyen de marquer 40 buts et de récolter 32 mentions d'assistance.

Après avoir connu une saison exceptionnelle comme joueur de défense du Canadien junior, Carol Vadnais vient de faire son début dans le baseball organisé. Question de se maintenir en forme, le jeune colosse patrouillera le champ gauche du club Laval, de la Ligue Montréal junior. Au cours des exercices d'entraînement, Carol a épaté le nouveau gérant André Goyette par sa puissance au bâton.

Daniel Pesant, l'un des jeunes golfeurs les plus prometteurs au Québec, est devenu professionnel à l'âge de 19 ans. Il prodiguera ses conseils aux membres du club Campbellton, au Nouveau-Brunswick. Au cours des saisons 1964 et 1965, Daniel a remporté le championnat junior du Québec en compétition au trou, et l'an dernier, il décrochait le championnat du club de golf Islemera, en banlieue de Montréal.



Edmonton à un gain de la coupe Memorial

Les Oil Kings d'Edmonton n'ont plus qu'une victoire à remporter au dépens des Generals d'Oshawa pour s'assurer la coupe Memorial.

Au moment d'aller sous presse, le rapport de la sixième partie qui se disputait hier soir, à Toronto, ne nous est pas encore parvenu.

Samedi soir, les Oil Kings l'ont emporté par le compte de 7 à 4 et mènent présentement trois victoires à deux dans cette série de 4 de 7.

Edmonton a pris les devants par 2-0 à la première période en raison de deux buts de Cameron et Perkins.

Oshawa a répliqué par trois buts rapides au début de la 2ème reprise lorsque Heindle a compté à 1:48, Dussiaume, à 2:01 et Cashman, à 2:19.

Mais le vent changea soudainement et les Oil Kings comptèrent à leur tour trois buts, un à 2:55 par Cameron, son deuxième de la joute, puis

Cameron encore, complétant son tour du chapeau à 10:32, et enfin Perkins, son deuxième de la partie, à 7:15.

Deux autres buts des Oil Kings en période finale ont scellé le sort des Generals qui jouaient sans les services de leur as à la défense, Bobby Orr. Les Oil Kings mènent actuellement par 3-2 dans la série finale de la coupe Memorial.

SOMMAIRE
PREMIÈRE PÉRIODE
1-Edmonton: Cameron 13:47
(sans aide)
2-Oshawa: Perkins 18:36
(Cameron, Hamilton)
Pénalités: Bennett 2:32, Perkins (mal), Cashman (mal), et min. 4:10, Perkins 9:33, White 10:40, Hamilton 11:42

DEUXIÈME PÉRIODE
1-Oshawa: Heindle 1:48 (Little, Sanford)
2-Oshawa: Dussiaume 2:01 (White, Wilkins)
3-Oshawa: Cashman 2:19 (Layne, O'Shea)
4-Edmonton: Cameron 2:55 (Perkins, Bennett)
5-Edmonton: Cameron 10:32 (Perkins)

TROISIÈME PÉRIODE
1-Edmonton: Perkins 17:15 (Poulkerson, Bennett)
Pénalités: Roberts 2:46, O'Shea et Rochefort 9:45, Little 10:01
2-Oshawa: Cameron 10:32 (Perkins, Hamilton)
3-Oshawa: Hayes 15:44

TOURNOI DE LA COUPE ALLAN

Les Castors de Sherbrooke sont acculés au mur

CALGARY — Les Mineurs de Drumheller ont fait un pas de plus vers la conquête de la Coupe Allan en battant Sherbrooke 3-2 hier soir à Calgary. Drumheller, qui a pris une avance de 3-0 à la première période, mène 3-2 dans cette série de 4 de 7, qui se continuera demain soir à Calgary. Une foule de 1,650 amateurs a assisté à la joute d'hier.

Cardin a subi une blessure aux côtes à la seconde période et a dû quitter le jeu.

À la première période, Drumheller a pris une avance de 3-0 grâce aux buts de Leopold, Voss et Kollman sans riposte. Le but de Leopold est survenu durant une punition à Fortin. Aubry a regagné 18 lancers et il a fait 15 arrêts, pendant qu'Al Rollins effectuait seulement 3 arrêts dans les filets des Mineurs.

À la seconde période, les Castors se sont ressaisis et ont eu l'avantage 11-8 dans les lancers, et Cossette a réussi à déjouer Rollins aidé de Roy et Richer à 8:41, soit quelques secondes après une punition à Mailley.

À la 3ème période, les Castors ont marqué un second but, mais ont failli à la tâche dans leur tentative de niveler le résultat. Richer a complété le pointage à 11:51.

Aubry a effectué 12 arrêts pour un total de 41 et Rollins 25, au total.

SOMMAIRE
PREMIÈRE PÉRIODE
1-Drumheller: Leopold 3:47 (Finney, Solinger)
2-Drumheller: Voss 15:44 (Crawford, Solinger)

DEUXIÈME PÉRIODE
1-Drumheller: Leopold 3:47 (Finney, Solinger)
2-Drumheller: Voss 15:44 (Crawford, Solinger)

TROISIÈME PÉRIODE
1-Drumheller: Leopold 3:47 (Finney, Solinger)
2-Drumheller: Voss 15:44 (Crawford, Solinger)

Bruce, qui conduira cette année la McLaren-Alva Mark II mue par un moteur Oldsmobile en aluminium de 380 c.v., une voiture qu'il a lui-même dessinée — recevra une forte opposition de la part des meilleurs conducteurs américains.

Par exemple, Dan Blocker (Horse Cartwright dans Bonanza) a inscrit, avec John Cannon, la puissante Vinegaroon Special, Charlie Hays, prendra le

volant de la McLaren-Chevrolet Mark Donahue, la Lola T-70 (considérée comme la voiture la plus rapide au monde) et Jerry Entin, une McLaren-Olds semblable à celle de McLaren.

Contrairement à un rumeur qui circulait, Bruce McLaren ne se servira pas d'une transmission automatique. Il fera confiance à la boîte de vitesse ZF qui offre l'avantage de quatre vitesses avant. "J'avoue", a commenté McLaren, "que c'est plus fatigant ainsi mais j'ai été bien servi par cette boîte de vitesse; donc je la garde".

Par ailleurs, des modifications effectuées sur le moteur de la voiture de Bruce, lui permettront d'atteindre un maximum de 180 milles à l'heure sur la ligne droite. On sait d'autre part que la McLaren-Elva se comporte à merveille dans les courbes.

McLaren, qui en sera à sa troisième visite au Circuit Mont-Tremblant-St-Jovite, conserve une très haute opinion de la piste. Selon Bruce, ce circuit est le plus attrayant au monde, et quant à la piste elle-même, avec ses courbes courtes, ses élévations abruptes et ses longues lignes droites, elle représente un défi à tout bon conducteur.

John Ross, directeur des courses pour le Montreal Motor Racing Club, s'est dit ravi de ramener McLaren au Québec. "Bruce est l'un des quatre meilleurs pilotes au monde et il aime constater lui-même la vitesse maximum de son bolide".

Bruce, qui conduira cette année la McLaren-Alva Mark II mue par un moteur Oldsmobile en aluminium de 380 c.v., une voiture qu'il a lui-même dessinée — recevra une forte opposition de la part des meilleurs conducteurs américains.

Par exemple, Dan Blocker (Horse Cartwright dans Bonanza) a inscrit, avec John Cannon, la puissante Vinegaroon Special, Charlie Hays, prendra le

volant de la McLaren-Chevrolet Mark Donahue, la Lola T-70 (considérée comme la voiture la plus rapide au monde) et Jerry Entin, une McLaren-Olds semblable à celle de McLaren.

Contrairement à un rumeur qui circulait, Bruce McLaren ne se servira pas d'une transmission automatique. Il fera confiance à la boîte de vitesse ZF qui offre l'avantage de quatre vitesses avant. "J'avoue", a commenté McLaren, "que c'est plus fatigant ainsi mais j'ai été bien servi par cette boîte de vitesse; donc je la garde".

Par ailleurs, des modifications effectuées sur le moteur de la voiture de Bruce, lui permettront d'atteindre un maximum de 180 milles à l'heure sur la ligne droite. On sait d'autre part que la McLaren-Elva se comporte à merveille dans les courbes.

McLaren, qui en sera à sa troisième visite au Circuit Mont-Tremblant-St-Jovite, conserve une très haute opinion de la piste. Selon Bruce, ce circuit est le plus attrayant au monde, et quant à la piste elle-même, avec ses courbes courtes, ses élévations abruptes et ses longues lignes droites, elle représente un défi à tout bon conducteur.

Classement final des Six-Jours

(1874 milles)	Tours	Points des
Pos. Equipe	de retard	sprints
1-Italie-Danemark (25-26) Faggin-Eugen	0	697
2-Suisse (1-2) Renz-Pfenninger	1	801
3-Luxembourg (17-18) Gillen-Lykke	1	425
4-Belgique (11-12) Severyns-Seewa	3	678
5-Australie (9-10) Beensch-Serayon	7	613
6-France (5-6) Gaignard-Raynal	8	650
7-Espagne (3-4) Hortelano-Paras	9	545
8-Québec (23-24) Retrain-Garon	25	269

COURSE DE VOITURES SPORTS LABATT

Bruce McLaren prendra le départ à Mont-Tremblant

L'as conducteur de la Nouvelle-Zélande, Bruce McLaren, prendra le départ lors de la troisième reprise de la course de voitures sports LABATT 50, les 28 et 29 mai prochain, sur la piste du Circuit Mont-Tremblant-St-Jovite. L'an dernier, McLaren avait dramatiquement arraché la victoire à Jim Hall, ce jeune millionnaire du Texas. Ce dernier, à bord d'une Chaparral, avait terminé une fraction de seconde derrière Bruce.

John Ross, directeur des courses pour le Montreal Motor Racing Club, s'est dit ravi de ramener McLaren au Québec. "Bruce est l'un des quatre meilleurs pilotes au monde et il aime constater lui-même la vitesse maximum de son bolide".

Bruce, qui conduira cette année la McLaren-Alva Mark II mue par un moteur Oldsmobile en aluminium de 380 c.v., une voiture qu'il a lui-même dessinée — recevra une forte opposition de la part des meilleurs conducteurs américains.

Par exemple, Dan Blocker (Horse Cartwright dans Bonanza) a inscrit, avec John Cannon, la puissante Vinegaroon Special, Charlie Hays, prendra le

volant de la McLaren-Chevrolet Mark Donahue, la Lola T-70 (considérée comme la voiture la plus rapide au monde) et Jerry Entin, une McLaren-Olds semblable à celle de McLaren.

Contrairement à un rumeur qui circulait, Bruce McLaren ne se servira pas d'une transmission automatique. Il fera confiance à la boîte de vitesse ZF qui offre l'avantage de quatre vitesses avant. "J'avoue", a commenté McLaren, "que c'est plus fatigant ainsi mais j'ai été bien servi par cette boîte de vitesse; donc je la garde".

Par ailleurs, des modifications effectuées sur le moteur de la voiture de Bruce, lui permettront d'atteindre un maximum de 180 milles à l'heure sur la ligne droite. On sait d'autre part que la McLaren-Elva se comporte à merveille dans les courbes.

McLaren, qui en sera à sa troisième visite au Circuit Mont-Tremblant-St-Jovite, conserve une très haute opinion de la piste. Selon Bruce, ce circuit est le plus attrayant au monde, et quant à la piste elle-même, avec ses courbes courtes, ses élévations abruptes et ses longues lignes droites, elle représente un défi à tout bon conducteur.

John Ross, directeur des courses pour le Montreal Motor Racing Club, s'est dit ravi de ramener McLaren au Québec. "Bruce est l'un des quatre meilleurs pilotes au monde et il aime constater lui-même la vitesse maximum de son bolide".

Bruce, qui conduira cette année la McLaren-Alva Mark II mue par un moteur Oldsmobile en aluminium de 380 c.v., une voiture qu'il a lui-même dessinée — recevra une forte opposition de la part des meilleurs conducteurs américains.

Par exemple, Dan Blocker (Horse Cartwright dans Bonanza) a inscrit, avec John Cannon, la puissante Vinegaroon Special, Charlie Hays, prendra le

volant de la McLaren-Chevrolet Mark Donahue, la Lola T-70 (considérée comme la voiture la plus rapide au monde) et Jerry Entin, une McLaren-Olds semblable à celle de McLaren.

Contrairement à un rumeur qui circulait, Bruce McLaren ne se servira pas d'une transmission automatique. Il fera confiance à la boîte de vitesse ZF qui offre l'avantage de quatre vitesses avant. "J'avoue", a commenté McLaren, "que c'est plus fatigant ainsi mais j'ai été bien servi par cette boîte de vitesse; donc je la garde".

Les inscrits au Richelieu

PREMIÈRE COURSE	SIXIÈME COURSE
1-Bethel Mar M. R. Savignac 5-2	1-B. Yankee Wann R. Bolly 3
2-Jill Fodor G. Lachance 7-2	2-Rugged Pick D. Macaviah 7-2
3-Henry Lad H. Pilon 4	3-Sugar Prince A. Hanna 9-2
4-Tourbillon pas choisi 6	4-Miffin Hanover St-Jacques 4
5-Darley Raider K. Pritchard 6	5-Honey Reed J. Jodoin 6
6-Mr. Media E. White 6	6-Gary Johnston G. Poulin 6
7-Chapman Hanover R. Grand 8	7-Speedy Sam C. Pelletier 8
8-Les Quatre As L. Bergeron 10	8-Regret A. Badard 10
Amal. éligibles: Barbados Y. Desjardins	Amal. éligibles: Dand Sandy
DEUXIÈME COURSE	TROISIÈME COURSE
1-Quick Prime C. Pelletier 5-2	1-Lady Eucharist Hanna 3
2-Banjo Pick Dunc Macaviah 4	2-Mr. Poca H. Pilon 4
3-Miss Mir G. Lachance 9-2	3-Mary Lynn pas choisi 6
4-Freedom Pal L. Bourgon 6	4-Major's Fairy D. Macaviah 6
5-Kawartha Way O. Pilon 6	5-Bonus Abe A. Badard 8
6-Count Pick N. Bardier 8	6-Fay's Best M. Gingras 8
7-Sadness L. St. Jacques 8	7-Mister Sault G. Lechance 10
8-Helfer P. Caldwell 10	8-Amal. éligibles: Voie Tide O. Ballagreen
Amal. éligibles: Kay Harnum Y. Plouffe	Amal. éligibles: Dand Sandy
TROISIÈME COURSE	QUATRIÈME COURSE
1-Dale Lind O. Pelletier 3	1-Ambro Dany F. Laboulet 3
2-Porgues O. Ballagreen 3-2	2-Swing Harmony R. Caldwell 5-2
3-Ban Dale S. Blason 4	3-Panama Hanover K. Waples 4
4-Treasured Pick L. Bourgon 6	4-D and M H. Pilon 5
5-Penny Chalk R. Bolly 6	5-Swing Green G. Balaguer 6
6-Mister Foxboro O. Pilon 8	6-Adios Ray C. F. Robillard 8
7-Michael Mite C. Paradis 8	7-Marabelle A. Clark 8
8-Shuffle Fairy E. White 10	8-Prince Fier G. Ballagreen 10
Amal. éligibles: Wilcomio Way W. Turcotte	Amal. éligibles: Swift Yogi A. Badard
QUATRIÈME COURSE	QUATRIÈME COURSE
1-Marty's Last B. P. Caldwell 8	1-Gaby Vonlan A. Badard 3
2-Ben Regent M. Gingras 4	2-Incitatius Y. Desjardins 4
3-St. Smiley J. Lachance 9-2	3-Success Mark L. Bourgon 9-2
4-Mr. Joe C. Balaguer 6	4-Claudette C. Paradis 6
5-Frank Laalle M. Turcotte 6	5-Borderview Romar Ballagreen 6
6-Todd Riddell A. Renaud 6	6-Super Lind R. White 8
7-Profitable R. Contu 8	7-The Great Chief Y. Gendreau 8
8-Live Fast L. Bergeron 10	8-Blue Waters G. Pilon 10
Amal. éligibles: Bonnie Jo Express Pelletier	Amal. éligibles: Flying Bel G. Lachance
AMBIÈRE - RECLAMER - \$1,700	AMBIÈRE - RECLAMER - \$1,700
1-Key Pebble J. Jodoin 3	1-Gaby Vonlan A. Badard 3
2-Ambro Champ H. Pilon 7-2	2-Incitatius Y. Desjardins 4
3-Way Away M. Turcotte 4	3-Success Mark L. Bourgon 9-2
4-Direct M. Adios A. Badard 4	4-Claudette C. Paradis 6
5-King Sherry O. St-Jacques 6	5-Borderview Romar Ballagreen 6
6-Achie Bud P. Gendreau 8	6-Super Lind R. White 8
7-Bolo Hal G. Pilon 10	7-The Great Chief Y. Gendreau 8
Amal. éligibles: Flying Bel G. Lachance	Amal. éligibles: Flying Bel G. Lachance

Les résultats au Richelieu

SAMEDI	DIMANCHE
PREMIÈRE COURSE	PREMIÈRE COURSE
1-Kingston 30.70 2.30 5.00	1-Permet Mir 12.90 5.25 4.00
2-Jackpot 3.60 3.10	2-Flemington's Song 4.40 4.00
3-Broadway Joe 10.10	3-Mr. Keller 4.10
Temps: 2:09.3	Temps: 2:06
DEUXIÈME COURSE	DEUXIÈME COURSE
1-Adios Dan 2.90 2.40 2.30	1-Ambro Gambol 6.10 2.40 3.40
2-Barbara's also 4.30 3.80	2-Well Dons 2.40 2.20
3-Joe Brook 2.10	3-Torrid Freight 2.50
Temps: 2:07.1	Temps: 2:05.2
DOUBLE: 2-1 \$2.00	DOUBLE: 2-1 \$44.00
TROISIÈME COURSE	TROISIÈME COURSE
1-Breezeaback 6.80 3.20 2.60	1-Lady Leon 12.90 4.50 3.00
2-Meadowbrook 3.00 2.50	2-Lady Camden 3.20 2.30
3-Ganderette 3.20	3-Sargus Pick 2.60
Temps: 2:10.3	Temps: 2:04.4
QUATRIÈME COURSE	QUATRIÈME COURSE
1-Ambro 4.50 3.00 2.40	1-Lona Springend 6.10 2.40 7.20
2-Wabach Yie 4.40 2.70	2-Brianus Yonder 5.90 4.40
3-The Capon 2.60	3-Summit 7.20
Temps: 2:11.2	Temps: 2:06.3
CINQUIÈME COURSE	CINQUIÈME COURSE
1-Brave Will 11.80 4.80 3.20	1-Rocky Len 8.50 6.30 3.00
2-Adios 3.90 2.80	2-Modest Hero 10.30 5.10
3-Lester Hanover 4.50	3-Miss Key Hal 2.80
Temps: 2:04.1	Temps: 2:04.3
SIXIÈME COURSE	SIXIÈME COURSE
1-Count Yates 11.10 4.70 3.40	1-Count Newport 25.40 8.90 6.00
2-Alward Jr. 3.80 3.40	2-Envy 4.80 4.70
3-Success Bomb 3.10	3-Just Joe 8.60
Temps: 2:06.3	Temps: 2:06.3
SEPTIÈME COURSE	SEPTIÈME COURSE
1-Patrick Kirk 11.30 5.20 3.70	1-Dale Freshal 4.80 3.10 2.80
2-Success St-Borny 6.40 3.70	2-Mustie Yonder 8.10 3.70
3-Peter W. 4.20	3-The Mirage 6.00
Temps: 2:07.4	Temps: 2:06.3
QUINZIÈME COURSE	QUINZIÈME COURSE
1-Well Away 4.70 3.10 2.30	1-La Montreuil 6.70 4.50 4.40
2-Scotty Newport 3.90 2.30	2-Copper Smith 12.70 6.80
3-Jimmy Count 2.30	3-Cloverland Direct 8.10
Temps: 2:06.3	Temps: 2:04.2
SEIZIÈME COURSE	SEIZIÈME COURSE
1-Golden Blend 2.50 2.40 2.10	1-Miss Speedster 6.40 3.10 2.80
2-J. Wann 4.10 2.20	2-Van, Counsel 8.70 3.20
3-Ack Ack 2.10	3-Van's First 3.10
Temps: 2:03	Temps: 2:04.4
DIXIÈME COURSE	DIXIÈME COURSE
1-Cavalier Pick 64.50 20.80 5.40	1-Cloverland Night 3.10 2.70 2.80
2-Shadybell Chant 4.40 2.70	2-Wills Red Devil 5.00 5.80
3-Senator Pick 2.80	3-Little Cherry 2.90 4.00
Temps: 2:05.2	Temps: 2:07
Reclame: 3-2 \$20.00	Reclame: 3-2 \$20.00



LES VENTES O'KEEFE

MONTENT EN FLÈCHE

De plus en plus de gens exigent O'KEEFE

ESSAYEZ-LA AUJOURD'HUI!

Les marins anglais se mettent en grève

LONDRES — A minuit, 60.000 marins ont reçu l'ordre de cesser le travail. En fait, le mouvement de grève ne se fera sentir que progressivement, au fur et à mesure du retour au port des navires battant pavillon britannique. En effet, un arrêt de travail en mer est assimilé par le code maritime à une mutinerie. Aussi la grève ne s'étendra-t-elle, les premiers jours, qu'à quelques milliers de marins.

D'autre part, M. Harold Wilson, qui a passé la journée de dimanche au 10 Downing Street, a tenu hier après-midi un "conseil de guerre" avec M. Roy Gunter, ministre du travail, afin d'envisager les mesures à prendre. Le premier ministre s'est également entretenu au téléphone avec M. Roy Jenkins, Mme Barbara Castle et M. Richard Marsh, respectivement ministres de l'intérieur, des transports et de l'énergie. A l'issue de cette "réunion d'urgence" M. Gunter a lancé un dernier appel au "comité de grève" formé de six membres du Syndicat des gens de mer, qui siège en permanence au quartier général du syndicat, à Clapham, dans le sud de Londres.

D'autre part, on indique de source officielle qu'aucune dé-

claration quant aux mesures d'urgence à prendre ne sera faite avant ce matin. On précise à ce sujet que ces mesures ne seraient éventuellement prises que quelques jours après le déclenchement du mouvement. M. Gunter fera une déclaration en ce sens, aux Communes, et pour sa part, M. Wilson s'adressera ce soir à la nation sur le petit écran.

Les revendications des marins portent sur la semaine de 40 heures, contre celle de 56 heures actuellement en vigueur, et sur une augmentation de salaires équivalant à environ 7 p.c.

Protestation des religieux à Barcelone

BARCELONE — Une délégation de prêtres et religieux a remis samedi après-midi à l'archevêque de Barcelone, Mgr Gregorio Modrego y Casaus, une lettre protestant contre les brutalités de la police lors de la manifestation d'ecclésiastiques du 11 mai dernier, et suggérant que la peine canonique d'excommunication soit prononcée contre les responsables de ces incidents. "Nous suggérons, dit la lettre écrite en catalan, que si l'on ne considère pas comme opportunité de rappeler dans ce cas le canon 2443 paragraphe 4, et d'appliquer les peines prévues, il serait souhaitable d'informer tous les prêtres de cette renonciation aux privilèges du droit canon".

150 prêtres et religieux, jeunes en grande majorité, ont attendu pendant une heure dans la cour de l'archevêché, tandis que la délégation, formée d'archiprêtres, de leurs curés de paroisse et de deux religieux, était reçue par Mgr Modrego y Casaus.

Famine dans le nord du Brésil

JOAO PESSOA (capitale de l'Etat de Paraíba) — Le Brésil est en alerte : le tristement célèbre "quadrilatère de la soif" (les quatre Etats du Nord-Est, Ceara, Rio Grande do Norte, Paraíba et Pernambuco) mobilise une fois de plus les énergies de la nation, et sensibilise l'opinion : on y meurt maintenant de faim. Sur les pistes de la savane, ce ne sont en effet que longues théories d'hommes et de femmes en haillons, squelettiques, montant à l'assaut des villages pour y trouver de quoi survivre un jour de plus. Une dizaine de villages ont déjà été pillés. Dans les autres, les riches, ou plutôt les "moins pauvres", ont baissé les rideaux de fer de leurs boutiques.

Les rues de Jouar (au Ceara), celles de Moisson (au Rio Grande do Norte) celles de Patos (au Paraíba), offrent le même spectacle tragique : des centaines de femmes auxquelles s'agrippent des enfants faméliques qui attendent, des journées entières, assises sur le bord des trottoirs que brûle le soleil brésilien. Quoi ? Un miracle. Un miracle qui a nom : "Nourriture".

Quant aux convois chargés de vivres que les régions prospères du sud expédient, arriveront-ils à temps ? Le gouvernement du président Castelo Branco para au plus pressé.

Mais comment en est-on arrivé là ?

Les récoltes de maïs ou de haricots étaient irrémédiablement brûlées par le soleil. Le dernier délai pour qu'elles revivent, le "délai de l'espoir" comme on l'appelle dans ce pays extrêmement croyant, c'était le jour de la Saint-Joseph, le 19 mars : il n'a pas plu. Toutes les récoltes sont perdues, et pour les centaines de milliers de paysans qui n'ont pour vivre que les produits qu'ils arrachent à un sol ingrat et selon des méthodes rudimentaires, il n'y a plus une graine à plan-

ter maintenant que les pluies sont revenues.

C'est la famine, nette, sans appel. Car où trouver l'argent quand on a un revenu annuel moyen inférieur à 80 dollars ? Une seule solution, partir.

Prises de court, les autorités du nord-est du Brésil croient des "Fronts de travail", et ouvrent par exemple de nouvelles routes, pour nourrir et surtout arrêter ces nomades dont l'exode terrorise les villages.

Dans ce "quadrilatère de la soif" le paradoxe est partout : dans l'Etat du Ceara par exemple, les calculs officiels ont révélé que les quelque deux cents étangs recueillant huit milliards et demi de mètres cubes d'eau. Tout autour, les rives sont vertes, mais ce sont des terres en friche. Le paysan qui voudrait cultiver ne le peut pas, faute de semences, ou faute de pouvoir posséder quelques arpents de cette terre où tout pourrait pousser.

Dans la célèbre vallée du Rio Jaguaribe, le fleuve le plus important du Ceara, des techniciens français dans le cadre de la coopération franco-brésilienne sont arrivés à un résultat remarquable dans la mise en valeur des cultures locales.

Manifestation, à Washington, contre la politique américaine au Vietnam

WASHINGTON — Une nouvelle manifestation contre la guerre au Vietnam a eu lieu dimanche à Washington. Répondant à l'appel du "SANE"

(Comité national pour une politique nucléaire raisonnable), 10 à 12.000 manifestants de tous âges, ont défilé pendant une heure et demie devant la

Maison-Blanche pour marquer leur désapprobation devant la façon dont le gouvernement mène la guerre au Vietnam (Suite à la page 2)

S'ouvre en un clin d'oeil



Molson présente la nouvelle ouverture à anneau



Essayez ces nouvelles canettes dès aujourd'hui

Trois bonnes bières pour satisfaire tous les goûts

Nouvelle suggestion pour une rencontre de Gaulle-Johnson

WASHINGTON — Le sénateur démocrate Frank Church, un des critiques de l'administration américaine au sein de la commission sénatoriale des affaires étrangères, s'est prononcé hier en faveur d'une rencontre entre le président Johnson et le général de Gaulle.

M. Church, qui vient d'effectuer un voyage d'information en Europe où il a notamment rencontré le président de la République française, le premier ministre britannique, M. Harold Wilson, et le chancelier ouest-allemand, M. Ludwig Erhard, a déclaré au cours d'une interview télévisée qu'une telle rencontre serait "très utile". Il a estimé que le président Johnson et le général de Gaulle sont "les deux grandes figures politiques du monde occidental".

Le sénateur de l'Idaho a estimé que la crise actuelle de l'OTAN est une cause d'inquiétude mais non de désespoir. Il a affirmé qu'il a rencontré en Europe une approbation de certains des aspects de l'attitude du gouvernement français à l'égard de l'OTAN.

Les Européens, a-t-il dit, pensent que le danger de guerre avec les pays communistes a diminué et qu'il est nécessaire d'apporter certaines modifications à l'organisation atlantique. Ils sont cependant en désaccord total avec les méthodes que le général de Gaulle a choisies, a-t-il ajouté.

Le sénateur Church a souligné qu'il a rencontré dans tous les pays européens qu'il a visités une grande inquiétude vis-à-vis de l'engagement des Etats-Unis au Vietnam. On craint que le problème asiatique s'étende, a-t-il dit, et que l'Europe finisse par s'y trouver engagée d'une manière ou d'une autre.

Il a encore indiqué qu'il estime que les Etats-Unis ne doivent pas se lancer dans une "guerre" contre le général de Gaulle, et exprime l'opinion que si le processus de détente entre l'Est et l'Ouest se poursuit, il est vraisemblable qu'il s'accompagne d'un "relâchement" dans les deux camps militaires.

Le sénateur Church a affirmé qu'un règlement européen général ne peut se faire sans l'accord des Etats-Unis et de l'Union soviétique. "Je crois que de Gaulle comprend cela", a-t-il conclu.

La France prépare ses prochains essais nucléaires dans le Pacifique

PARIS — Des préavis — ou "Notams" — échelonnés dans le temps vont très prochainement avertir les pays riverains du Pacifique que la France s'apprête à effectuer son premier essai atomique au-dessus de l'atoll désertique de Mururoa, à 1.200 km. au sud-est de Tahiti. Selon certains bruits, bien fondés semble-t-il, un préavis de "définition de zone" serait adressé dès le début de cette semaine aux gouvernements intéressés pour délimiter le périmètre qui, autour du Centre d'essais du Pacifique (CEP), sera "passé au peigne fin", avant et après l'explosion, par les bâtiments de guerre et les avions français qui demanderont aux bateaux et aux avions de s'en écarter.

Aucune date ne sera annoncée dans ce "Notam" de définition de zone, la date sera portée à la connaissance de

tous par un "Notam" d'activation de zone" qui sera envoyé ensuite.

On reste très discret sur la

date précise de l'explosion, mais rien, selon les milieux informés, ne permet de prévoir qu'elle aura lieu avant le mois de juillet, c'est-à-dire avant ce qui avait été primitivement prévu. En effet, si le "Notam d'activation de zone" est diffusé, comme on le pense, 45 jours avant l'explosion, il est impossible que celui-ci se produise avant le 1er juillet.

Il est possible, dit-on, que la France essaie, au cours de l'été prochain, plusieurs bombes ou engins de puissances progressives. Mais il s'agira essentiellement d'engins à fission du plutonium. Certains pourraient être toutefois "dopés" ou "exaltés" comme l'a été la dernière bombe chinoise, par du deutérium, du lithium, que l'on retrouve dans le matériel de fusion thermonucléaire. Quoi qu'il en soit, en aucun cas il ne s'agira d'engins thermonucléaires proprement dits, c'est-à-dire de puissance mégatonique.

Tout est prêt et tout est maintenant en place au CEP au terme d'un travail acharné commencé le 1er juillet 1963, date de la création du centre d'essais : sur l'atoll perdu de Mururoa même les masses énormes des trois blockhaus de tir (45.000 tonnes de béton chacun) sont terminées. Ils abriteront les postes de contrôle des tirs et les appareils d'enregistrement avancés. Tout autour des atolls, dans la zone réputée dangereuse (qui sera délimitée la semaine prochaine) et de laquelle on demandera aux bateaux et aux avions de s'écarter, une quarantaine de bâtiments de guerre français sont depuis quelques jours à leur poste.

Les jeux sont faits. La mise est de taille : 4 milliards de francs sont consacrés au financement des essais, y compris le coût de la construction du centre lui-même, c'est-à-dire non seulement les bases de tir de Mururoa et de Fangataua, mais, à quelque 500 kilomètres au nord, les installations de l'atoll de Hao avec sa piste d'envol de 3.400 mètres de long d'où partiront les avions chargés d'aller recueillir les matériaux "chauds" produits par l'explosion dans le nuage radioactif qui se formera ensuite. La modernisation du port de Papeete et l'installation à Tahiti de la "base arrière" du centre d'essais sont également inclus dans ce prix.

ITAUBA (Minas Gerais, Brésil). — L'ancien président brésilien Wenceslau Bras est mort dimanche à Itaubá, à l'âge de 98 ans.

M. Wenceslau Bras fut président pendant la période 1914-1918. C'est sous son gouvernement qu'a été établi le code civil brésilien. Le président Castelo Branco a proclamé le deuil national dans tout le pays.



AUX QUATRE COINS DU MONDE

PARIS — M. Edgard Pisani, 48 ans, ministre de l'équipement, et qui, de 1961 jusqu'au début de cette année fut ministre de l'Agriculture, est désormais le leader de l'aile gauche du gaullisme. Il a en effet accepté de prendre la direction du "Front du progrès", organisation fondée au début de l'année et qui vient de tenir sa convention nationale.

Le "Front du progrès" qui se réclame de la gauche et du gaullisme, se propose d'élargir la famille gaulliste en rassemblant non seulement les gaullistes de gauche mais encore d'anciens socialistes ou radicaux "médianistes" souscrivant à la politique du général de Gaulle sur le plan extérieur et animés d'une volonté de progrès s'exprimant à l'intérieur des institutions de la cinquième République.

BRUXELLES — Courte journée de travaux samedi dans la négociation sur le contentieux financier belgo-congolais. Ouverte très tard dans la matinée, reprise très tard dans l'après-

midi, levée à 20 heures, la séance a permis aux représentants du Congo d'exposer leur point de vue sur les problèmes laissés par la convention de février 1965 et notamment le Fonds d'assurance pour le personnel de la colonie belge — dont la charge paraît mal répartie — et le Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion de la dette.

WASHINGTON — Le bilan de la balance des paiements des Etats-Unis pour le premier trimestre 1966, qui sera publié en principe mercredi prochain, se soldera par un déficit voisin de 500 millions de dollars, indique-t-on dimanche dans les milieux informés de Washington. Un déficit de cet ordre rendrait pratiquement impossible la réalisation de l'équilibre des paiements extérieurs cette année.

WASHINGTON — Des récoltes ont été détruites au Sud-Vietnam sur plus de 39.000 hectares (98.000 acres) soit sur un et demi pour cent

des terres cultivables du pays depuis le début de la guerre au Vietnam, annonce-t-on à Washington de source officielle. Ces statistiques qui remontent à deux mois, démontrent le développement du programme de destruction des récoltes depuis quelque temps, 8.000 hectares (20.000 acres) seulement ayant été détruits à l'automne dernier.

La destruction des récoltes, destinée à priver de nourriture les forces vietnamiennes, est appliquée principalement dans le centre du pays, région contrôlée en grande partie par les guérilleros communistes et s'accompagne d'expéditions de saisie de riz et autres aliments. Menée à l'origine uniquement par les forces américaines, l'opération destruction des récoltes est maintenant effectuée le plus souvent par l'armée vietnamienne elle-même.

On déclare à Washington que les produits chimiques employés ne sont nocifs ni pour les hommes ni pour les animaux et n'empêchent pas les récoltes de repousser l'année suivante.

Ce programme est différent de celui de la défoliation qui est destiné à détruire toute végétation permettant au Vietcong de se cacher et d'organiser des embuscades.

PARIS. — Le juge Zollinger, chargé de l'enquête sur la disparition du leader marocain Mehdi Ben Barka, a reçu samedi le frère du disparu, M. Abdelkader Ben Barka, partie civile, pour lui communiquer les résultats que lui a permis d'obtenir le supplément d'information décidé par la cour d'appel.

En sortant de chez le juge, le frère du leader marocain a déclaré que ses avocats déposeraient une note en début de semaine pour que certains points soient éclaircis. M. Ben Barka a également demandé d'assister en compagnie de ses avocats aux prochaines confrontations.

ATHÈNES — Il faut "des élections générales, seule solution à la situation politique anormale créée par le coup d'Etat du 15 juillet dernier", a déclaré, dans une proclamation au peuple grec, M. Georges Papandreu, leader de l'Union du centre, qui a annoncé également "la poursuite du combat pour le rétablissement de la volonté populaire".

"La dissolution de la chambre et des élections générales

De Gaulle "visite" Paris

PARIS — "J'ai voulu prendre contact avec l'immense transformation qui s'accomplit dans Paris. Je dois dire que l'impression que j'en rapporte est celle d'un grand espoir, digne de la France, de Paris, de notre temps". Ainsi s'est exprimé le général de Gaulle à l'hôtel de ville de Paris, résolvant devant les membres du conseil municipal, le bureau du conseil général de la Seine et les notabilités parisiennes, la "visite-éclair" qu'il venait d'accomplir samedi matin en différents points de la capitale.

A l'hôtel de ville, le chef de l'Etat a été vivement impressionné par le Paris de l'an 2000, en maquettes et en plans, qui lui a été présenté par le préfet de la Seine. "Ca n'en finit pas, cette tour", a-t-il déclaré en contemplant la maquette de la tour Maine-Montparnasse haute de 180 mètres, dont le projet a fait couler beaucoup d'encre depuis plus de dix ans. Pour chaque projet, le général de Gaulle s'enquiert de la date de réalisation, de son inscription ou non au programme du cinquième plan. Et devant le sous-sol de 900 mètres qu'empruntera la voie express, Rive droite, à hauteur du Louvre pour décongestionner ce secteur de Paris, il a cette exclamation : "C'est énorme".

L'ÉQUIPE DU QUÉBEC EN MARCHÉ présente CE SOIR à la TV



10h.45
l'honorable
**CLAUDE
WAGNER**

...assistance judiciaire pour les "mal pris"

au réseau français de
RADIO-CANADA

Aujourd'hui, demain... un Québec toujours plus FORT
VOTONS QUÉBEC VOTONS LIBÉRAL

Message d'intérêt public publié par M. Jean Morin,
905 rue Pratt, Montréal 8, agent officiel du Parti Libéral du Québec.